

Israël-Espagne : la normalisation

Soumis à des pressions contradictoires très puissantes, le gouvernement de M. Felipe Gonzalez s'est décidé à franchir un pas décisif qu'il avait longtemps différé. Il a annoncé, vendredi 17 janvier, l'établissement de relations diplomatiques avec Israël. Cette normalisation attendue peut paraître banale et logique.

L'Espagne était le seul Etat d'Europe occidentale à ne pas entretenir ce type de relations avec Israël. Son entrée le 1^{er} janvier dans la Communauté économique européenne impliquait une démarche qui donne toute satisfaction aux dirigeants de l'Etat hébreu. En outre, le Parti socialiste espagnol, au pouvoir depuis 1982, avait inscrit l'établissement de relations diplomatiques avec Israël dans son programme de politique étrangère.

Pourtant le retard dans la mise en œuvre de cette mesure et l'embarras évident avec lequel le gouvernement de Madrid annonce la normalisation montrent bien qu'il s'agit pour les Espagnols d'une rupture spectaculaire avec une ligne diplomatique respectée rigoureusement pendant des décennies. L'amitié avec le monde arabe a été en effet et demeure une constante de la politique espagnole.

Pour ne pas compromettre ses excellentes relations avec les pays arabes, l'Espagne de Franco s'était toujours refusée à reconnaître l'Etat hébreu. De son côté, celui-ci avait écarté dès sa naissance, en 1948, l'hypothèse de rapports normaux avec un régime franquiste qui avait collaboré avec l'Allemagne hitlérienne. Il a fallu attendre les années 60, et la politique de libéralisation économique des dirigeants madrilènes, pour que de timides relations commerciales s'amorcent entre les deux pays. Même la mort de Franco et l'instauration d'un régime démocratique en Espagne n'ont pas altéré cette ligne. La « question israélienne » est restée à l'écart de la politique de normalisation diplomatique tous azimuts mise en œuvre en 1976 après la disparition de Franco.

En 1980, M. Adolfo Suarez, alors chef de gouvernement, recevait M. Yasser Arafat à Madrid et réaffirmait que l'un des principaux axes de la politique étrangère de l'Espagne était l'amitié avec les pays arabes. Son successeur, M. Calvo Sotelo, avait envisagé timidement en 1982 de nouer des relations normales avec Israël, et il a fallu trois ans aux socialistes espagnols pour passer du stade des bonnes intentions à la réalisation. Une étape marquée par des « petits pas » : visites mutuelles de délégations, établissement de liaisons aériennes directes, statut diplomatique « de facto » de M. Samuel Haddad, représentant d'Israël auprès de l'Organisation mondiale du tourisme, dont le siège est à Madrid. Enfin, et surtout, échange d'informations entre services secrets israéliens et espagnols sur les possibles « contacts arabes » de l'ETA militaire.

Hier comme aujourd'hui, les dirigeants de Madrid restent pourtant très soucieux de ne pas mécontenter leurs amis. M. Felipe Gonzalez, fidèle à cette attitude, a pris la peine d'expliquer personnellement aux dirigeants arabes et à M. Yasser Arafat que la normalisation avec Israël n'implique « en aucun cas » une approbation « de la politique intérieure ou extérieure de l'Etat hébreu ». M. Gonzalez justifie sa décision par le fait qu'Israël « a des liens multiples avec une Communauté européenne à laquelle l'Espagne vient de s'incorporer ». Et il promet formellement de continuer à défendre les « justes causes » arabes dans les organisations internationales.

PREMIÈRE RÉUNION ÉLECTORALE AUTOUR DE M. MITTERRAND

Les socialistes opposent leur bilan à la plate-forme RPR-UDF

M. Mitterrand devait présider, ce vendredi 17 janvier, au Grand-Quevilly, sur les terres de M. Fabius, un « rassemblement » qui lui permettrait, devant plusieurs milliers de socialistes, de marquer à nouveau « sa préférence » à deux mois des élections législatives.

M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a dressé, jeudi, le bilan de son action, le jour même où le RPR et l'UDF publiaient leur plate-forme électorale commune. (Le Monde donnera demain dans ses éditions datées 19-20 janvier l'intégralité de ce texte.)

Une mise à jour incomplète

La « Plate-forme pour gouverner ensemble » est un document qui recèle encore quelques surprises. On ne lui reprocherait pas ses imprécisions — tant il faut se méfier des programmes trop « cohérents » sur le papier — si, par ailleurs, il offrait les perspectives d'une politique économique et financière claire. Tel qu'il se présente, il contient beaucoup d'éléments disparates : la promesse de mesures qui vont effectivement dans le sens d'une libération souhaitable, une arme secrète efficace mais qui suppose pour réussir une confiance durable dans le franc, un tour de passe-passe qui viole autant les principes que les comptes, sans parler d'une touche de l'illusionnisme giscardien.

Sous certains de ses aspects, le programme des deux partis d'opposition apparaît comme une mise à jour. Il en est ainsi de la promesse faite de libérer « immédiatement » les prix, une disposition qui sera considérée par beaucoup, y compris par quelques ministres de l'actuel gouvernement, comme l'exercice normal

d'une faculté qui doit être reconnue à tout chef d'entreprise. Il en est ainsi du contrôle des changes, qu'on ne supprimera pas d'un trait de plume, mais qui sera débarrassé tout de suite de ses interdictions manifestement les plus anti-économiques. Les industriels et les commerçants français opérant sur le marché international pourront acheter et vendre à terme des devises pour se prémunir contre les fluctuations des changes. Par contraste, la prudence de M. Laurent Fabius semble bien archaïque. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a largement entamé la politique annoncée par la plate-forme pour la libération du crédit.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 9.)



La diplomatie de la cohabitation

La France pourra-t-elle encore avoir une politique étrangère au lendemain des élections du 16 mars ? Même si dans leur grande majorité les Français ne raisonnent qu'en termes hexagonaux, cette question, beaucoup de responsables politiques se la posent. Avec discrétion, certes, mais aussi, souvent, avec un sens des responsabilités que ne laissent pas toujours deviner leurs propos « politiques ». Et cela vaut aussi bien pour l'actuelle majorité que pour la plus grande partie de l'opposition.

Tous les experts de politique étrangère s'accordent à affirmer qu'en cas de cohabitation aucun problème diplomatique fondamental ne devrait se poser, à moins de crise internationale aujourd'hui impensable. C'est un proche du président de la République, naguère plus militant, qui confie, décidément très conciliant : « Il n'y a pas de diplomatie de droite ou de gauche. » C'est M. Giscard d'Estaing qui, interrogé jeudi à Radio-France internationale, ne trouve à citer que deux divergences importantes

avec la politique étrangère de M. Mitterrand : le Tchad (il pense surtout à la rencontre de Crète entre le président de la République et le colonel Kadhafi) et la position « totalement négative » prise par la France à l'égard de l'initiative de défense stratégique du président Reagan. On n'est guère plus critique dans l'entourage de M. Chirac, y compris à propos de l'admission de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, qu'il n'est sur la question aujourd'hui de remettre en cause. Tout au plus parle-t-on de « correctif ».

Non, les écueils sur lesquels pourrait venir se briser une éventuelle cohabitation en politique étrangère, il faut plutôt aller les chercher dans la gestion quotidienne de cette politique. Car tous les futurs partenaires s'accordent pour reconnaître que, si un minimum de bonne foi et de coopération ne s'installe pas entre l'Elysée et les ministres concernés — c'est-à-dire pour l'essentiel le premier d'entre eux et le titulaire

du Quai d'Orsay, — on débouchera vite sur la paralysie totale, voire le ridicule, ce qui est le pire cas de figure lorsqu'il s'agit de relations internationales. Imaginons les réactions des chanceries étrangères au spectacle d'un président de la République refusant, par exemple, de signer le décret de nomination d'un ambassadeur ! Ou la consternation que ne manqueraient pas de provoquer chez leurs partenaires européens un François Mitterrand et un M. X, premier ministre ou ministre des relations extérieures, défendant des points de vue différents sur les prix agricoles !

Pour avoir quelques chances de fonctionner, la cohabitation en politique étrangère exigera donc des négociations préalables et la conclusion d'un accord sur l'exercice du pouvoir. Là encore, il y a quasi-unanimité parmi les intéressés. Mais ils se gardent pour l'instant de préconiser une recette, un dosage. La formule dépendra en effet du rapport de force qui sortira des urnes.

JACQUES AMALRIC

(Lire la suite page 2.)

Les combats font rage au Yémen du Sud

Après une brève accalmie, les affrontements ont repris de plus belle à Aden et se sont étendus à tout le pays.

PAGE 3

Le sommet franco-allemand

A l'issue de ses entretiens à Baden-Baden avec le chancelier fédéral, M. Mitterrand a rappelé que la décision d'engager la force nucléaire de dissuasion ne pouvait appartenir qu'à la France.

PAGE 2

Année faste pour Air France

La compagnie nationale a réalisé en 1985 un bénéfice de 700 millions de francs.

PAGE 30

Le SIDA

a-t-il une composante génétique ?

A Trinidad, les habitants d'origine africaine sont atteints de la maladie; ceux d'origine indienne ne le sont pas.

PAGE 22

Barbara-Depardieu au Zénith

« Lily passion » : il tue, elle chante. La rencontre de deux tempéraments fiévreux.

PAGE 23

La « 5 » : la bataille du saucissonnage

La polémique reprend sur la coupe des œuvres de fiction par des écrans publicitaires.

PAGE 25

Le Conseil constitutionnel et le cumul emploi-retraite

Les juges constitutionnels ont rejeté l'aggravation des pénalités infligées à certains retraités qui continuent à travailler.

PAGE 32

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 10) • Société (20 à 22)
• Culture (23) • Communication (25) • Economie (29 et 30)
Programmes des spectacles (24-25) • Radio-télévision (26)
• Informations services : Météorologie, Bulletin d'enseignement,
Cartes (27) • Mots croisés (14) • Annonces classées (28)

LA DISPARITION DE JEAN CASSOU

L'homme de l'art

Jean Cassou est mort le jeudi 16 janvier à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Compagnon de la Libération, il avait créé le Musée national d'art moderne.

par ANDRÉ CHASTEL

On avait un peu oublié cet homme affable, généreux et merveilleusement cultivé que l'âge et ses séquelles ont tenu loin de tout depuis des années, loin surtout des commerces amicaux qu'il pratiquait si bien.

Essayiste, poète, romancier, il était aussi homme de musée. Conservateur en chef du Musée d'art moderne de l'après-guerre, il y accueillait tout ce qui se pressait alors un peu confusément à Paris. Conscient des immenses

lacunes de l'institution, il y faisait entrer de son mieux, par insistance amicale, des dons aussi importants que ceux que fit Picasso en 1948 (avec, en particulier, l'Atelier de la modiste, de 1926), ce Picasso qu'il avait curieusement et joliment appelé un « apollinien spasmodique ». Il préférait avec cordialité et parfois avec indulgence les expositions des grands et celles des plus petits, convaincu, comme il le disait volontiers, que « le poète n'a jamais tort ». Mais il enserrait toujours l'objet de sa réflexion d'un discours cordial et précis jusqu'à l'apparition du mot juste, du mot clé qu'il ne manquait pratiquement jamais.

Son sérieux et l'ampleur de vues qui l'apparentent à un Focillon se sont manifestés en 1960 à

l'occasion d'une grande exposition sur « Les sources du vingtième siècle », une exposition du tout nouveau Conseil de l'Europe. Les sources, c'est-à-dire le jaillissement des trouvailles et la modernité de notre siècle : l'actualité des créations de l'art, c'était là qu'il se sentait chez lui. Et il sut dresser calmement, avec sagacité, le paysage mental qui était et qui reste la toile de fond de notre temps. Dans cet ouvrage, il faut relire les pages sur Gaudí et la Sagrada Família de Barcelone. Elles nous mettent sur la voie de ce qu'il y avait de plus fort et d'original dans la pensée de Jean Cassou.

(Lire la suite page 23
et l'article de JEAN ROUSSELOT :
« Le poète ».)

La surprise de l'année
JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT
**LA SALLE
DE BAIN**

Des mots simples, sans, associés.
Ces mots-là, certains ont cru qu'il
n'avait rien à dire. Excellent signe.

R. Rosta-Delpach, *Le Monde*
★ MINUIT

étranger

DIPLOMATIE

LA RENCONTRE DE M. MITTERRAND ET DE M. KOHL A BADEN-BADEN

La décision d'engager la force nucléaire de dissuasion ne peut appartenir qu'à la France rappelle le chef de l'Etat

M. François Mitterrand s'est rendu à Baden-Baden, jeudi 16 janvier, pour y assister à une importante revue militaire en compagnie du chancelier Kohl, puis s'y entretenir avec ce dernier. Pour sa visite au quartier général des forces françaises en

RFA, il était accompagné du ministre et du secrétaire d'Etat à la Défense, M. Paul Quilès et M. Edwige Avice, ainsi que de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

De notre envoyé spécial

Baden-Baden. - Rien n'avait été négligé pour faire de cette journée un symbole de la vitalité de la coopération militaire franco-allemande. Et, à part la panne du Transall qui devait transporter les journalistes à Baden-Baden (tout de même un peu ennuyeux, s'agissant justement de symboles, l'avion étant un pur produit de cette coopération), la démonstration n'aura manqué ni de brio ni de sens. Les hymnes nationaux exécutés chacun par la fanfare de l'autre, un très haut responsable de la Bundeswehr recevant, sur le front des troupes, l'accueil du président français, puis un défilé impressionnant, mettant en œuvre d'innombrables blindés, les camions du système RITA de transmissions automatiques et les hélicoptères de combat du 2^e régiment : le grand spectacle offert jeudi à Baden-Baden résumait au temps préhistorique l'époque où les forces françaises en Allemagne pouvaient être dites « d'occupation ».

D'ailleurs, en ouvrant la courte conférence de presse qu'il devait tenir en commun avec son hôte en début d'après-midi, le chef de l'Etat n'a pas manqué de souligner que la présence à ses côtés du chef du gouvernement de Bonn, « devant nos troupes », donnait à ce défilé une signification beaucoup plus profonde que s'il s'était simplement agi de rejouer ce vieux rôle du réper-

toire élyséen : le président aux armées. L'impression laissée par cette rencontre, la première de l'année entre deux hommes qui, comme l'a indiqué M. Mitterrand au passage - allusion à l'après-mars ? - comptent bien continuer à se voir très fréquemment, est pourtant un peu moins idyllique, malgré la multiplication des protestations d'amitié et une identité de vues réaffirmée sur l'importance de la coopération franco-allemande, en matière militaire comme en toutes choses. En fait, on a eu une fois de plus l'impression que cette entente fonctionnait mieux dans ses grands principes que dans le détail.

Interrogé sur l'éventualité de voir la coopération militaire étendue au domaine nucléaire, M. Mitterrand s'est ainsi montré amicalement circospect. Cette coopération, a-t-il répondu, « est aisée à définir dans le domaine conventionnel. Il s'agit de rencontres entre responsables, d'actions sur le terrain, de manœuvres, d'échanges d'informations, d'études stratégiques ou tactiques. Le problème nucléaire, lui, est plus délicat. Il s'agit d'une arme typiquement nationale, qui relève de l'occurrence du seul commandement français, en particulier du président de la République. » D'autant plus, a-t-il ajouté, que « nos deux pays n'ont pas, depuis la fin de la dernière guerre, le même statut sur le plan international ». La RFA étant interdite d'arme nucléaire propre par les traités. Aussi le chef de

l'Etat a-t-il bien fait la distinction entre des « consultations, qu'il est parfaitement normal de prévoir », surtout « pour toute guerre qui affecterait directement le territoire allemand » pour des armes « préstratégiques » et le partage de la décision d'engager la force française de dissuasion. Ce partage ne lui semble pas envisageable, ne serait-ce que parce cette décision, d'essence nationale, suppose en outre une extrême rapidité. Le chancelier a d'ailleurs assuré en substance qu'il n'en demandait pas tant et qu'il comprenait parfaitement la position française.

De même aura-t-on attendu en vain, dans certains milieux franco-allemands, des précisions sur le projet de formation en commun des futurs cadres de l'armée française et de la Bundeswehr. Il est vrai que le prochain sommet régulier entre les deux pays, fin février à Paris, qui sera principalement consacré aux questions militaires, devrait permettre d'en apprendre davantage à cet égard.

Quant au projet de navette spatiale Héraclès, auquel la France ne désespère pas d'intéresser les Allemands malgré leur attitude négative actuelle, M. Kohl a scotché la question qui lui était posée à ce sujet en assurant que celui-ci n'était pas vraiment à l'ordre du jour de la rencontre et qu'aucune conclusion n'était encore arrêtée. M. Mitterrand ajouta que la France, pour sa part, « continuerait d'avancer dans la réalisation, en application de ses engagements européens ». Anticipant dit : si la République fédérale n'y participe pas, elle risque de se trouver, le jour venu, exclue du bénéfice d'une opération importante pour le développement technologique et industriel du Vieux Continent. Ce qui, si l'on comprend bien, serait regrettable de la part de nos « loyaux amis », comme devait les qualifier le président français devant la communauté française de Baden-Baden, dans l'après-midi, lorsque « nos civilisations et principes se sont enfin senties complémentaires, pour aborder ensemble les temps qui viennent ».

BERNARD BRIGOULEX.

Consultation et « targeting »

M. François Mitterrand, qui se dit prêt à prévoir des consultations avec l'Allemagne fédérale - sans partager avec elle la décision d'emploi éventuelle - sur les armes nucléaires préstratégiques, c'est-à-dire les armes tactiques à bord des missiles Pluton ou des avions Mirage-III et Jaguar, qui la France entendrait au sein de la 1^{re} armée et de la force aérienne tactique.

Aucune de ces armes, dont la puissance de destruction peut aller de 10 à 25 kilotonnes, n'est stationnée sur le sol ouest-allemand. Mais de telles armes peuvent être amenées à raisonner, dans tout conflit qui affecterait l'Allemagne fédérale, au sein des forces françaises outre-Rhin et, de surcroît, certaines de leurs cibles peuvent être en territoire ouest-allemand.

Le chef de l'Etat français estime donc légitime et logique d'en parler avec ses alliés, à commencer par celui dont le territoire pourrait être le lieu de la bataille en Europe. Mais, aussitôt, il prend soin de rappeler, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs à l'Elysée, que les armes nucléaires sont des armes nationales, relevant du seul commandement français. C'est donc, à la fois, fixer les limites d'une telle consultation et bien distinguer la consultation de ce qu'on appelle le « targeting ».

En effet, le « targeting », c'est-à-dire la prédétermination

des cibles éventuelles des armes nucléaires, est un travail imposé à l'Allemagne fédérale, tout dans le cas des armes préstratégiques. La définition des cibles des armes stratégiques (les missiles du plateau d'Albion et des sous-marins nucléaires), qui sont des agglomérations ou des centres économiques importants de l'adversaire, se fait sous la seule responsabilité des autorités politiques et militaires de la France. Le « ciblage » des armes préstratégiques est un « targeting » dit d'opportunité et, donc, variable avec la situation militaire, les objectifs étant militaires (concentrations de forces, dépôts logistiques, « nœuds » de communications, etc.) et, par définition, mobiles ou circonstanciés.

On peut donc instaurer des consultations informelles sur les conditions d'un emploi éventuel : par exemple, on peut convenir d'avancer avec un allié que les armes préstratégiques ne seraient pas utilisées, sur son sol, contre des cibles militaires à proximité de villes (au-dessus ou au-dessous de 5 000 habitants). Cependant, la désignation de la cible même ne peut pas être prédéterminée, et, à plus forte raison, la décision de tir d'une arme préstratégique ne peut être programmée à l'avance en collaboration.

J. L.

L'HIVER AU KENYA, TOUTE L'ANNÉE DU SOLEIL DANS LA TÊTE AURAS.

Mettez le cap sur le Kenya avec le seul vol direct Paris-Mombasa

SAFARI
Choix de 6 hôtels de séjour sur la côte de l'Océan Indien. La semaine au départ de PARIS à partir de 7600 F.

REPUBLICQUE TOURS

L'avenue de la République 75011 Paris
Tel. 43.55.39.30

22, rue Grégoire 69002 Lyon
Tel. 78.37.72.38

LA GAUCHE ET L'OPPOSITION FACE A LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Cohabitation

(Suite de la première page.)

Un ancien ministre de l'opposition déclare : « Si nous n'avons qu'une majorité à l'Assemblée, le président sera en bonne position pour conserver pas mal de ses pouvoirs et exercer au moins une sorte de droit de veto sur le choix du ministre des affaires étrangères. Mais si nous disposons d'une large marge de manœuvre, il devra accepter de nombreuses concessions. » Rares cependant sont les opposants cohabitationnistes (les baristres raisonnent bien sûr différemment) enclins aujourd'hui à transformer M. Mitterrand en « poète international ». Qu'on procède à une seconde lecture de la Constitution, soit. Mais cette seconde lecture ne doit pas déboucher sur une négation de la fonction présidentielle et sur l'humiliation de son détenteur. Il serait contre-indiqué de raser la montagne qu'on se propose de gravir et pour le moins maladroit de bloquer le fonctionnement des institutions au risque d'apparaître aux yeux de l'opinion publique comme le mauvais joueur, voire le saboteur, d'une délicate partie.

Même un homme comme M. Giscard d'Estaing, qui pense, aujourd'hui comme en 1981, qu'un président privé d'une majorité parlementaire règne mais ne gouverne pas, fait une exception pour la politique africaine. « Du fait que les relations franco-africaines ont été construites autour de l'Elysée, a-t-il déclaré à RFI, il est souhaitable que l'Elysée continue de participer à cette organisation, mais que les problèmes de ressources soient traités par le gouvernement. (...) Il faut que l'impulsion politique générale continue d'être assurée par la présidence ».

Autre domaine où prévaut une élémentaire et compréhensible prudence : le droit d'appuyer sur le fameux bouton rouge qui déclenche le feu nucléaire. S'il est un appaillage du président de la V^e République, c'est bien celui-ci. Un seul homme et un homme seul en effet peut incarner pour l'ennemi qui se sent tenté d'avoir recours à l'arme atomique ce facteur essentiel de la dissuasion qu'est l'imprévisibilité. Personne jusqu'à présent n'a proposé que ce pouvoir régaliel soit soumis à un scrutin en conseil des ministres. Le silence à ce sujet est révélateur : nous sommes là au cœur de l'abandon de la notion de cohabitation. Tel ou tel dirigeant de l'actuelle opposition veut bien demain interdire au chef de l'Etat de participer à tel ou tel sommet international. Mais il hésitera longtemps avant de contester au chef de l'Etat le droit de presser sur le fatal bouton de Bakélite. Et comme le fait remarquer un res-

ponsable influent de l'opposition : « Maintenant que Mitterrand est devenu le Lourdes du régime... ». Il n'empêche, il faudra à tout trouver une formule de concertation ou conserver celle qui existe déjà et qui implique le premier ministre, le ministre de la Défense et celui des relations extérieures.

S'il est en revanche une pratique de M. Mitterrand que tous ses éventuels partisans révoient, c'est bien celle des « coups » diplomatiques. Deux d'entre eux reviennent régulièrement dans les conversations : la rencontre de Crète avec Kadhafi - à laquelle l'assistait même pas le ministre des relations extérieures - fait-on remarquer et l'invitation surprise faite au général Jaruzelski. La liste n'est pas exhaustive, mais ces deux cas sont toujours cités en exemple de ce que M. Mitterrand ne devra plus faire. Il est vrai que les dirigeants étrangers y regarderont à deux fois avant d'attendre de voir exactement comment s'organise le partage des pouvoirs à Paris avant de se prêter à de telles opérations.

Quel frein imposer à M. Mitterrand pour éviter tout dérapage de sa part ? Le premier ministre ne pouvant pas consacrer toute son énergie à « marquer » le président en politique étrangère, l'opinion générale, dans l'opposition, est que cette tâche reviendra au ministre des relations extérieures. D'où l'importance du choix qui sera fait pour diriger le Quai d'Orsay. Mais, à l'encore, on ne peut faire que des hypothèses : beaucoup dépendra du résultat du 16 mars.

La première question à trancher sera de savoir si on fait appel à un « politique » ou à un « professionnel ». Les noms de « politiques » le plus souvent cités sont bien connus : Simone Veil (mais quel rôle de la politique africaine ?), Alain Peyrefitte (mais il aurait récemment renoncé), Jean de Lipkowsky (mais il inquitte quelque peu ses amis par ses foucades), Jean-François Deniau (mais sa fréquentation assidue des guérillas anti-communistes ne poserait-elle pas de délicats problèmes ?), Jean François-Poncet (mais il n'est guère tendu). On peut aussi citer le nom de François Léotard. Quant à M. Giscard d'Estaing, il affirme catégoriquement que la place ne l'intéresse pas.

Les plus prudents des cohabitationnistes ne sont guère favorables de toutes façons au choix d'un ministre politique. Pour que les choses se passent sans trop d'accrocs, estiment-ils, c'est un grand ambassadeur ou un grand commis qu'il faut mettre à la tête du Quai d'Orsay. Le nom qui revient le plus souvent est celui d'Edouard

Balladur, proche conseiller de M. Jacques Chirac, ancien secrétaire général de l'Elysée du temps de Georges Pompidou. Mais il n'aura ses chances que si l'opposition fait un bon score et si M. Chirac est bien premier ministre. C'est pourquoi on parle aussi de M. Maurice Ulrich, gaulliste patenté, et de quelques ambassadeurs dont il vaut mieux taire les noms pour ne pas faire de jaloux.

Une chose paraît sûre : il faudra aller vite en besogne au lendemain du 16 mars car les rendez-vous internationaux ne peuvent pas être reportés. Le premier sera le sommet des pays industrialisés de Tokyo (en mai), puis viendra le Conseil européen du mois de juin. Qui représentera la France ? Les paris sont ouverts, mais l'honneur, dans l'opposition, n'est pas aujourd'hui d'empêcher M. Mitterrand de s'y rendre. Plutôt de l'y accompagner. A condition bien sûr qu'il ait au préalable accepté de négocier un modus vivendi dans lequel la cohabitation tournera vite au règlement de comptes et à la disparition au moins provisoire de la France sur la scène internationale.

JACQUES AMALRIC.

PARIS DEMANDE LE RAPPEL DE L'ATTACHÉ MILITAIRE D'AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement français a demandé, jeudi 16 janvier, le rappel de l'attaché militaire d'Afrique du Sud à Paris, qui devra avoir quitté la France avant la fin du mois, faute de quoi il sera déclaré persona non grata, a annoncé le ministère des relations extérieures. Cette demande entre dans le cadre des « mesures restrictives » adoptées en septembre dernier par la Communauté européenne pour amener Pretoria à réviser sa politique de ségrégation raciale.

En octobre dernier, Paris avait rappelé son attaché militaire à Pretoria. Les autorités françaises s'attendaient que le gouvernement sud-africain, pour prévenir les sanctions européennes, retirât son attaché militaire en poste à Paris. Pretoria ne l'ayant pas fait, Paris en prend l'initiative.

On indiquait jeudi soir à Londres, de source gouvernementale, que la Grande-Bretagne n'a pas l'intention d'expulser l'attaché militaire sud-africain, comme l'ont fait Bruxelles, Luxembourg et Paris.

LES RÉACTIONS AUX PROPOSITIONS DE DÉSARMEMENT DE M. GORBATCHEV

Washington : M. Reagan se dit « très reconnaissant »

Confirmant et renforçant sa première réaction positive de la veille, M. Reagan s'est déclaré jeudi 16 janvier « très reconnaissant » pour les nouvelles propositions de désarmement de M. Gorbatchev. Comme on lui demandait s'il était « encouragé » par l'attitude de Moscou, le président américain a répondu : « Oui, c'est difficile à dire que l'on a entendu dans le passé de la part de dirigeants soviétiques ».

Selon le porte-parole de la Maison Blanche, la proposition de l'URSS est « une proposition sérieuse qui mérite d'être étudiée et nous espérons que les Soviétiques y feront suite à Genève par des négociations sérieuses qui produiront des résultats ». Interrogé sur l'offre d'élimination des missiles à moyenne portée soviétiques et américains en Europe, M. Spenske a relevé que, si Moscou est prêt à renoncer à prendre en compte les forces françaises et britanniques, « cela serait certainement utile ». « C'est aux Britanniques et aux Français de dire ce qu'ils sont prêts à faire », a-t-il dit, faisant allusion au corollaire que serait le gel par Paris et Londres de leur arsenal au niveau actuel.

On réaffirme parallèlement du côté américain que M. Reagan n'a pas l'intention de renoncer à son initiative de défense stratégique (IDS) et qu'en ce qui concerne les SS-20 soviétiques, qui ont des missiles mobiles qui devraient par conséquent être éliminés même s'ils sont stationnés en Asie.

A ce propos, M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a déclaré vendredi au cours de sa visite à Tokyo que l'URSS est prête à réduire le nombre de ses SS-20 en Extrême-Orient - lequel, selon lui, aurait déjà été « gelé » - à condition que les États-

Moscou : la presse met en relief l'accueil positif des Etats-Unis

De notre correspondant

Moscou. - Les médias soviétiques ont accordé un écho exceptionnel à la première réaction du président Reagan au vaste plan dévoilé mercredi soir 15 janvier par M. Gorbatchev pour « libérer la terre de toutes les armes nucléaires », mais, remarque-t-on, l'idée d'un désarmement général et complet n'est pas nouvelle. Le gouvernement français, ajoute-t-on de même source, relève que le calendrier envisagé par ces propositions - telles qu'elles ont été rapportées - supposait que les négociations en cours entre les Etats-Unis et l'URSS progressent beaucoup plus rapidement qu'elles ne l'ont fait depuis quinze ans.

Enfin, on rappelle les trois conditions qui permettraient à la France d'apporter sa contribution à un processus effectif et vérifiable de désarmement nucléaire, telles que M. Mitterrand les a fait connaître à plusieurs reprises : d'une part, il faudrait une réduction substantielle de l'écart entre l'arsenal nucléaire des deux Super-Grands d'un côté et celui de la France de l'autre. D'autre part, il faudrait qu'aient été corrigés les importants déséquilibres existant en matière d'armements conventionnels et chimiques. Enfin, il faudrait qu'aucun système nouveau aboussant à déséquilibrer les fondements actuels de la dissuasion, et donc de la paix, n'ait été installé.

Les propositions soviétiques ont été accueillies avec un optimisme prudent par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui s'est dit prêt à « examiner attentivement avec ses alliés les nouveaux éléments qu'elles contiennent », et plus favorablement encore par M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, qui a salué leurs « idées audacieuses ». - (AFP.)

Dans un message aux participants au congrès en faveur de la paix qui se tient actuellement à Varsovie, M. Gorbatchev rappelle, de son côté, ses propositions. Dans ce document, également publié vendredi par la Pravda, le numéro un soviétique indique que le « plan concret » présenté mercredi est une « perspective bien réelle », mais qu'il n'a de chance d'aboutir que si chacun « renonce à la mise au point des armements cosmiques offensifs ». Cette restriction, qui était déjà contenue dans la déclaration de mer-

A TRAVERS L

SOUDAN

Pius de quatre ans par les rebelles en T

Les rebelles ont pris le contrôle de la capitale Khartoum, après avoir vaincu les troupes gouvernementales. Le président Nimeiri a fui le pays. Les rebelles ont déclaré qu'ils veulent instaurer une république démocratique et sociale.

EL SALVADOR

La guerre persiste les transports routiers

Les forces armées ont lancé une offensive contre les rebelles dans la région de San Salvador. Les transports routiers sont toujours bloqués par les rebelles.

RFA

Excuses publiques à la communauté juive

Le chancelier Kohl a présenté ses excuses publiques à la communauté juive allemande pour les persécutions nazies.

Le Monde

PUBLICITE

Le Monde est une revue hebdomadaire de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre, de cinéma, de télévision, de radio, de presse, de communication, de marketing, de publicité, de commerce, de finance, de droit, de médecine, de santé, de beauté, de mode, de cuisine, de voyage, de loisirs, de sport, de culture, de politique, d'économie, de culture, de sport, de sciences, de lettres, d'art, de musique, de théâtre

A TRAVERS LE MONDE

SOUDAN

Plus de quatre cents soldats tués par les rebelles en 1985

Khartoum. — Les rebelles du sud du Soudan, en lutte depuis trois ans contre le pouvoir central, ont tué quatre cents soldats de l'armée régulière en 1985, rapporte le quotidien *Al Umma*, organe de la principale formation politique du pays. Ce chiffre traduit une nette augmentation des pertes subies par les troupes gouvernementales dans les combats qui les opposent à l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), que dirige le colonel John Garang. Selon *Al Umma*, l'armée avait perdu cent cinquante hommes en 1984. Les responsables soudanais ont reconnu, ces derniers mois, que les combats dans le Sud s'étaient intensifiés en dépit d'une « trêve » décrétée par l'ALPS.

De source diplomatique occidentale à Khartoum, on estime que les forces de M. Garang n'ont pas remporté de victoires stratégiques importantes. Elles se sont emparées des mois derniers d'une petite localité, Yirou, à 1050 kilomètres de Khartoum, et tentent de pousser plus au nord, vers la ville de Rumbek. L'agence soudanaise de presse, citant des réfugiés de Yirou, affirme que les rebelles ont massacré quatre-vingt-deux civils à leur arrivée dans cette localité. — (Reuters.)

EL SALVADOR

La guérilla paralyse les transports routiers

San-Salvador (AFP). — Les transports routiers ont été largement paralysés jeudi 16 janvier dans plusieurs régions du Salvador, lors de la première journée d'une nouvelle campagne de blocage de la circulation lancée par la guérilla.

Le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) a déclenché cette opération, pour une durée illimitée, en riposte à un projet de réformes économiques annoncé par le gouvernement Duarte. Celui-ci projette de dévaluer la monnaie, de restreindre certaines importations, d'augmenter le prix des produits pétroliers, ainsi que les impôts. Ce train de mesures a été critiqué par la guérilla, les syndicats, plusieurs associations, les milieux industriels et l'opposition d'extrême droite.

Parallèlement à cette campagne de paralysie des transports, le radio du FMLN, Radio-Venceremos, a fait état d'opérations de sabotage contre le réseau électrique. Le nord, le centre l'est, mais aussi l'ouest du pays ont été particulièrement touchés jeudi par le blocage des transports et la circulation a été paralysée à 90 % dans plusieurs régions.

RFA

Excuses publiques d'un député CSU à la communauté juive

Bonn. — Le jeune député bavarois Hermann Fellner (CSU), qui avait tenu des propos antisémites au sujet des réparations demandées au groupe Flick pour l'utilisation de travailleurs forcés pendant la guerre, s'en est excusé publiquement le jeudi 16 janvier de la tribune du Bundestag et auprès du président de la communauté juive ouest-allemande, M. Nechmann. Il a indiqué qu'il avait voulu mettre en garde contre le risque d'une « mauvaise interprétation » de la demande de réparations effectuée par les organisations juives si tard après la guerre, et que toute idée antisémite lui était étrangère.

M. Fellner, qui est porte-parole du groupe parlementaire CSU pour les questions intérieures, avait estimé dans une interview que cette demande de réparation risquait d'éveiller l'impression que « les juifs sont toujours à tendre la main dès qu'on entend le son de l'argent dans les caisses allemandes ». — (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Adieu à l'inflation ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Adieu à l'inflation ? La hausse vertigineuse des prix, qui déstabilise l'économie israélienne depuis plusieurs années, ne sera peut-être bientôt qu'un mauvais souvenir. Les derniers chiffres publiés cette semaine sont impressionnants. En décembre, les prix ont augmenté seulement de 1,3 % (contre 27,5 % en juillet, par exemple). C'est le meilleur score depuis dix ans pour un mois de décembre. Bien plus : le taux cumulé de l'inflation a atteint 185 % en 1985 contre 445 % l'année précédente. Et il est déjà retombé aujourd'hui au rythme annuel de 30 %.

En agissant simultanément sur tous les facteurs d'inflation — prix, salaires, taux de change, — le plan d'austérité mis en œuvre il y a six mois a donc atteint son principal objectif : ramener à la raison une économie devenue folle. Lors d'une réunion purement technique liée à des mesures administratives, la désinflation résulte d'une réelle évolution économique due à un tassement de la demande. Austérité et récession vont de pair.

Pour prix de cet assainissement, le public a consenti de gros sacrifices. Les salaires du secteur privé sont revenus à leur niveau de 1977 et ceux des fonctionnaires à celui de 1967. Les Israéliens, traditionnellement gros épargnants, ont amorcé le choc en paissant dans leur besace de laine. Le ministre des finances, M. Yitzhak Mordechai, bat, quant à lui, des records de popularité, ce qui lui

dit long sur le degré de lassitude qui accablait le consommateur et sur son désir de stabilité. Deux Israéliens sur trois tiennent le plan gouvernemental pour un succès.

Le pouvoir a d'autres raisons de se réjouir. L'Etat s'est imposé une nouvelle réduction de ses dépenses (400 millions de dollars), qui correspond plus, il est vrai, à un allègement de la charge fiscale qu'à une diminution de l'activité gouvernementale. La productivité du travail israélien, médiocre de longue date, a légèrement progressé. Le commerce extérieur s'est redressé, la balance des paiements enregistrant même un excédent. La dette extérieure, qui grossissait chaque année de 3 milliards de dollars, s'est enfin stabilisée. Les réserves en devises sont de nouveau confortables.

La « normalisation » durera-t-elle au-delà de la période du gel des prix et des salaires maintenus jusqu'en avril ? Beaucoup dépendra de l'issue des négociations sur le renouvellement des conventions collectives. Le ministre des finances souhaite supprimer une fois pour toutes le système d'indexation automatique des revenus qui a tant nourri l'inflation. La centrale syndicale Histadrout s'oppose à ce projet. La baisse sensible des coûts de production (— 10 % en 1985) — due notamment à la chute des tarifs pétroliers — permettra de contenir les revendications patronales lors du prochain débloqué des prix. Chacun devra y mettre du sien pour transformer ces premiers succès en une victoire durable.

J.-P. LANGELLIER.

Liban

LE DÉPART EN EXIL DE M. HOBEIKA

Les dirigeants chrétiens tentent de définir une politique commune à l'égard de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — Sans la freiner, la Syrie maintient à un niveau limité la pression militaire de ses alliés sur les vainqueurs de la bataille entre chrétiens qui s'est vu la déroute de M. Hobeika. Les combats demeurent cantonnés à deux « fronts » éloignés de la capitale : le fief de M. Samir Geagea, à la limite nord du secteur chrétien et, à l'est, le village du président Gemayel, Bickfaya, ainsi que ses environs.

Les Forces libanaises, milice chrétienne renforcée entre les mains de M. Geagea, et la fraction chrétienne de l'Armée libanaise, ont déposé des renforts sur les points menacés, arrêtant la progression de leurs adversaires. A Douar, carrefour qui commande l'accès de Bickfaya, l'armée annonce avoir détruit trois véhicules tous terrains et une jeep porte-canon, faisant seize morts dans les rangs des assaillants. Dans les forêts (montagnes) de Batroun, les Forces libanaises affirment avoir reconquis un hameau sur « les miliciens de la gauche » accusés d'en avoir massacré les habitants et sacrifié l'église.

La population débousoyée

Damas n'a fait donner dans ces combats que des milices solidement sous son contrôle, chrétiennes Maronites de M. Soliman Frangieh, ou non confessionnelles (PS, PSNS, Baas). Sur les lignes de démarcation dites « traditionnelles » de Beyrouth et de Souk-el-Gharb, ont stationné des milices musulmanes, surtout druzes et chiites, la situation n'est plus aussi calme que pendant ces deux derniers mois.

Par ailleurs les médias du camp islamique haussent le ton et l'on évoque dans les milieux bien informés de Beyrouth-Ouest le recours à un boycottage total du président Gemayel, qui se traduirait par la rupture des derniers liens maintenus épisodiquement par le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, et plus régulièrement par le président de la Chambre, M. Hussein Husseini.

En attendant que le camp chrétien, en pleine confusion, définisse clairement sa position à l'égard de la « paix syrienne », codifiée dans l'accord inter-milices du 28 décembre, Damas dose une pression qui, trop brutale, ferait voler en éclats une politique patiemment élaborée et mise en œuvre.

La population chrétienne est en plein désarroi. Déjà débousoyée par un accord qui promettrait certes un apaisement dans l'immédiat mais réduisant à terme son rôle politique, elle voit grossir la menace d'une

« Un soldat israélien a été blessé jeudi 16 janvier dans le secteur de Bint-Jbeil, au Liban du Sud, par l'explosion d'un engin piégé lors du passage de son véhicule, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne. — (AFP.)

Yémen du Sud

APRÈS UNE BRÈVE ACCALMIE Les combats s'amplifient à Aden et s'étendent à tout le pays

« La situation empire » au Yémen du Sud où les combats ont repris avec intensité jeudi, assure ce vendredi matin 17 janvier le ministre djiboutien des affaires étrangères, M. Farah. Au cours d'une conférence de presse, le ministre, rapporte notre envoyé spécial à Djibouti, Jacques de Barrin, a expliqué que le conflit opposant depuis lundi dans la capitale rebelles et partisans du président Ali Nasser Mohamed « semble s'étendre à l'ensemble du pays ».

Après l'accalmie qui, mercredi, donnait l'impression d'un effacement de la rébellion, les combats se sont poursuivis jeudi, plus particulièrement en deux endroits de la capitale : autour de l'aéroport et dans le quartier du palais présidentiel qui serait la proie des flammes. Le principal dépôt de munitions de la capitale aurait sauté. Les bombardements ont fait de très nombreuses victimes civiles, selon le témoignage du commandant d'un cargo réplé sur Djibouti. Il a précisé que le ministère de la défense avait été incendié et que les ambulances se succédaient sans interruption dans la ville prise sous les tirs d'artillerie. Il semble que les trois armes — aviation, marine, infanterie — et les milices se soient partagées entre les deux camps.

Toujours selon des témoignages recueillis à Djibouti, les conditions de vie à Aden deviennent de plus en plus précaires : les habitations sont privées d'eau et d'électricité et l'approvisionnement du port a sauté, inondant de pétrole tout un quartier. Le ministre djiboutien des affaires étrangères a indiqué qu'il venait de recevoir des demandes de la Grande-Bretagne et de l'URSS, sollicitant l'appui des autorités du petit Etat pour faciliter le transit de leurs ressortissants, évacués d'Aden par voie maritime.

Pour la première fois, des informations font état d'une extension du conflit à d'autres régions que celle de la capitale. Selon le quotidien du Caire, *Al Khalef*, des tribus fidèles au colonel Ali Antar — qui aurait été l'un des auteurs de la tentative de coup d'Etat — se seraient soulevées et prépareraient une offensive dans la région d'El-Dalea, à quelque 200 kilomètres au nord-ouest d'Aden, près de la frontière avec le Yémen du Nord.

Toute la journée de jeudi, des informations confuses ont circulé sur des négociations qui seraient en cours. Une commission de personnalités du Parti socialiste yéménite (le parti unique) aurait été constituée pour amorcer une médiation entre rebelles et partisans du président Ali Nasser Mohamed. Cette commission, selon différentes sources, a été nommée par le bureau politique du parti réuni sous la présidence du chef de l'Etat. Elle serait composée de responsables représentant les diverses tendances qui s'affrontent sans merci depuis la tentative de coup d'Etat de lundi dernier.

En revanche, les dernières informations connues ne font plus état des « négociations » qui se seraient

ouvertes jeudi à l'ambassade d'Union soviétique à Aden entre le président Ali Nasser Mohamed et les quatre chefs de la rébellion — l'ancien chef de l'Etat Abdel Fatah Ismail, le colonel Ali Mohamed Antar, le ministre des collectivités locales Ali Salem Al Bechd et un dirigeant du parti, Ali Shai. Radio-Aden avait annoncé, dès lundi, que ces quatre hommes avaient été capturés et elle avait répété cette information mercredi. Mais depuis le début de la crise, une radio-pirate, apparemment installée au nord de la capitale, et contrôlée par les rebelles, assurait que les quatre chefs de la rébellion étaient en vie.

Le rôle de l'Union soviétique — très présente dans l'appareil d'Etat comme dans l'armée sud-yéménite — reste des plus mystérieux. Les Soviétiques appuient-ils un des deux

PARIS DÉCIDE L'ÉVACUATION DES RESSORTISSANTS FRANÇAIS

La France a décidé d'évacuer ses ressortissants et essaiers de mener les préparatifs de cette opération en concertation avec les autres ambassades à annoncer, vendredi, à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Aucun des cent trente Français résidant au Yémen n'a été blessé au cours des affrontements de ces derniers jours. La plupart d'entre eux sont regroupés à Aden, dans les locaux de l'ambassade (qui ont été atteints par des obus) et dans un hôtel, une quinzième seulement travaillent à environ 200 kilomètres au nord de la capitale. Ces opérations d'évacuation, qui seront difficiles à organiser, pourraient être effectuées par des bâtiments de la marine française qui se trouvent dans la région.

camp ou tentent-ils de favoriser une négociation ? L'agence Tass se bornait jeudi à indiquer qu'il y avait eu un accord de cessez-le-feu : « Les parties en conflit, écrit Tass, n'ont pas réussi à respecter l'accord de cessez-le-feu (...) des mesures ont été prises pour faire cesser les affrontements et normaliser la situation ».

Le premier ministre sud-yéménite, M. Haider Aboubakar Al Attas, est arrivé jeudi à Moscou, en compagnie de son ministre des affaires étrangères, M. Abdoul Aziz Abdo Al Dali, et du ministre du commerce, M. Ahmed Ubayd Al Fadli. Tous trois ont été surpris par la tentative de coup d'Etat alors qu'ils se trouvaient en visite officielle en Inde.

Enfin, il semble que M. Gorbatchev ait adressé un message aux autorités du Yémen du Nord pour les mettre en garde contre toute tentative d'intervention militaire dans les affaires de leur voisin du sud. — (AFP, AP, Reuters.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
Télécopieur : (1) 45-23-46-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Lemaire (1982-1983)

Durée de la société :

cinq ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Wauters

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 et 45-55-91-71

Tél. MONDEUS 266 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,10 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,80 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Islande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 330 F CFA ; Liban, 300 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 210 esc. ; Roumanie, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 mt.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F. 672 F. 994 F. 1 280 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 536 F.

ÉTRANGER (par voie aéroportée)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F. 762 F. 1 089 F. 1 380 F.

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F. 972 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande au moins un mois avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir poliment l'excuse

tous les jours propres en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0249-2037

M.A., G.B., I.B., J.D., J.F., L.G., B.G., E.C., H.C.,
A.H., B.J., J.K.K., D.L., Y.O., J.P., P.P., M.P., A.P.,
M.P., M.R., J.R., J.S., M.S., D.S., K., D.T., G.V.,
M.A., B.A., G.B., J.B., M.C., Y.C., J.D., C.D., C.D.,
A.G., J.-Y.H., J.-P.H., L.F.-P., R.L., B.P., G.P.,
G.P., J.P., C.Q., J.S.-G.,
P.B., H.B., M.C., A.D., J.P.-H., M.H., P.J., J.-N.J.,
M.P., A.R., F.S., M.T., G.U.

Les 100 têtes que la droite veut faire tomber (1)

Grands commis, superpatrons, ténors de l'audiovisuel, découvrez leurs noms et les raisons de leur condamnation, cette semaine, dans *Le Nouvel Observateur*. La semaine prochaine : les étoiles de l'armée, les grands flics, les hauts magistrats et les diplomates qui ne sont pas indéboullonnables.

le nouvel
Observateur
CETTE SEMAINE

ASIE

Philippines

LE FILLEUL DE M^{re} AQUINO TUÉ ET MUTILÉ

Manille (AFP, Reuters, UPI). — Le fils de M^{re} Corason Aquino, principal rival du président Marcos à l'élection présidentielle du 7 février, a été tué avec son chauffeur dans une embuscade, mercredi 15 janvier. Ce double meurtre a eu lieu dans la province natale de la candidate, à Tarlac. Il est parvenu par ses partisans comme une tentative d'intimidation. D'une part, la victime, Jeremiah De Jesus, âgé de quarante-neuf ans, faisait activement campagne pour M^{re} Aquino dans la province. D'autre part, selon un ancien parlementaire de Tarlac, M. Jose Yap De Jesus s'était rendu la veille à l'ambassade des Etats-Unis, à Manille, pour dénoncer la « campagne de terreur » dirigée contre les partisans de l'opposition et qui seraient régies, selon lui, des éléments armés dans la province.

« Je ne dis pas qu'il a été tué par des éléments armés du KBL (parti de la nouvelle société de M. Marcos), mais je ne serais pas surpris que, demain, l'armée accuse les communistes de ces assassinats », a-t-il déclaré à la version officielle du meurtre de Benigno Aquino (époux de la candidate).

On fait remarquer, enfin, que le crime est quasiment signé. En effet, le pouce et l'index de la main gauche de la victime — qui servent notamment aux partisans de M^{re} Aquino à former la lettre « L », initiale du parti Laban (combattre), fondé par son mari — ont été sectionnés. Jeudi, le département d'Etat américain a officiellement « déclaré » ce meurtre ainsi que la violence politique.

M. Marcos épuisé

D'autre part, le président Marcos, visiblement épuisé par l'effort que lui impose la campagne, a été l'objet de soins médicaux, jeudi, au cours d'une réunion électrocardiographique. Le président, qui paraît souffrir depuis plusieurs années d'une grave affection rénale, a dû être porté sur l'estrade par ses gardes du corps, ses jambes paraissant trop faibles pour le soutenir.

Enfin, selon le premier rapport d'enquête d'une commission du Sénat américain, le président philippin et son épouse auraient vraisemblablement accumulé aux Etats-Unis une fortune immobilière d'au moins 250 millions de dollars. Un banquier philippin, qui gère les affaires du président, a été appelé à comparaître.

Chine

Les partisans de M. Deng amplifient la lutte contre la corruption

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants chinois ont sorti la grosse artillerie pour tenter d'endiguer la vague de corruption qui submerge de plus en plus le pays, minant leur autorité et leur image de marque, alors que l'année 1986 s'annonce difficile (le Monde du 27 décembre 1985 et du 4 janvier 1986). Les tics de barrage de la presse contre les « crimes économiques » et les « tendances malsaines » sont devenus quotidiens. Une conférence sur ce thème regroupant huit mille cadres s'est tenue à Pékin du 6 au 9 janvier.

Convoquée sous l'égide des partisans de M. Deng, elle a été la fois très ferme dans sa condamnation de la corruption et très prudente dans son évaluation du phénomène, affirmant qu'il n'affecte qu'une « poignée de cadres hors la loi et dégénérés ». Il n'en demeure pas moins que cela « met sérieusement en danger les intérêts de l'Etat et du peuple », selon le Quotidien du peuple.

Un « groupe dirigeant » a été mis en place pour mener le combat jusqu'au bout de la hiérarchie. Il est présidé par M. Qiao Shi, membre du Politburo et secrétaire de la commission de sciences politiques et juridiques du comité central ; il a pour adjoint MM. Wang Zhaoguo, membre du secrétariat et directeur du bureau général du comité central, et Qiang Xiaochu, secrétaire de la commission de discipline.

Les partisans de M. Deng ont donc pris l'initiative et le contrôle du mouvement anticorruption. La commission de discipline, présidée par M. Chen Yun, que l'on sait réticent devant les réformes économiques, est désormais chapeautée par

M. Qiao Shi. L'équipe responsable des réformes, après avoir subi les foudres des conservateurs, qui l'accusaient d'être à l'origine des déviations actuelles et qui avaient, par exemple, révélé plusieurs scandales à Haïnan et Shenzhen, a voulu ainsi se donner les moyens de renvoyer la balle dans le camp adverse.

Car chaque bord à ses brebis galeuses. Le Quotidien du peuple avait la semaine dernière dénoncé ceux qui répandaient des rumeurs de malversations contre les artisans de la réforme économique. Les conservateurs avaient réussi à stopper le train des réformes au cours des derniers mois de 1985 par leurs critiques et leurs blocages, mais aussi en raison d'un emballement inquiétant de l'économie.

Faisant d'une pierre deux coups, les « déviateurs » ont profité pour mettre sous le feu des projecteurs la nouvelle vague de dirigeants qui devaient graduellement, à compter du XIII^e congrès du PCC prévu pour 1987, assurer la relève du tandem Hu Yaobang-Zhao Ziyang : la conférence était présidée par M. Hu Qili, qui fait figure de dauphin de M. Hu Yaobang. MM. Wang Zhaoguo, Qiao Shi et Tian Jiyun y ont joué un rôle déterminant ; seul manquait à la tribune M. Li Peng, en visite à Shanghai.

Quelle sanction ?

Pour donner l'exemple, on peut penser que le coupé et tombé bientôt sur un « gros bonnet » du gouvernement ou du parti et il sera intéressant de voir jusqu'où l'on osera frapper. Mais une sanction spectaculaire est désormais indispensable à la fois pour rassurer la

population et pour faire, si c'est possible, assez peur aux bureaucrates véreux, sans avoir à recourir aux méthodes expéditives et massives des années 50. « Nous cherchons », nous a dit un officiel. La campagne contre la criminalité de ces dernières années pourrait donc être remplacée par une campagne contre la corruption.

Il fallait, en même temps, rassurer la population sur les réformes, à un moment où on en voit souvent plus les défauts (corruption, inflation) que les avantages. M. Tian, un économiste, a assuré que la réforme des prix allait continuer, que en dépit de la flambée de 1985, elle avait été bénéfique et que le niveau de vie avait augmenté. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : si la réforme des prix se poursuit, la réforme avec un grand « R », est, elle, toujours en panne.

Le thème de la réforme jusqu'au prochain plénum du comité central prévu à l'automne pour évaluer les résultats de la campagne anticorruption, de la situation économique et de l'édification idéologique et spirituelle.

S'adressant aux huit mille cadres, M. Hu Yaobang a donné comme mot d'ordre pour 1986 : « Consolider, assouplir, compléter et perfectionner » la réforme. En clair, après l'emballement de 1985, il faut resserrer les boulons, tout revoir pour éviter de nouveaux dérapages, afin de permettre de repartir d'un bon pied avec le vingt-troisième congrès. En attendant, contrairement à ce que l'on avait pu penser après la mise à la retraite massive des « vétérans » lors de la conférence nationale du PCC de septembre dernier, le poids des opposants aux réformes demeure non négligeable.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une commission d'enquête dénonce les « contacts » entre le pouvoir politique et la Mafia

Qui faut-il croire ? M. Reagan, qui affirmait, dans un récent article publié dans le New York Times, avoir réussi, pour la première fois aux Etats-Unis, à « mettre en déroute » la Mafia, ou les membres d'une commission présidentielle sur le crime organisé qui viennent, dans un rapport, de mettre en cause les « contacts » existant, affirmant-ils, entre le gouvernement de M. Reagan et le syndicat des transporteurs routiers (les « teamsters »), lui-même accusé de liens avec la Mafia ?

Créée en 1983, à l'initiative de la Maison-Blanche, et présidée par le

juge Irving Kaufman, la commission est plutôt sévère pour l'actuelle équipe dirigeante américaine. Le cas de Jackie Presser, le président du syndicat des « teamsters », lui fournissait, à vrai dire, une piste particulièrement intéressante pour tenter de mettre au jour les tendances de la Mafia à rechercher des protections politiques. Accusé de détournement des fonds du syndicat, J. Presser a fait l'objet, l'an dernier, d'une enquête à l'issue de laquelle, étrangement, aucune poursuite n'a été engagée.

Soucieuse de trouver les raisons de cet arrêt des poursuites, la commission a été amenée à se demander si le soutien apporté par le « boss » syndicaliste aux républicains pendant les campagnes électorales de 1980 et 1984 n'avait pas pu influencer le déroulement de l'enquête. Un grand jury fédéral est, du reste, en train d'examiner les circonstances dans lesquelles le département de la justice, après de longs atermoiements, n'avait finalement pas donné suite aux accusations contre Presser.

Selon le rapport de la commission présidentielle, outre les « teamsters », trois autres grands syndicats sont « influencés ou contrôlés par le crime organisé ». Il s'agit du syndicat des dockers, de celui des employés d'hôtel et de restaurant, enfin

de l'Union internationale des travailleurs d'Amérique du Nord. Déplorant l'absence d'une stratégie fidèle à la « stratégie de la commission », la commission constate l'inefficacité des efforts des départements de la justice et du travail pour combattre la Mafia, et elle affirme sa « conviction » que le gouvernement ne pourra « jamais » éliminer le crime organisé du marché du travail, « s'il ne met pas au point un plan national d'ensemble ».

Notant que M. Reagan et son vice-président, M. Bush, ont rencontré, à plusieurs reprises dans le passé, Jackie Presser, la commission lance une mise en garde au pouvoir politique, en estimant que de tels contacts peuvent « conduire à affaiblir la confiance de l'opinion et à dégrader le désir que soit mis fin au racket ».

Si, sur le fond, les conclusions de la commission n'apportent pas au dossier d'éléments entièrement inédits, elles ont au moins le mérite de la condamner. Elles confirment en tout cas l'impression que conserve le crime organisé aux Etats-Unis, dans les secteurs-clés de l'activité économique. Une réalité qui n'est en rien modifiée par l'augmentation spectaculaire — un quadruplement — des inculpations contre des chefs « mafiosi » depuis 1981.

M. L.

LES MANIFESTATIONS CONTRE LE SÉNATEUR KENNEDY A SANTIAGO

Washington critique les autorités chiliennes

Le gouvernement américain a critiqué, jeudi 16 janvier, les autorités chiliennes pour avoir pris des mesures de sécurité « inadéquates » lors des manifestations qui ont entouré la visite à Santiago du sénateur Edward Kennedy. Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a indiqué que, à la connaissance des autorités américaines, les manifestations « représentaient une organisation proche du gouvernement chilien » et que Washington avait fait part de sa « préoccupation » aux autorités de Santiago.

Le sénateur Kennedy a été bloqué mercredi à l'aéroport de Santiago par un groupe de manifestants, et son cortège a été la cible de divers projectiles. Il a dû être évacué de l'aéroport par hélicoptère (le Monde du 17 janvier).

Avant de quitter Santiago pour Lima, le sénateur Kennedy s'est déclaré choqué et effrayé par les violations des droits de l'homme au Chili par le régime du général Pinochet.

Il a ajouté qu'il avait rencontré des gens « de grande valeur » engagés dans la lutte pour le changement pacifique au Chili et a une nouvelle fois fait l'éloge de l'accord national pour la transition vers la

démocratie, signé le 26 août dernier par onze partis ou mouvements d'opposition, soutenus par l'Eglise catholique. Ceux qui avaient dans le cadre de cet accord national dûment savoir que « des millions de gens à travers le monde partagent leurs préoccupations et appuient leur cause », a-t-il ajouté.

A Lima, jeudi soir, le problème de la dette extérieure et la limitation par le Pérou de son remboursement à 10 % de la valeur de ses exportations ont été au centre des deux heures d'entretien entre M. Kennedy et le président péruvien Alan García. Ils ont également évoqué la course aux armements et les conséquences des rivalités des superpuissances en Amérique du Sud. Lors d'une conférence de presse, M. Kennedy s'est déclaré convaincu que la question de la dette requerrait la collaboration de tout l'hémisphère.

« Aucun pays ne peut résoudre seul ce problème », a-t-il dit.

Il a ajouté que le problème est politique et demande une solution politique. « Nous ne pouvons pas le laisser aux banquiers », a-t-il affirmé. La solution passe par une croissance économique stable et soutenue, et les mesures pour affronter le problème ne peuvent être rigides ni automatiques. — (AFP).

AFRIQUE

Lesotho

Incertitude sur le sort du premier ministre

La situation semblait s'être normalisée, jeudi 16 janvier, à Maseru, au lendemain de ce qui est apparu comme une tentative de coup d'Etat. Les ruses de la capitale du Lesotho ne sont plus sillonnées par des véhicules militaires, mais on ignore toujours où se trouve le premier ministre, le chef Mosotho.

Le gouvernement a de nouveau démenti une quelconque tentative de putsch, et le ministre de l'Information, M. Desmond Sisishe, qui, la veille, avait parlé, à propos des mouvements de troupes observés autour des bureaux du premier ministre de « manœuvres » et d'« exercices » militaires, a affirmé jeudi que ces mouvements étaient dus à une « alerte à la bombe », précisant toutefois qu'aucun engin explosif n'avait été découvert et démentant, d'autre part, que des membres de la ligue de la jeunesse du Parti national basotho (au pouvoir) aient été arrêtés.

Pour M. Sisishe, les informations relatives à un coup d'Etat sont « le produit de l'imagination des journalistes étrangers ». Le gouvernement a également accusé la radio sud-africaine d'avoir alimenté les rumeurs à ce sujet. Le général Lek-

anya, commandant des forces paramilitaires (qui, avec environ mille cinq cents hommes, constituent l'armée nationale), a invité la population à conserver son calme et à rester loyal en s'abstenant de prêter l'oreille aux médias étrangers.

De son côté, M. Sisishe a déclaré ignorer où se trouvait le premier ministre.

En Afrique du Sud, les journaux font largement état de la « disparition » du premier ministre, qui, selon le Star, aurait été écarté du pouvoir à la faveur des événements de mercredi.

S'agissant, d'autre part, du blocus économique imposé par l'Afrique du Sud, le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. « P. W. » Botha, a déclaré que les mesures de « stricte surveillance » de la frontière entre les deux pays seraient maintenues jusqu'à nouvel ordre. Pretoria, estime-t-on dans les milieux diplomatiques, pourrait lever ce blocus si les autorités du Lesotho acceptaient la mise en place d'un dispositif de surveillance de la frontière, visant à interdire les infiltrations des membres du FANC (Congrès national africain). — (AFP, Reuters, AP, UPI).

Algérie

Le référendum sur la Charte nationale : 98,37 % de « oui »...

De notre correspondant

Alger. — Le texte de la nouvelle Charte nationale algérienne a été approuvé, jeudi 16 janvier, par référendum, par 98,37 % des suffrages exprimés. La participation électorale a atteint le niveau record de 95,92 %. La Charte de 1976 avait recueilli 98,51 % de suffrages favorables, pour une participation de 91,26 %. Le ministre de l'Intérieur, M. Hadj Mohamed Yala, a annoncé officiellement les résultats à la télévision dans la nuit de jeudi à vendredi. L'agence algérienne de presse service (APS), citant les chiffres du ministère, précise qu'il y avait 11 218 395 inscrits et 10 761 402 votants. Le nombre de « oui » atteignait 10 504 809, celui de « non » 180 790, soit 1,63 %, et il y a eu 75 803 bulletins nuls. Certaines villes (départements) ont particulièrement manifesté leur enthousiasme : El Tars a enregistré 100 % de « oui », devantant à peine Bordj, Arreridj et Annaba (99,99 %). En revanche, dans la capitale, les « oui » n'ont obtenu, si l'on peut dire, que 91,83 %. La communauté algérienne implantée à l'étranger se distingue aussi par un score nettement au-dessous de la moyenne nationale, de 95,57 %.

FREDERIC FRITSCHER.

CRÉE A DJIBOUTI PAR SIX ETATS

L'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse favorise des contacts entre les présidents éthiopien et somalien

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Une nouvelle organisation africaine est née le jeudi 16 janvier à Djibouti : l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et pour le développement en Afrique de l'Est (IGADE), une région dont « 80 % des terres sont arides ou semi-arides » et qui, selon les calculs des experts, a besoin d'une aide d'urgence de 800 millions de dollars. Une conférence des bailleurs de fonds devrait se réunir en septembre prochain. M. François Mitterrand a fait savoir, dans un message adressé aux six chefs d'Etat de l'IGADE, que la France était prête à apporter un « soutien matériel » à leur entreprise.

Certes, l'union fait la force et les Nations unies ont encouragé les pays du tiers-monde à se grouper pour combattre les fléaux qui les assaillent. Ainsi l'IGADD a-t-elle été créée sur le modèle du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), qui a vu le jour en 1973 à Ouagadougou. Il n'empêche que, faute de moyens, beaucoup d'organisations interafricaines végètent. L'IGADE vient ajouter ses besoins — largement calculés — à ceux d'autres demandeurs d'aides. Il est à craindre que les donateurs ne se lassent d'être aussi souvent sollicités.

Quoi qu'il en soit, le premier sommet de l'IGADE a eu, comme M. Mitterrand s'est plu à le souligner dans son message, « une portée politique que nul ne sous-estime ». Tous les observateurs présents à Djibouti n'avaient d'yeux que pour le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat éthiopien, et le général Siyad Barre, son homologue somalien. Le tête-à-tête tant

attendu pour tenter de régler le conflit territorial qui oppose ces deux pays depuis la guerre de l'Ogaden, en 1978-1979, a finalement eu lieu, le vendredi matin 17 janvier, à trois heures de conversation, la plupart du temps seuls l'un en face de l'autre. Les deux hommes ont posé pour la photo de famille et ont même fait ensemble un brin de jardinage en plantant à tour de rôle sur la pelouse du palais un jobabo, un arbre suffisamment robuste pour résister à l'avance du désert.

Heureux présage ? Un Ethiopien, M. Mekonen Kabret, chef de département au ministère de l'Agriculture, a été choisi, à l'unanimité, comme secrétaire exécutif de l'IGADE, sans que la Somalie fasse opposition à cette nomination.

A vrai dire, les contacts avaient déjà repris lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en juillet dernier, à Addis-Abeba. Trois fois depuis lors, M. Egal, vice-ministre somalien des finances, s'est rendu dans la capitale éthiopienne pour y discuter avec M. Yilma, directeur du département Afrique-Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères. On confirme, de source djiboutienne, que l'Egypte et l'Italie ont facilité ce dialogue, qui devrait se poursuivre.

D'aucuns ont voulu voir dans l'entente à l'explosion, qui a eu lieu mardi soir, la main d'opposants somaliens. Cette petite république qui héberge de nombreux exilés politiques, veille à ne pas servir de base arrière contre ses deux voisins et ne pas être prise dans le champ de leurs rivalités. Aussi souhaite-t-elle plus qu'une autre que le lieutenant-colonel Mengistu et le général Barre aient repris goût au dialogue.

JACQUES DE BARRIN.

Le gouvernement de la Charte sur l'enseignement

Le gouvernement de la Charte sur l'enseignement a été adopté par le Parlement algérien, jeudi 16 janvier. Le texte, qui vise à améliorer la qualité de l'enseignement, a été voté à l'unanimité. Il prévoit notamment la mise en place d'un système d'évaluation des enseignants et la création de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette loi vise à moderniser les programmes et à améliorer la qualité de l'enseignement.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement technique. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement artistique. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement sportif. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement scientifique. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement médical. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

Le Parlement algérien a également adopté, jeudi 16 janvier, une loi relative à la réforme de l'enseignement juridique. Cette loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à créer de nouvelles écoles.

EUROPE

Italie

Le gouvernement obtient la confiance de la Chambre dans le débat sur l'enseignement religieux

De notre correspondant

Rome. — Une bourrasque inattendue vient de soulever la coalition gouvernementale. L'affaire avait pris corps lorsque, le 14 décembre dernier, le ministre de l'Éducation nationale, M. Francesco Falcucci (démocrate-chrétien) avait signé avec le cardinal Poletti, président de la Conférence épiscopale italienne, un accord visant à mettre en œuvre l'un des points prévus au nouveau Concordat du 18 février 1984 entre l'État italien et le Vatican : l'enseignement de la religion catholique dans les écoles.

Très rapidement, le camp laïque a réagi. Une centaine de députés appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition ont, dans une motion de défiance, reproché à M. Falcucci d'avoir en cette affaire « pris le parti de Dieu au moins avant que celui de César », selon l'expression de l'un des principaux organisateurs de la contre-attaque.

Aux termes des accords de Latran (1929), « l'heure de religion » (1) est « obligatoire » dans les établissements primaires et secondaires. Cette formulation implique que les familles qui voudraient en dispenser leurs enfants doivent faire une démarche explicite en ce sens.

Concession

Il avait été admis que, en application du nouveau Concordat, l'heure de religion continuerait de figurer au nombre des « disciplines » régulièrement enseignées dans le cadre scolaire, mais serait désormais facultative. Dès lors, seuls les élèves expressément inscrits devraient en suivre les cours.

Un consensus national s'était dégagé sur ce principe, mais c'est à l'heure d'en mettre en œuvre les « détails » que la fracture s'est produite entre laques intransigeants et démocrates-chrétiens. L'une des dispositions nouvelles les plus mal reçues par les laques a certainement été l'extension à la maternelle, jusque-là tenue à l'écart de l'ensei-

gnement « facultatif » de la religion.

Les adversaires de M. Falcucci ont, dès lors, imposé la tenue au Parlement d'un débat de fond qui s'est achevé le jeudi 16 janvier par l'approbation d'une motion de confiance au gouvernement (346 votes pour, 231 contre). Mais le côté apparemment aisé de cette victoire ne doit pas faire illusion : il n'a pas fallu moins que la menace de quitter le gouvernement, agitée par la puissante démocratie-chrétienne, en la personne de son secrétaire, M. De Mita, pour rassembler toutes les forces de la majorité — y compris donc des laques — derrière le ministre de l'Éducation nationale. Encore, des concessions ont-elles dû être faites aux adversaires du projet gouvernemental.

Les motions de censure, qui avaient été déposées, visaient pour l'essentiel à assurer que l'inscription à l'enseignement religieux procède bien d'un libre choix, que la marque inévitablement imprimée à de jeunes esprits n'en préserve pas moins pour l'avenir la possibilité d'autres options, et enfin que les élèves ne suivent pas l'heure de religion ne soient pas pénalisés.

Parmi les concessions consenties par le gouvernement, on note que dès l'âge de quatorze ans, ce sont les élèves eux-mêmes et non plus leurs parents qui procéderont à leur inscription en « religion ». Les pouvoirs publics devront organiser soigneusement des activités de substitution pour les adolescents qui ne suivront pas cet enseignement.

La hiérarchie catholique a vivement réagi à cette offensive, estimant que, selon toute apparence, le camp laïque s'efforçait de remettre en cause, dans leur application, les dispositions adoptées lors du vote du nouveau concordat.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) En réalité les programmes comprennent aujourd'hui, chaque semaine, une heure d'enseignement de la religion dans les deux premières années du primaire, deux heures dans les trois suivantes et une heure dans le secondaire.

LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE DE LA CEE

Le Parlement européen se rallie aux positions du Conseil, mais s'inquiète de l'opposition danoise

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le Parlement européen a, jeudi 16 janvier, semblé infléchir sa position sur la réforme de la CEE envisagée par les États membres. Le changement de cap de l'Assemblée de Strasbourg devrait permettre au gouvernement italien de lever la réserve émise à l'issue des travaux du conseil européen de décembre dernier à Luxembourg.

La résolution, adoptée par 208 voix contre 63 (plus italiens de toutes tendances, quelques sociaux-démocrates allemands, les représentants danois et deux RPR), avec 40 abstentions (conservateurs britanniques), rappelle le texte voté le 11 décembre, qui déplorait la modestie des résultats obtenus par les chefs d'État et de gouvernement, mais elle est d'une tonalité plus positive. Ainsi, le Parlement s'engage, dans le texte de jeudi, « à exploiter toutes les possibilités offertes » par les modifications du traité de Rome prévues par le conseil européen. Strasbourg rapporte surtout aux élections européennes de 1989 une réforme plus poussée du fonctionnement de la CEE.

Avant le scrutin, M. Van den Broek, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas (qui assure depuis le 1^{er} janvier la présidence des travaux communautaires), s'est montré confiant en déclarant que son gouvernement avait décidé de « conclure à bref délai la conférence intergouvernementale... qui a un succès limité mais significatif ». Il n'y a actuellement aucune chance, a-t-il ajouté, d'atteindre un autre résultat en jouant les prolongations. La Haye estime, encore possible que l'« acte unique », élaboré à Luxembourg, soit signé le 27 janvier, à l'occasion de la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères des Douze.

Les autorités ouest-allemandes estiment cependant le délai un peu court. Mais, jeudi, à Strasbourg, c'était surtout le débat politique au

URSS

« Discours de Valerian Zorine. — Valerian Zorine, l'un des vétérans de la diplomatie soviétique, est décédé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, a annoncé jeudi 16 janvier l'agence Tass.

FOURRURES GEORGE V

Samedi 18, DIMANCHE 19, Lundi 20 Janvier
et jours suivants

PAR AUTORISATION PREFERECTORALE (loi du 30.12.1906)

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION totale

MANTEAUX

Vison pastel	38750 ^F	14500 ^F	Vison pastel	41750 ^F	22800 ^F	Vison dark	26750 ^F	19500 ^F
Vison dark	32750 ^F	23800 ^F	Vison dark	28750 ^F	21500 ^F	Ragondin allongé	9250 ^F	5600 ^F
Ragondin	8450 ^F	4800 ^F	Marmotte	30850 ^F	14750 ^F	Zorinos	6850 ^F	4750 ^F
			Mouton	7250 ^F	3850 ^F			

VESTES

Castor longs poils	10350 ^F	6450 ^F	Opossum	6750 ^F	4850 ^F	Renard d'Asie	8450 ^F	5250 ^F
Loup et Renard	12850 ^F	6350 ^F	Marmotte	14750 ^F	9600 ^F	Renard roux	10250 ^F	6500 ^F
Vison (petites tailles)	9750 ^F	4650 ^F	Vison dark	22750 ^F	16500 ^F	Vison milleraies	12750 ^F	7850 ^F
Mouton	6450 ^F	3700 ^F	Mouton	3450 ^F	2250 ^F	col Renard	1950 ^F	840 ^F
						Cherrette		

HAUTE FOURRURE

Vison Blackglama	85000 ^F	55000 ^F	Vison blanc	75000 ^F	48000 ^F	Pékan	72350 ^F	35000 ^F
Chat Lynx	145000 ^F	75000 ^F	Lynx canadien	110000 ^F	65000 ^F	Zibeline	120000 ^F	55000 ^F
Vison tourmaline et Renard	65000 ^F	36000 ^F	Castor Oyster et Renard	51050 ^F	27000 ^F	BOLEROS Vison blanc	18750 ^F	13000 ^F
Vison dark Saga	36750 ^F	24500 ^F	Vison luninaire	28750 ^F	19500 ^F	Renard bleu	17850 ^F	12500 ^F
Pelisses			Manteaux longs du Soir			Vison luninaire	75000 ^F	30000 ^F
Col Opossum	2850 ^F	1450 ^F	Vison pastel blanc	85000 ^F	35000 ^F	Lynx	85000 ^F	35000 ^F
Int. Castor	8750 ^F	4200 ^F	Renard roux, noir	75000 ^F	30000 ^F	Vison dark	42000 ^F	20000 ^F
Int. Ragondin	14350 ^F	6500 ^F						

Magasin ouvert sans interruption de 10h à 19h.

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. Paris 8^e



badges et insignes
Bernard B. Miller, 585 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

MARCEL SCOTTO.

Médecin ou Pharmacien avec un Bac A

La classe prépa du CEPES a permis depuis 15 ans à de nombreux bacheliers littéraires d'aborder les études de médecine ou de pharmacie avec un maximum de chances. D'octobre à juin, à temps complet. CEPES, 57, rue Ch.-Laffitte, 92200 NEUILLY. 47-45-09-19 ou 47-22-84-84.

Centre culturel latino-américain
Pour travailler avec
l'AMÉRIQUE LATINE
Pour mieux connaître
ses langues, ses cultures
Pour réussir vos contacts
et défendre vos projets
Sujets d'espagnol,
de portugais-brésilien
et de quechua - Cours à la carte
CETECLAM
Organisme formateur n° 11750225575
6, rue des Fossés-Saint-Marcel
75005 PARIS - Tél. : 43-36-56-84

Les oasis Tunisiennes.

Votre nouveau décor en un temps record.



Décollez à 16 H. Dîner à Tozeur.

Le Grand Sud Tunisien, ce n'est plus le bout du monde. Avec les nouvelles lignes Tunis Air, vous changez de décor en un temps record.

Alliez le charme et la diversité. Les oasis vous invitent au voyage. Excursions en Land Rover ou à dos de chameau, char à voile sur le Chott El Jerid. Cet hiver, vous retrouvez l'été.

Joies du désert mais aussi de la mer, pourquoi pas une petite virée sur l'île de Jerba... Magnifique!

La Tunisie.
Le pays proche.

politique

La « plate-forme pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF

Prévue par l'accord conclu par le RPR et l'UDF le 10 avril dernier, la « plate-forme pour gouverner ensemble » a été solennellement signée le jeudi 16 janvier devant un parterre de photographes, par MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet, président respectifs de ces deux formations.

Dans son préambule, M. Chirac a affirmé : « Il est exclu que le Parti socialiste puisse demain constituer une majorité de gouvernement. L'objectif, le seul, de M. Mitterrand et du Parti socialiste est de nous empêcher de constituer cette majorité en recourant à tous les moyens de la propagande et en manipulant la vérité. » Il a ajouté que si les électeurs donnaient à l'opposition « une large et solide majorité », alors celle-ci ne se déroberait pas devant ses responsabilités.

Quant à M. Lecanuet, il a affirmé que la victoire du RPR et de l'UDF était un enjeu si important qu'il l'emportait sur les considérations relatives à la co-

habitation avec M. Mitterrand. Il a aussi dénoncé les listes marginales qui « font le jeu de M. Mitterrand qui place ses dernières illusions dans l'empêchement de toute majorité ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a applaudi les deux orateurs et cautionné par sa présence la « plate-forme » que les deux partis comptent mettre en œuvre dans l'hypothèse de la cohabitation.

Le dirigeant centriste, dont les sympathies « barristes » étaient jusqu'alors affichées, admet-il maintenant une éventuelle cohabitation que refuse avec obstination M. Barre ? Car le nouveau document postule cette solution pour l'après-16 mars. Sa tonalité marque une réelle évolution par rapport à certaines thèses ultralibérales, qualifiées tour à tour de réaganneennes ou de thatchériennes, défendues naguère par l'opposition, bien que M. Chirac assure que ce projet n'a pas changé et qu'il est toujours

dans ses lignes essentielles celui que l'opposition défend depuis plusieurs années.

Le préambule proclame que « le socialisme a été un échec » et qu'il faut « rompre avec le dirigisme », mais le reste du document est dénué de toute agression. Mieux même, RPR et UDF admettent le caractère irréversible de certaines réformes menées à bien par la gauche comme la décentralisation et l'abolition de la peine de mort. Ils n'évoquent pas la dénationalisation de la sidérurgie ou de Renault, mais précisent quelles entreprises feront retour au secteur privé pendant la législature. Enfin, les acquis sociaux réalisés depuis 1981 ne sont pas remis en cause ainsi d'ailleurs que l'avait déjà précisé M. Chirac à plusieurs reprises.

En resserrant leurs rangs autour d'un programme, les deux partis de l'opposition veulent atténuer l'impression de rivalité interne qu'a pu donner leur négociation sur les investitures. Le bloc exclusif

ainsi constitué ne tente-t-il pas de cette façon d'isoler M. Barre, en soulignant qu'il est bien le seul dirigeant partisan de l'anticohabitationnisme ? En adoptant un ton relativement serein, les responsables du RPR et de l'UDF ont sans doute jugé inutile de faire preuve de trop d'arrogance et d'une agressivité prématurée envers un président de la République avec lequel ils seront peut-être contraints de cohabiter dans deux mois.

En ne condamnant pas en bloc toutes les réalisations faites depuis 1981, ils n'ont pas voulu rebouter les électeurs déçus par le socialisme en leur proposant un retour pur et simple à un passé rejeté par le pays il y a cinq ans. Ils veulent les convaincre qu'ils n'auront rien à perdre à changer de majorité dans deux mois.

ANDRÉ PASSERON.

Économie « libérée » et « progrès social »

• PRIX

« L'ensemble des prix sera immédiatement libéré. Les ordonnances du 30 juin 1945 relatives au contrôle économique seront abrogées. Cette abrogation sera complétée par une réforme et une modernisation de notre législation sur la concurrence et la consommation. »

• CONCURRENCE

« Le droit nouveau de la concurrence, applicable également aux interventions et activités publiques, sanctionnera les pratiques discriminatoires intentionnelles tendant à entraver la concurrence. Il reformera l'actuelle commission de la concurrence au bénéfice d'une nouvelle juridiction relevant des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Une action de déréglément s'impose simultanément dans les grands secteurs : l'énergie, où la loi de 1928 sur les produits pétroliers sera abrogée ; les transports, où une concurrence loyale entre la SNCF et les autres moyens de transport, sera rétablie ; les télécommunications, où jouera la concurrence sur les liaisons interentreprises et internationales et sur les services nouveaux. La déréglément du secteur des banques et des assurances bénéficiera à l'ensemble de l'économie, en particulier aux petites et moyennes entreprises. »

• FISCALITÉ

« La fiscalité doit évoluer vers une moindre taxation des revenus des particuliers, des bénéfices et de la rémunération des risques, vers un allègement des charges assises sur les salaires, vers une fiscalité locale moderne. »

I. — **Priorités immédiates :** — Au prix d'économies représentant en 1987 environ 1 % du PIB, il est possible de procéder, dans la première partie de la législature, à un premier allègement de la taxe professionnelle et à des cotisations d'allocation familiales sur les salaires ; à une première diminution de l'impôt sur le revenu garantissant qu'en aucun cas l'impôt n'excèdera la moitié du revenu imposable, ramenant la tranche maximale à 60 % puis à 50 % et mettant fin aux autres pénalisations abusives ; à une remise en ordre de la fiscalité de l'épargne assurant sa neutralité ; à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et au traitement des problèmes posés par la transmission d'entreprises.

Parallèlement seront revues les procédures de contrôle et d'inquisition fiscale et douanière pour les faire revenir dans le droit commun.

II. — **Au cours de la législature :** — pour les entreprises, « le relai progressif des cotisations d'allocation familiales par d'autres ressources publiques affectées est une action essentielle. La taxe professionnelle sera profondément réformée. Enfin, le capital-risque et le développement des fonds propres par la suppression de la double taxation des dividendes seront encouragés. »

Pour les particuliers, il s'agit de « revenir à un taux marginal de l'impôt sur le revenu n'excédant pas 50 % et de réduire en conséquence les autres tranches du barème. Les conditions actuelles d'imposition des patrimoines, qui découragent l'investissement, seront remises en cause. La constitution d'une épargne-retraite sera fiscalement encouragée. »

• CHANGES

« L'objectif est de rétablir la liberté totale des changes dans les plus brefs délais. Les opérations courantes des entreprises, notamment toutes les opérations liées aux règlements commerciaux, seront libérées immédiatement. »

Le Monde publiera demain, dans son édition datée dimanche 19-janvier 20 janvier, le texte intégral de la plate-forme RPR-UDF.

• CREDIT

Dotée de l'autonomie par un statut nouveau, la Banque de France interviendra de manière globale par des mécanismes de marché. La libre concurrence jouera entre les banques pour la rémunération de l'épargne et l'octroi des prêts.

• DÉNATIONALISATIONS

« Le cadre juridique permettant d'engager dès 1986 un programme de dénationalisations sera mis en place sans délai. »

« La loi dite de démocratisation du secteur public sera immédiatement abrogée ; les modalités de représentation des salariés dans les nouveaux organes sociaux seront définies cas par cas en fonction, notamment, de l'actionnariat salarié potentiel. »

« Au cours de la législature seront dénationalisées les banques et compagnies financières, les assurances, le secteur de l'audiovisuel, les grands groupes industriels (Pechiney, Thomson, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, CGE, Bull), et cédées les autres participations de l'Etat susceptibles de trouver preneur sur le marché. A terme, tout le secteur concurrentiel aura vocation à être dénationalisé. »

« Les dénationalisations se feront directement sur le marché, après avis d'une commission consultative veillant à la transparence et à l'impartialité des procédures ; elles prendront des formes diversifiées (échange de titres ; cessions pures et simples ; augmentation de capital ; ouvertures de nouvelles sociétés étrangères dans le respect de la réglementation qui leur est applicable). »

« Un régime fiscal général metant fin à la pénalisation des actions, complété par des incitations spécifiques, des encouragements aux souscriptions d'actions par le personnel, des possibilités de paiement différé, permettra au programme de dénationalisation de se dérouler à la mesure des capacités du marché financier. »

• INDUSTRIE ET SERVICES

« L'Etat devra veiller à la création d'un climat économique favorable à la reprise de l'investissement productif. Dans les secteurs en difficulté, on aidera aux adaptations nécessaires par des encouragements temporaires. Dans les secteurs de haute technologie, le soutien aux grands projets, sous forme de contrats publics, devra prendre pleinement en compte la dimension européenne. »

Dans les économies modernes, la création d'emplois s'effectue de plus en plus dans le secteur tertiaire. En concertation avec les professions concernées, seront définies les conditions favorables à l'investissement, à l'emploi et à l'exportation dans ce secteur.

« Le développement de formules de concessions permettra le lancement de programmes d'infrastructures collectives. De nouveaux domaines seront ouverts dans les services et les infrastructures à l'initiative privée. »

• EPARGNE ET MARCHÉ FINANCIER

« La neutralité de la fiscalité entre actions et obligations et la suppression progressive des bonifications d'intérêts permettront le développement d'un vaste marché de capitaux, unifié et dynamique, au service de l'économie tout entière. »

• EMPLOIS ET RELATIONS SOCIALES

« La gestion des effectifs doit relever de la seule responsabilité de l'entreprise (...). Les autorisations administratives doivent, quant à elles, être supprimées afin de favoriser l'embauche sous réserve de conventions conclues avec le Fonds national pour l'emploi. Les effets de seuil qui freinent la création d'emplois seront gelés, c'est-à-dire n'entraîneront pas d'obligations nouvelles tant que la situation de l'emploi ne se sera pas améliorée. »

« (...) Les réglementations relatives au travail à temps partiel, au travail intérimaire, aux contrats à durée déterminée seront assouplies. »

« Pour le marché de l'emploi, la décentralisation de l'ANPE pourra contribuer à une plus grande efficacité du placement. La création d'emplois en régions défavorisées sera facilitée par la constitution de zones d'emplois à contraintes allégées. »

« L'emploi des jeunes doit être spécifiquement encouragé », notamment par des « contrats à temps partiel et à durée déterminée, combinant formation et emploi », et par la réduction des cotisations sociales. »

« Les charges entraînées par le lourd fonctionnement des appareils syndicaux seront revues et les lois Auroux seront modifiées en ce sens, dans le respect de l'expression directe des salariés. »

« Un statut allégé pour les petites et moyennes entreprises permettra que s'y développe un dialogue social plus direct. »

« La politique contractuelle doit être décentralisée et le champ d'application des accords d'entreprises élargi. Cette politique a besoin d'interlocuteurs représentatifs, mais la représentativité ne saurait résulter seulement d'un privilège. Aussi, sans remettre en cause le principe de représentativité, conviendra-t-il d'en moderniser les critères légaux. »

« En matière salariale, les vraies réponses sont la décentralisation des négociations, le refus des indexations, le développement de la part variable ou individualisée de la rémunération et l'intéressement. Le principe du salaire minimum doit être préservé, mais son évolution doit tenir davantage compte des possibilités de l'économie et de la situation des branches et des entreprises. »

Dans les entreprises nationalisées, la loi de démocratisation du secteur public sera immédiatement abrogée (...). Mais la participation sous ses diverses formes permettra d'associer plus étroitement les salariés à la vie de leur entreprise et à son avenir. La vente au personnel d'actions des entreprises dénationalisées, à des conditions préférentielles, en sera l'un des moyens. L'intéressement aux résultats ira dans le même sens. Enfin, la participation aux responsabilités se manifestera par le droit d'expression des salariés et par leur association aux décisions intéressant la vie de l'entreprise. »

• PROTECTION SOCIALE

« Trois principes seront mis en œuvre : — Réduire la tutelle excessive de l'Etat. »

« Responsabiliser les professions de santé, les gestionnaires des établissements de soins et des organismes de financement. Un véritable contrôle parlementaire doit pouvoir s'exercer chaque année. Les assurances doivent être exactement informées du coût réel de leur protection sociale (...). La totalité des cotisations versées en leur nom par leur employeur devra figurer sur les feuilles de paie. »

« Permettre à la liberté de chacun de s'exprimer au cœur même d'un système de solidarité, grâce à la personnalisation des formules de prévoyance. »

« Pour l'assurance-maladie, dans le cadre de la solidarité, qui est celui de l'assurance-maladie obligatoire, chacun doit pouvoir s'adresser à l'organisme de son choix pour la protection complémentaire qu'il souhaite ; les conditions de prise en charge étant alors définies entre organismes de garantie et dispensateurs de soins. »

« Les établissements de santé doivent disposer d'une plus grande autonomie dans la gestion de leur budget. Les modalités de mise en œuvre de la départementalisation seront revues. »

« La libération des prix permettra par ailleurs à notre industrie pharmaceutique de retrouver la place qu'elle occupait dans le monde en matière d'innovation et de recherche ainsi que de production. »

« Pour la retraite, « partir à soixante ans est un droit qui sera maintenu pour tous ceux qui le désireront, mais les conditions d'une vraie

retraite à la carte devront être créées. »

« (...) La solidarité restera naturellement assurée dans le cadre du régime général obligatoire, financé par cotisations et redistribué suivant le principe de répartition. »

« (...) Mais il faut encourager la constitution de systèmes de retraite facultatifs fondés sur la capitalisation et sur l'épargne. »

Pour la famille, l'objectif est de lutter contre le déclin de la natalité. Aussi convient-il d'offrir aux Français, par une politique familiale active, à l'initiative de l'Etat ou des collectivités locales, un environnement social et culturel encourageant la naissance du troisième enfant. De son côté, « le système de prestations doit clairement garantir le libre choix par les familles d'un troisième enfant, par exemple grâce au développement de l'allocation parentale d'éducation ou à l'ouverture de droits propres en matière de retraite au profit des mères de famille. »

• IMMIGRÉS

« On ne saurait contraindre les étrangers en situation régulière qui souhaitent rester en France à la quitter. Ce choix doit rester un acte volontaire. De nouvelles conditions de retour doivent cependant en faire une alternative sérieuse (...). Aux étrangers en situation régulière, il est garanti la stabilité du séjour lorsqu'ils remplissent les conditions qui ont conduit à leur délivrer une carte de séjour et de travail, et à leur reconnaître l'essentiel des droits sociaux. Quant aux droits civiques et politiques, ils sont liés à la nationalité. Cette dernière devra être demandée et acceptée ; son acquisition ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques. »

« A ceux qui ne désirent pas s'intégrer, il faut offrir les conditions d'un retour utile dans le cadre d'accords négociés avec les pays d'émigration. Pour intéresser tant l'étranger que son Etat d'origine et provoquer un nombre de retours significatifs, il faut que les incitations financières à l'aide au retour soient accompagnées par la mise en œuvre de formations adaptées aux besoins du pays intéressé. »

• AGRICULTURE

« Si l'amélioration des revenus agricoles demeure un objectif prioritaire, une attention soutenue doit être apportée aux problèmes des régions défavorisées, dont les handicaps devront être compensés et les possibilités de revenus complémentaires encouragées. »

Le régime social agricole, dont l'autonomie de gestion sera préservée, devra permettre l'achèvement de la parité et une plus juste participation des agriculteurs au financement des prestations. »

Enfin, l'élargissement de la CEE étant réalisé, les garanties minimales que nos producteurs sont en droit d'attendre devront faire l'objet d'un réexamen. »

• LOGEMENT

« Une importante déréglément sera engagée afin que les entreprises ne soient plus entravées dans leurs initiatives et que leurs coûts cessent d'augmenter du fait de contraintes non économiques. Enfin, aussi souvent que possible, le régime d'autorisation sera remplacé par un régime de déclaration. »

L'investissement immobilier sera encouragé par l'abrogation de la loi Guillaud, remplacée par : « Un cadre nouveau et conventionnel organisant les relations entre propriétaires et locataires ; en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes ; en retrouvant une rentabilité locative grâce à une libération maîtrisée des loyers ainsi que par une sortie progressive des contraintes de la loi de 1948 dans le respect des droits acquis par les personnes âgées. »

L'accès à la propriété devra être facilité par une fiscalité plus incitative : « Il importe que l'aide publique soit recentrée au bénéfice de ceux qui en ont le plus besoin. C'est ainsi que devront être revues les contraintes juridiques et financières qui pèsent sur les organismes d'HLM. »

(Lire la suite page 8.)

Liberté de changes : une sortie de devises importante

La libération immédiate de toutes les opérations liées aux règlements commerciaux, c'est-à-dire la suppression de l'obligation — coûteuse et gênante — de rapatrier le produit des exportations dans les quinze jours après le départ des marchandises, et la possibilité — actuellement refusée aux importateurs — d'acheter leurs devises par avance entraîneraient automatiquement une sortie de devises d'une quarantaine de milliards de francs. Pour les opérations en capitaux (investissements français à l'étranger et réciproquement) la libération serait étalée dans le temps pour limiter le risque d'évasion de capitaux.

L'octroi de l'autonomie à la Banque de France prendrait modèle aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale où la banque centrale est, en principe, indépendante des pouvoirs publics, ce qui n'a guère été le cas en France depuis 1936. En ce qui concerne le crédit, la libre concurrence entre les établissements pour la rémunération de l'épargne et l'octroi des prêts, implique leur « banalisation », c'est-à-dire la suppression des « privilèges ». Serait théoriquement visé le livret A de Caisse d'épargne et le livret bleu du Crédit Mutuel dont les revenus sont exonérés d'impôts, de même que les activités bancaires des PTT, avec une dérogation à titre transitoire.

La liberté pour la rémunération de l'épargne impliquerait la disparition des tarifs « administrés ».

F. R.

Protection sociale : des ambiguïtés

Rédigée dans un style abscons qui, par comparaison, fait paraître aisée et élégante la langue de bois des appareils syndicaux, le chapitre de l'opposition sur la protection sociale laisse bien des questions sans réponse. On peut en faire deux lectures, également valables l'une et l'autre. Cette ambiguïté s'explique probablement par les divergences entre les partis de l'opposition sur des points importants, comme la gestion de l'assurance-maladie obligatoire ou les moyens de la politique familiale.

La première traduction respecte, en effet, la protection complémentaire facultative, individuelle ou collective, existant déjà en matière de retraite comme de santé. La nécessité de créer un environnement favorable à la famille (logement, modalités de travail) est proclamée par tout le monde. Et la grande politique familiale annoncée paraît aussi limitée que celle des socialistes. Promettre d'alléger la tutelle de l'Etat sur les régimes sociaux ou les établissements hospitaliers ne mange pas de pain non plus, comme le coup de chapeau aux

« principes de l'exercice libéral de la médecine. »

Mais on peut aussi lire dans le document la possibilité de s'adresser à l'organisme de son choix pour la protection obligatoire maladie, comme cela existait avant 1945 (sur ce point, une rédaction antérieure distinguait beaucoup plus nettement l'obligatoire et la facultative), ce qui correspond au vœu du Parti républicain. Dans ce cas, « la limitation des dépenses obligatoires résultant du système » ne se fera-t-elle pas par renvoi d'une partie des dépenses sur une assurance volontaire ? Ou se situera le partage entre « le régime général obligatoire » (sic) de retraite et les systèmes facultatifs ? D'autres incertitudes pèsent sur la politique familiale : « l'environnement favorable à la famille » sera-t-il réservé aux seuls citoyens français, comme le congé familial rémunéré accordé pour le troisième enfant, que le RPR souhaite développer et qui a été laissé à l'initiative des collectivités locales, par suite de l'opposition du CDS ?

A ces incertitudes, on peut ajouter la question de la libération des prix des médicaments. Se fera-t-elle progressivement, comme l'a dit M. Juppé (le Monde du 6 novembre 1985) ou sera-t-elle immédiate ? Dans ce dernier cas, au rythme actuel de progression de la consommation, il n'y a la chose, à brève échéance, qu'une baisse drastique des remboursements ou un dérapage incontrôlable de l'assurance-maladie... — G. H.

Pour votre
DEMEAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

مكتبة العدل

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE, PAS SI BÊTE

POLITIQUE

LA « PLATE-FORME POUR GOUVERNER

Une société de libertés

L'emploi : sans garantie

Il faut rendre grâce à l'opposition de ne pas avoir commis l'erreur commune de partis absents du pouvoir : aucune promesse chiffrée n'est faite en matière d'emploi. L'explication qui justifie un tel silence ? Il n'y a pas d'emplois nouveaux sans croissance. Laquelle ? « La croissance est largement déterminée par l'environnement mondial ». Si la « crise mondiale est finie » et la croissance « répartie dans le monde », la France doit d'abord retrouver une progression au moins égale aux autres (3 % par an).

Ensuite ? Pas de recettes, ou presque, le programme évoquant tout en termes vagues. Un seul engagement : on fera plus et mieux pour une France qui bouge.

Une seule certitude : les travailleurs immigrés sont fermement conviés à s'intégrer ou à partir. En situation régulière, il leur est garanti la stabilité du séjour lorsqu'ils remplissent les conditions qui ont conduit à leur délivrance d'une carte de séjour et de travail. En cas de chômage, ils pourront être appelés à quitter le territoire national, tout comme les condamnés de droit commun après avoir purgé leur peine. « A ceux qui ne désirent pas s'intégrer, il faut offrir les conditions d'un retour utile (...) et, précise le texte, il convient de provoquer un nombre de retours significatifs. Le style est clair : « la présence de l'étranger sur notre sol », « l'espace de tolérance » qui lui est concédé dans une société « dont il ne saurait remettre en cause l'identité », éloquent de flâcheurs souverains.

Pour le reste, la plate-forme se réfugie derrière des généralités et des termes ambigus qui correspondent bien à la difficulté, rencontrée par ailleurs, de préciser le contenu de certaines formes. Il faut donc rétablir la

compétitivité, favoriser « la fluidité » dans la gestion de l'entreprise, dans les formes de travail et sur le marché de l'emploi.

Pêle-mêle, on trouve là des mesures qui existent déjà ou qui ont parfois fait l'objet d'un accord contractuel entre les partenaires sociaux, comme pour le temps partiel, les contrats à durée déterminée et le travail intérimaire. Il est question de « zones d'emplois à contraintes allégées », selon une expression qui rappelle à M. Yvon Gattaz (CNPF) ses emplois nouveaux à contraintes allégées — les ENCA — et à certains socialistes, envisagés pour renforcer les pôles de conversions. A mi-chemin de la privatisation de l'ANPE, parfois réclame, on se satisfait d'une « décentralisation » et, en une formule mystérieuse, on propose « une meilleure intégration des dispositifs d'indemnisation ».

A propos des jeunes, dont il est beaucoup question, les mesures se révèlent également floues. S'il s'agit bien d'alléger les charges sociales pour favoriser leur emploi, il n'est pas dit si les TUC — travaux d'utilité collective — seront étendus aux entreprises privées ou si la contrepartie en formation d'un contrat limité dans le temps ne s'apparentera pas aux stages de formation en alternance, déjà mis en place avec le soutien actif du CNPF.

En revanche, rien n'est dit sur l'aménagement du temps de travail, la réduction du temps de travail ou le partage de l'emploi. Il apparaît même que, faute d'indication contraire, l'opposition en est venue à accepter les risques d'un partage en deux du marché du travail, les premiers, en un côté, les stables de l'autre.

A. L.

Syndicats : imprécisions

Pour tout ce qui concerne la négociation collective, la participation des salariés et la vie syndicale, la plate-forme RPR-UDF a indéniablement édulcoré certaines propositions initiales des deux formations.

Sur plusieurs points cependant, des risques de conflits subsistent avec les syndicats. D'abord, la plate-forme RPR-UDF se prononce pour l'abrogation de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public. Cela se traduira concrètement par la sortie des conseils d'administration des représentants des salariés élus en 1984. On aurait pu imaginer une démarche plus souple. Les obligations de la loi de démocratisation qui ne concernent que le secteur public cesseraient d'être appliquées à l'égard de la dénationalisation des entreprises... La 24 octobre 1985, en recevant la CGC, M. Chirac avait pourtant semblé favorable au maintien de la représentation des salariés dans les conseils d'administration.

Cette abrogation, politiquement symbolique, ne constitue peut-être pas le lever de rideau idéal pour la relance de la participation soustraite par ailleurs. Au demeurant, seules la CGC et la CFTC sont intéressées par un développement de la participation « aux responsabilités ». FO et la CGT y demeurent opposées. La CFDT vient peu sur ce terrain.

Il n'est plus question, en revanche, d'une abrogation des lois Auroux, que le patronat lui-même ne demande plus. Mais la volonté de modifier ces lois pour revoir les charges entraînées par la lourde fonction des appareils syndicaux — diminution du crédit d'impôts accordé aux représentants syndicaux ? suppression d'un niveau de représentation du personnel ? —

Politique industrielle : des aides publiques peu libérales

Des aides seront accordées aux secteurs industriels en difficulté : voilà une proposition peu libérale. Ne faut-il pas, selon les tenants du libéralisme, ne jamais porter secours aux souffrants sous peine de perturber irrémédiablement les lois du marché et d'altérer la santé des bien-portants ? Sans doute ces « encouragements » doivent-ils être « provisoires et dégressifs ». Mais le contributeur a pu constater avec la sidération qu'une mesure provisoire peut durer dix ans...

La droite comme ses principes à cause du nombre important des secteurs malades de l'industrie française : chantiers navals, sidérurgie, charbonnages... Il était difficile d'annoncer la suppression des aides publiques destinées à des secteurs qui

comptent encore des milliers de salariés-électeurs.

En outre, personne ne peut raisonnablement se faire l'avocat d'une disparition de ces industries traditionnelles. Les aides sont économiquement inévitables. L'important était de les chiffrer mais sur ce point le programme est muet.

Plus innovateur est l'affirmation que dans les économies modernes, seul le tertiaire — les services créés des emplois, il s'agit là d'un vrai débat : faut-il privilégier l'industrie, comme le prônent les socialistes, ou bien le tertiaire ?

Beaucoup d'économistes estiment que les services ne peuvent se développer que s'ils s'articulent « très intimement » avec une industrie forte. Donc prioritaire.

E. L. B.

An chapitre intitulé « promouvoir une société de libertés », l'UDF et le RPR exposent la conception qu'ils se font de l'Etat. Ils dénoncent « l'omnipotence » et « l'impotence » de l'Etat dont les missions doivent être selon eux « recentrées sur l'essentiel » : souveraineté, solidarité et sécurité.

Ils réaffirment leur attachement à l'appartenance des DOM-TOM à la République, y compris la Nouvelle-Calédonie. Ils souhaitent, en ce qui concerne la décentralisation, que « l'exercice des compétences transférées aux échelons locaux » soit « clarifié », notamment à l'échelon de la commune et du département.

SÉCURITÉ, POLICE, TERRORISME

Afin d'assurer la sécurité de tous, ils proposent de « renforcer les moyens en personnel, matériels (armement et transmission) et juridiques (sérification et contrôle d'identité) des services de police et de gendarmerie ». Ils prônent une meilleure utilisation des forces de police (redéfinition des affectations des policiers, répartition géographique des forces). En matière de répression, l'UDF et le RPR veulent favoriser les peines de substitution aux peines d'emprisonnement ; veiller à l'extension de l'incapacité probatoire des peines. Ils souhaitent développer les garanties des justiciables notamment dans les enquêtes documentaires et fiscales.

Pour mieux lutter contre le terrorisme, ils souhaitent qu'un nom de droit d'asile des réfugiés politiques « parfois membres d'un réseau international » ne puissent pas retrouver « une terre de repit ou un nouveau champ d'action ». Ils veulent moderniser les conventions d'extradition et dans le cadre européen, que soient accélérées les procédures d'extradition.

Ils défendent une « politique responsable de prévention », qui comprendrait notamment la mise en place d'un « plan anti-drogue », avec des peines « plus sévères » à l'encontre des pourvoyeurs et trafiquants.

LES RÉACTIONS

M. Fabius : démolir

M. Laurent Fabius a commenté, le jeudi 16 janvier, à Thann (Haut-Rhin), la plate-forme présentée par le RPR et l'UDF. « A un moment où la France doit, avant tout, former sa jeunesse, créer des emplois, moderniser son économie et sa société, construire le futur, je suis frappé que ce programme — qui est aussi imprécis, d'ailleurs — vise, surtout, à démolir, à déclarer le premier ministre. Démolir oui, avec

un D comme droit des travailleurs, que nous avons étendus par les lois Auroux et que la droite voudrait remettre en cause. Démolir avec un E, comme entreprises nationales (...), avec un M, comme ministère budgétaire (...), avec un O, comme ondes publiques de télévision (...), avec un L, comme licences (...), avec un R, enfin, comme régime de protection sociale. »

M. Jospin : « un 1945 et même un 1936 à l'envers »

Au cours d'un meeting, à Nice, le jeudi 16 janvier, M. Lionel Jospin a déclaré : « Je trouve que ce programme prétendument unitaire ne porte pas la signature de la personnalité qui caracole en tête des sondages, M. Raymond Barre. Ou bien ce document, qui n'a pas été signé par M. Barre, n'a pas d'importance. Ou il a de l'importance, et c'est M. Barre qui n'en a plus. »

Après avoir vu que le nouveau programme de l'opposition était « un retrait » par rapport aux moutures précédentes, M. Jospin a estimé qu'il faisait, néanmoins, « un tantinet froid dans le dos. J'aurais presque envie de demander aux militants socialistes de le diffuser avec le même zèle que, a contrario, il sera presque aussi efficace. »

Le premier secrétaire du PS a ensuite passé en revue les principales propositions rendues publiques par MM. Chirac et Lecanuet. « Libération immédiate des prix ? C'est la reprise assurée de l'inflation. Liberté totale des changes ? C'est démanteler un dispositif utile quand on vit dans un système monétaire international débridé. Dérégulation des secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, des banques, de l'assurance ? Cela veut dire la privatisation partout, le retour aux lois du capital. Abrogation de la loi de démocratisation du secteur public ? Les tra-

vailleurs des entreprises publiques auront, désormais, le droit de se taire et non plus de participer. Suppression prétendument unitaire des fortunes ? On est injuste lorsqu'on dit que la droite n'a pas de réforme fiscale. Elle en a une, mais c'est pour les riches. Préservation du principe du salaire minimum ? Cela veut dire un SMIC ajusté selon les situations dans les entreprises. Encouragement des contrats à durée déterminée ? Cela, c'est la légalisation de la précarité de l'emploi. Suppression de l'autorisation administrative de licenciement ? C'est l'incitation à débaucher parce que, parait-il, cela provoquerait l'embauche. Abrogation de la loi Quilliot ? C'est l'augmentation des charges des localités. Suppression du monopole d'émission et de diffusion ? En clair, la privatisation de deux chaînes publiques de télévision, de la RDT, de l'agence Havas, de la Régie de publicité (...). Si ce programme a été adopté, a conclu M. Jospin, qu'est-ce qu'on ne songe à l'adopter ? Certains commentateurs disent que les responsables de la droite veulent faire un 1945 à l'envers. Je pense qu'ils veulent faire aussi 1945 à l'envers et 1936 à l'envers. »

Un nouveau grand dossier électoral de l'AFP



Un nouveau grand dossier électoral de l'AFP

LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES '86

Tome I : Données générales (230 p) déjà paru
Tome II : Vade-Mecum départemental (450 p) déjà paru
Tome III : Les résultats complets (300 p) fin mars

■ Rem. : M^{me} Marie - Tél. 42-33-44-66 - Prix : 1 284 F TTC

stations périphériques, nouvelles télévisions, radio locales de service public, SFP...).

● IMMIGRATION

Pour maîtriser les flux migratoires, le gouvernement mettra en place un dispositif strict de contrôle de la situation des étrangers et des sanctions « sans faiblesse » pour les clandestins et ceux qui les aident. Les étrangers en situation irrég-

lière et ceux condamnés, après avoir purgés leur peine, « seront reconduits à la frontière ». L'ouverture des droits sociaux sera réservée aux personnes en situation régulière. « L'acquisition de la nationalité française ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques ». De nouvelles incitations au retour seront mises en place, ainsi que des formations adaptées aux besoins des pays intéressés.

La place de la France

● DÉFENSE

L'UDF et le RPR envisagent la « diversification sans délai » de la force nucléaire stratégique.

Une négociation sera engagée avec les partenaires européens pour une position commune sur la participation à l'OTAN. « La défense de la France », estime l'UDF et le RPR, ne se conçoit pas hors de la défense de l'Europe (...). L'évolution de la menace exige que l'espace européen dans son ensemble soit aujourd'hui mieux pris en compte dans notre concept stratégique. La France devra prendre dès 1986 l'initiative du vrai dialogue de la défense entre Européens, qui inclut en particulier les conditions d'emploi de l'arme nucléaire tactique. Dans un premier

temps, cette ouverture se fera vers la RFA et la Grande-Bretagne en consultation étroite avec l'Allié américain en vue d'arriver si possible à une stratégie commune en Europe. Les signataires réaffirment leur attachement au service national. Ils se donnent pour objectif de parvenir à un effort de défense dont la part dans le budget général de l'Etat représentera 4 % du PIB marchand.

● RAPPORTS EST-OUEST

Les deux parties se prononcent pour une « solidarité élargie » entre la France et les Etats-Unis et, à l'égard de l'Union soviétique, pour une politique « vigilante » et de « fermeté ».

L'herbe sous le pied

La publication du programme économique et social commun au RPR et à l'UDF confirme ce que l'on savait déjà : entre la droite et la gauche, les divergences de vues se sont considérablement réduites ces dernières années, aussi bien les divergences portant sur les objectifs à atteindre que celles portant sur les moyens à employer.

Confrontés aux durs réalités du pouvoir, à la nécessité d'être efficaces et de gérer quotidiennement une économie complexe, industrialisée et ouverte sur l'étranger, la gauche même, depuis 1983, une politique qui a été grosso modo signée, sur celle des grands pays industrialisés, sur celle de l'Allemagne fédérale en particulier. La droite, fait en mars 1983 par M. Metzger, de rester dans le SME (système monétaire européen) a été déterminant à cet égard.

Toutefois la gauche ne s'est pas contentée de subir. Elle a intelligemment — et il y fallait un certain courage — pris les devants en lançant à partir de 1984 des réformes qui, dans certains domaines, innovent et vont plus loin que ce qui est fait à l'étranger.

La droite s'est ainsi vu couper l'herbe sous le pied, notamment dans le domaine financier, où des réformes introduites par M. Barre et son équipe sont approuvées par presque tous les spécialistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, banquiers exceptés. C'est un peu la raison

pour laquelle le RPR et l'UDF en rajoutent un peu, prenant certaines mesures risquées — on pense aux prix, aux changes et à la fiscalité notamment — cherchant à effacer ces symboles qui sont les contrôles, réglementations et taxes. Sans y parvenir toujours, comme en témoigne, par exemple, la tâche laissée au ministère de l'économie et des finances — au Trésor en particulier — de contrôler les acquisitions par l'étranger du capital des sociétés dénationalisées.

Reste l'essentiel : l'annonce de mesures spectaculaires de libéralisation en matière de prix, de marge, de change et le retrait de l'Etat de l'économie peuvent dégrader les comportements, accélérer les investissements, bref provoquer un choc et relancer l'activité. Mais une question essentielle se pose alors : comment maîtriser l'inflation dans un contexte de croissance économique retrouvé ? Comment conserver dans le domaine des prix et des salaires les incertissables acquis de la gestion socialiste ?

La réponse semble d'autant plus difficile à trouver que la France n'a aucune expérience récente sur ce point, l'activité économique ayant été faible depuis quatre ans. Interrogation d'autant plus grave que la période qui s'ouvre risque d'être celle d'une certaine facilité avec la baisse des prix de l'énergie et des matières premières.

ALAIN VERMOREL.

Politique pétrolière : symbole et sécurité

Faute de pouvoir proposer une politique économique réellement différente, l'opposition a choisi de s'attaquer aux symboles : la loi de 1928 en est l'un des plus fameux.

Fondement légal de la politique pétrolière du pays depuis plus d'un demi-siècle, cette loi a été promulguée par le gouvernement d'Union nationale de Raymond Poincaré. Elle traite des problèmes de l'approvisionnement pétrolier par l'expérience de la première guerre mondiale, le « sauveur du franc » voulait donc l'Etat d'un quel que contrôle de ce secteur stratégique.

Selon le texte-badre, l'Etat confère le monopole de l'importation du pétrole et de ses dérivés à un certain nombre d'entreprises, moyennant certaines obligations précises. Obligations modifiées au fil des ans par des décrets d'application. Les plus importantes concernent la présentation d'un plan précis d'approvisionnement, la capacité de constituer des stocks stratégiques, le roulement sur le territoire national de 90 % des produits vendus par les grandes compagnies, le transport sous pavillon français d'une part importante du pétrole importé, l'exécution de contrats d'approvisionnement ou de recherches pétrolières, etc.

Dans la pratique, cette loi n'est quasiment plus appliquée. Outre la libération récente par le gouvernement socialiste des

importations de produits pétroliers faites par les petits négociants, « indépendants » des grandes compagnies (le Monde du 6 décembre 1985), ces dernières ont trouvé maintes voies pour tourner les contraintes. Il est vrai que la situation actuelle du marché international, où la pénurie a fait place aux excédents, autorise un certain relâchement des contrôles et pousse dans le sens d'une libéralisation de l'approvisionnement pétrolier du pays.

Est-il, pour autant, nécessaire d'abroger un texte qui permet au gouvernement en cas de besoin de reprendre les rênes ? L'expérience des deux chocs pétroliers de 1974 et 1979 montre que le marché pétrolier est sujet à de prompts retournements qui touchent durement la France, dépendante à 90 % de l'étranger pour son approvisionnement en hydrocarbures. Dans l'immédiat, la suppression de la loi de 1928 n'aurait sans doute guère de conséquences majeures, sinon peut-être une fermeture plus rapide des raffineries françaises. Mais les pouvoirs publics pourraient se mordre les doigts d'avoir pris une telle décision lorsque le marché se retournait au début des années 80, comme le prévoient la plupart des experts. Car la législation européenne ne permettra plus de faire marche arrière...

V. M.

سكس المليون

Nos
paieront

RE VOUS FOURNIR
POUR LES P

chez m

POLITIQUE

ENSEMBLE » DU RPR ET DE L'UDF

Vingt engagements

Voici les vingt engagements fondamentaux de l'UDF et du RPR :

1) Renforcer les garanties constitutionnelles des libertés fondamentales : liberté de l'information, libre choix de l'école, droit de propriété, liberté d'entreprendre, de travailler et d'échanger.

2) Permettre à l'électeur de choisir son député par le retour au scrutin majoritaire.

3) Assurer la sécurité en renforçant les moyens de prévention et de police, en assurant l'exécution des décisions de justice et en organisant la lutte contre le terrorisme.

4) Garantir le développement et la sécurité des DOM-TOM dans l'unité de la République.

5) Réformer l'enseignement par la liberté et la responsabilité : libre choix de l'école, décentralisation progressive du système scolaire et autonomie des universités.

6) Libérer la communication : rendre l'audiovisuel à l'initiative privée dans le cadre de règles claires et impartiales afin d'élargir la liberté de choix du téléspectateur ; désengager l'Etat, qui gèrera une chaîne de télévision et une société de radio, garantir la liberté de la presse par un statut modernisé.

7) Diversifier les initiatives culturelles en développant le rôle des collectivités locales, celui des actions privées et en encourageant l'Etat sur ses missions propres.

8) Affirmer notre identité nationale en luttant contre l'immigration clandestine, en agissant avec fermeté contre les étrangers qui s'affranchissent des lois de la République, en facilitant l'intégration pour ceux qui le souhaitent, en développant, pour ceux qui le choisissent, l'aide au retour et en réformant le code de la nationalité.

9) Favoriser la création d'emplois en libérant l'économie : libération des prix, par l'abrogation des ordonnances de 1945 ; libération progressive des changes ; développement de la concurrence par la modernisation de la législation et par la déreglementation des secteurs de base.

10) Favoriser la création d'emplois en luttant contre les rigidités qui freinent l'emploi : incitation à l'emploi des jeunes dans le secteur productif, en particulier par des contrats d'insertion ; statut allégé des PME-PMI, notamment par l'effacement des effets de seuil ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement dans le respect des mécanismes contractuels ; incitation au travail à temps partiel et assouplissement des formules de travail intérimaire et des contrats à durée déterminée.

11) Développer et diversifier l'effort de recherche et de formation permanente de façon à assurer le maintien du haut niveau scientifique et technique de notre pays et à permettre l'adaptation continue des qualifications.

12) Assurer la stabilité de la monnaie : garantir l'autonomie de la Banque de France ; permettre la constitution d'un grand marché des capitaux pour développer l'épargne et l'investissement.

13) Rendre à l'initiative privée, comme dans toutes les démocraties occidentales, les entreprises du secteur concurrentiel : dénationaliser au cours de la législature notamment l'ensemble des banques et des assurances, le secteur de l'information et les entreprises nationalisées en 1982.

14) Remettre en ordre les finances publiques par un collectif budgétaire 1986 rétablissant la vérité des comptes et un budget 1987 finançant énergiquement les dépenses publiques, réduisant les déficits et procédant à de premiers allègements fiscaux notamment sur l'impôt sur le revenu et les charges des entreprises.

15) Créer les conditions d'une reprise de l'activité du logement et des travaux publics.

16) Sauvegarder la Sécurité sociale grâce à la croissance retrouvée et au développement des valeurs de responsabilité dans la gestion des organismes de protection sociale et dans les comportements individuels.

17) Engager une politique familiale ambitieuse : favoriser l'accueil du troisième enfant, par exemple par le développement d'une allocation parentale d'éducation et l'ouverture de droits propres en matière de retraite aux mères de famille nombreuses.

18) Remettre à niveau notre défense nationale en lui donnant les moyens d'adapter ses forces tant stratégiques que conventionnelles aux données technologiques et géopolitiques du monde d'aujourd'hui.

19) Reprendre l'initiative en Europe pour accélérer la construction européenne ; créer un grand marché européen unifié ; progresser dans l'achèvement du système monétaire européen ; développer la coopération en matière de défense et de technologie ; relancer la politique agricole commune pour donner à notre agriculture de nouveaux débouchés ; assurer, par une réforme institutionnelle, une efficacité accrue de l'Europe élargie.

20) Retrouver les conditions d'une politique étrangère cohérente et crédible, fondée sur la fidélité à nos alliances, la défense active des droits de l'homme et un effort diplomatique incessant pour aider à résoudre les différents conflits qui surgissent dans le monde.

21) Développer et diversifier l'effort de recherche et de formation permanente de façon à assurer le maintien du haut niveau scientifique et technique de notre pays et à permettre l'adaptation continue des qualifications.

Une mise à jour incomplète

(Suite de la première page.)

On nous promet une abolition progressive des bonifications d'intérêts et le développement d'un vaste marché de capitaux unifié et dynamique. Tout cela aurait été impossible sans l'œuvre accomplie par la Rue de Rivoli.

La volonté de doter la France d'un « droit nouveau de la concurrence », qui devrait s'appuyer sur une extension de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire, apparaît positive. Voilà une intention qui tranche avec la politique systématiquement favorable aux cartels et à la constitution des grands monopoles privés et publics suivie par les auteurs successifs de la politique dite industrielle, avant comme après 1981.

Rapatrier les capitaux

Quant à l'arme secrète, à laquelle M. Méhaugier a fait allusion, c'est une politique de large amnistie fiscale visant au rapatriement des capitaux. Si ce retour se produisait en masse, le remboursement de la dette extérieure s'en trouverait beaucoup facilité. La Bourse jouirait aussi d'une plus grande aisance pour financer la privatisation du secteur public.

La « plate-forme » n'y fait qu'indirectement allusion, encore qu'une partie des dispositions fiscales et douanières qu'elle contient ne peuvent que favoriser l'opération. C'est le cas pour la suppression des pouvoirs exorbitants et contestables dont jouit en France l'administration des douanes, et cela depuis bien avant l'avènement de la gauche (encore que celle-ci en ait fait un usage

particulièrement abusif pendant les deux premières années de son règne). Peut-on espérer que sur ce terrain et sur quelques autres la France fasse dans l'avenir la part moins belle à la raison d'Etat ? Il reste que le retour des capitaux ne se produira qu'à une condition : si la politique suivie garantit la solidité du franc. La « plate-forme » ne fournit pas cette assurance.

C'est, d'une façon générale, sur le terrain de la fiscalité que la volonté de rupture avec l'actuelle majorité s'est manifestée de la façon la plus nette. MM. Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing sont d'accord pour supprimer dans les deux ans l'IGF (impôt sur les grandes fortunes) et pour fixer à leur niveau antérieur les droits de succession qui ont été, grosso modo, doublés par les socialistes. Enfin, l'impôt fiscal devrait être porté à 100 %, une mesure que, il y a une vingtaine d'années, le gouvernement de M. Pompidou n'avait pas osé prendre. Mais la crise du capitalisme, qui est plutôt la crise résultant de l'insuffisance du capital, rend possible aujourd'hui des décisions qui auraient paru réactionnaires il y a encore moins de quinze ans.

La fiscalité doit évoluer vers une moindre taxation des revenus des particuliers, des bénéfices et de la rémunération des risques, vers un allègement des charges assises sur les salaires, vers une fiscalité locale moderne », affirme le texte. Ces promesses peuvent-elles être simultanément tenues alors que, entre autres choses, la Sécurité sociale pourrait bien connaître dès cette année un déficit important ? Les auteurs de la « plate-forme » ne sont-ils pas en contradiction avec eux-

mêmes puisqu'ils laissent entendre que les socialistes pourraient bien avoir laissé une situation budgétaire beaucoup plus détériorée que ne le laissent apparaître les chiffres ?

Trompe-l'œil

Si l'état des lieux auquel ils vont procéder révélait effectivement qu'il en est ainsi, comment pourrait-on diminuer à la fois pratiquement tous les impôts, à l'exception de la TVA, dont le relèvement, logique dans l'optique choisie, comporterait beaucoup de risques, l'extension du travail noir notamment ? Pour les auteurs de la « plate-forme », les économies budgétaires et les allègements fiscaux doivent aller de pair, alors que M. Raymond Barre affirme que la priorité doit être donnée à la réduction du déficit budgétaire.

L'opposition de points de vue est encore plus grande qu'il n'y paraît si l'on s'avise que les 40 milliards d'économie promis pour 1987 par MM. Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing sont, au vu des chiffres qu'ils citent, en partie un trompe-l'œil. N'incluent-ils pas dans le chiffre des économies les recettes à attendre de la vente des entreprises dénationalisées ? M. Thatcher a succombé avant eux à la tentation d'assimiler ces ressources au produit des impôts. La « dame de fer » y a perdu une partie de sa réputation de gestionnaire rigoureuse. M. Barre, pour sa part, préconise que les recettes en question servent à désendetter l'Etat. En aucun cas, selon lui, elles ne doivent être considérées comme la contrepartie d'allègements fiscaux. On s'étonne que ce raisonnement ne soit pas admis par tous.

Avec une modestie qu'on n'attendait guère de leur part, les auteurs de la « plate-forme » assurent : « La croissance est largement déterminée par l'environnement international. » Il est possible qu'effectivement les futurs gouvernements, quels qu'ils soient, soient favorisés par une conjoncture plus dynamique en Europe. Cependant, la scène économique et financière du monde continue à être dominée par de puissantes forces déflationnistes. Celles-ci resteront à l'œuvre aussi longtemps qu'on n'aura pas, dans le monde, discipliné le crédit. Car la déflation n'est pas autre chose que la liquidation plus ou moins forcée des dettes qui continuent à s'accumuler. Cependant, on peut lire dans la « plate-forme » : « Aujourd'hui, la crise mondiale est finie. » Jugement péremptoire que M. Giscard d'Estaing avait prononcé au début de l'année dernière.

Une conjoncture plus dynamique

En réalité, l'insuffisance persistante de la croissance pour résorber le chômage rend particulièrement nécessaire une politique qui vise à lever des obstacles à l'activité. C'est ainsi que les auteurs de la « plate-forme » ont raison de préconiser, pour stimuler le secteur de la construction, « une sortie progressive des contraintes de la loi de 1948 », déjà amorcée par M. Quilès. En revanche, toute politique visant à détériorer un peu plus la situation financière de l'Etat, et donc de l'endettement, ne va certainement pas dans le bon sens.

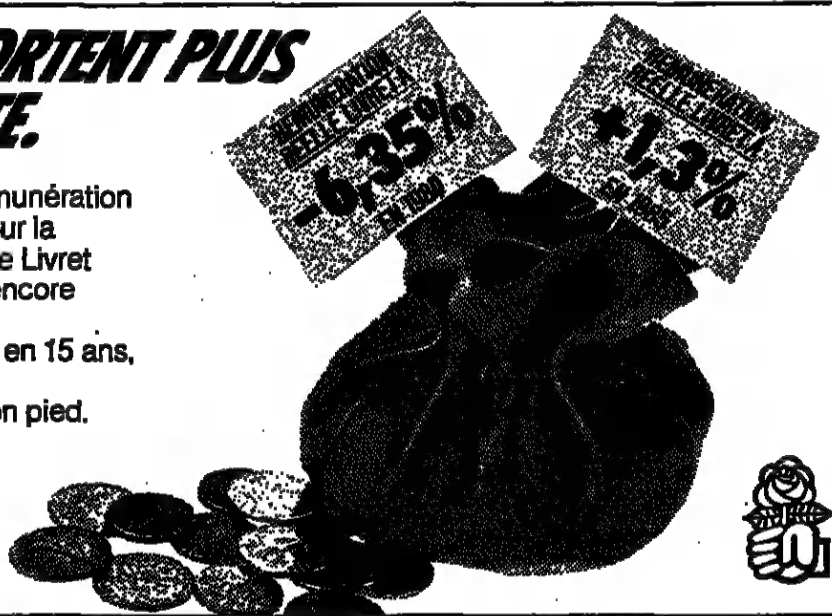
PAUL FABRA.

LES ECONOMIES RAPPORTENT PLUS A GAUCHE QU'A DROITE.

Aujourd'hui, l'épargne se porte bien. La rémunération réelle du Livret A a été positive en 1984 pour la première fois depuis 1968. Créé en 1982, le Livret rose assure quant à lui une rémunération encore supérieure.

Ce que la droite a été incapable de réussir en 15 ans, la gauche l'a fait en moins de 5 ans. La France revient de loin mais repart du bon pied. Aujourd'hui, la compétence est à gauche.

Un pas à droite, c'est trois pas en arrière.



Nos lecteurs paieront moins d'impôts!

Notre prochain numéro ; ne vous fournira pas moins de 286 conseils argumentés pour les payer au plus juste de vos intérêts.

RÉSUMÉ DU SOMMAIRE :

TAXATION DES REVENUS : salariaux, mobiliers, fonciers, agricoles, des pensions et des rentes...

TAXATION DES VALEURS ET CAPITAUX : mobiliers, fonciers...

ABATTEMENTS ET CHARGES A DÉDUIRE, RÉDUCTIONS DIVERSES...

TAXATION : des pensions, ventes, frais, BIC...

Réservez-le dès maintenant chez votre marchand de journaux. Offrez-le à vos amis!

En vente 6 semaines à partir du 18 janvier - 18 F.

LA VIE FRANÇAISE

Le Guide Complet de vos

IMPOTS

la population:
vers les étrangers

Le Haut Conseil se félicite de la prise de conscience de l'importance de ce problème au sein de la vie de l'équilibre démographique et de l'identité culturelle de la France.

Il estime, cependant, de son devoir de mettre en garde contre une vision trop restrictive de notre rôle international de la nationalité et de l'étranger et étrangers et de la prestation sociale.

Le Haut Conseil rappelle, notamment, que de telles mesures qui visent les immigrants, auraient des conséquences sur l'insertion des étrangers, qu'il s'agit d'assurer de manière équitable, et cette politique est une préoccupation de l'intérêt national, au regard des droits de l'homme, de la famille et du respect des engagements internationaux de notre pays.

INE-MARITIME

ibius

Initiatives dans le Haut-Rhin de la région de Strasbourg, où l'association, sous la direction de la culture, a réuni quelque trois mille personnes, représentants du monde artistique et politique culturelle de la région.

Les langues et leurs usages ont été au centre d'un colloque qui a réuni douze mille personnes.

La culture pour la France, c'est un défi. C'est un défi que nous devons relever. C'est un défi que nous devons relever. C'est un défi que nous devons relever.

Le Haut Conseil rappelle, notamment, que de telles mesures qui visent les immigrants, auraient des conséquences sur l'insertion des étrangers, qu'il s'agit d'assurer de manière équitable, et cette politique est une préoccupation de l'intérêt national, au regard des droits de l'homme, de la famille et du respect des engagements internationaux de notre pays.

Les enfants jouent au football. Campo San Stefano, à deux pas de la Faculté de lettres, les groupes de Venise tirent des coups francs dans les volets d'un palais aveugle. L'hiver, la ville reprend ses airs de petite provinciale. Dans les collines désertées par la foule estivale, les distances diminuent. C'est le moment de s'offrir de longues balades. Le meilleur remède contre l'overdose d'émotions artistiques qui guette le visiteur.

Quand on n'a pas le souffle lyrique de Goethe, ni le talent raffiné vaguement mélancolique de Paul Morand, Venise, au quotidien, réserve cependant d'agréables compensations. Il suffit de laisser vagabonder le regard. Les plaques de cuivre sur les portes, les volets décorés aux étages supérieurs de certaines maisons, les grilles de fer forgé, les chats qui semblent partout chez eux dans cette ville féline, les échoppes des artisans. Car on travaille aussi à Venise; mais discrètement, comme pour ne pas déranger le bel ordonnancement touristique-commercial qui régit la vie de la cité, en vitrine. Près du Camp San Zaninovo, en passant le sottoponte de la Stua, on découvre, dans la pénombre, le minuscule atelier

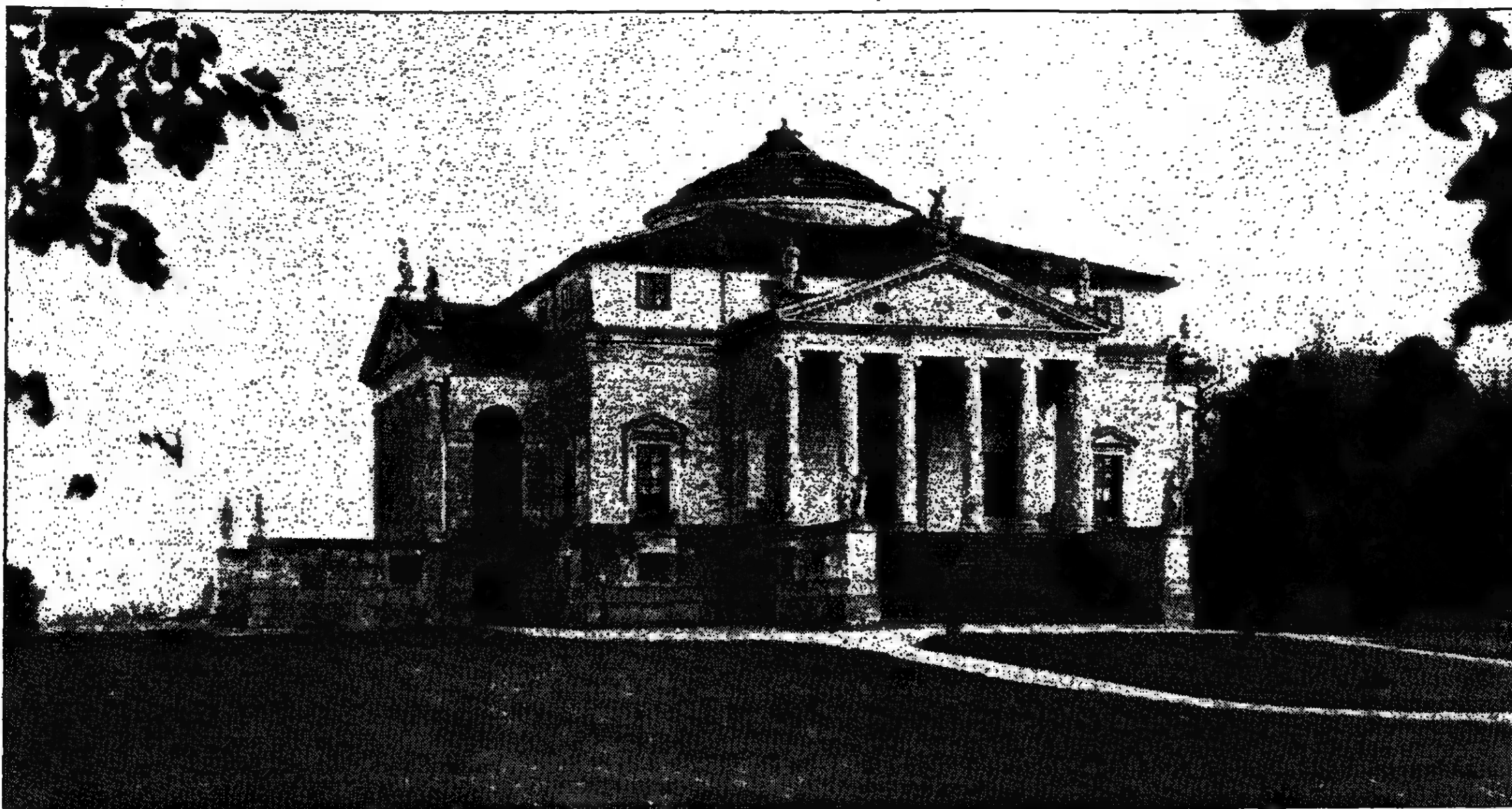
En Route: C'est

ATTENTAT AUTOMATIQUE D'UN INDEPENDANT

Le Haut Conseil se félicite de la prise de conscience de l'importance de ce problème au sein de la vie de l'équilibre démographique et de l'identité culturelle de la France.

Il estime, cependant, de son devoir de mettre en garde contre une vision trop restrictive de notre rôle international de la nationalité et de l'étranger et étrangers et de la prestation sociale.

Le Haut Conseil rappelle, notamment, que de telles mesures qui visent les immigrants, auraient des conséquences sur l'insertion des étrangers, qu'il s'agit d'assurer de manière équitable, et cette politique est une préoccupation de l'intérêt national, au regard des droits de l'homme, de la famille et du respect des engagements internationaux de notre pays.



Villa Almerico, dite « La Rotonda », près de Vicenza.

Les marches de Venise

Au-delà des canaux, les villas palladiennes.

LES enfants jouent au football. Campo San Stefano, à deux pas de la Faculté de lettres, les groupes de Venise tirent des coups francs dans les volets d'un palais aveugle. L'hiver, la ville reprend ses airs de petite provinciale. Dans les collines désertées par la foule estivale, les distances diminuent. C'est le moment de s'offrir de longues balades. Le meilleur remède contre l'overdose d'émotions artistiques qui guette le visiteur.

Quand on n'a pas le souffle lyrique de Goethe, ni le talent raffiné vaguement mélancolique de Paul Morand, Venise, au quotidien, réserve cependant d'agréables compensations. Il suffit de laisser vagabonder le regard. Les plaques de cuivre sur les portes, les volets décorés aux étages supérieurs de certaines maisons, les grilles de fer forgé, les chats qui semblent partout chez eux dans cette ville féline, les échoppes des artisans. Car on travaille aussi à Venise; mais discrètement, comme pour ne pas déranger le bel ordonnancement touristique-commercial qui régit la vie de la cité, en vitrine. Près du Camp San Zaninovo, en passant le sottoponte de la Stua, on découvre, dans la pénombre, le minuscule atelier

d'un vieil ébéniste. Quant au dernier fabricant de gondoles, c'est au bord du Rio di San Trovaso, près des Zattere, qu'il continue à construire ses barques asymétriques.

Sur la route du continent, avant de quitter les canaux pour la terra ferma, le chemin passe par la lagune. Inutile de s'engouffrer bêtement dans une de ces vedettes qui, depuis la Riva degli Schiavoni, assurent le service Murano-Burano-Torcello. Outre son prix élevé, le circuit offre le désagrément d'une longue halte à Murano où l'industrie du tourisme a tué l'artisanat du verre. Aux déplacements guidés, le voyageur préférera donc la découverte personnelle.

Il suffit d'imiter les Vénitiens et d'emprunter le vaporetto de la ligne 12 qui part des Fondamenta Nuove. Un regard pour l'île de San Michele, le cimetière chic de Venise où sont ensevelis quelques étrangers illustres: Stravinsky, Diaghilev, Ezra Pound, et un petit arrêt à Murano, avant de descendre à Burano.

Sous le ciel plombé de l'hiver, les maisons multicolores donnent à la ville une allure nordique. L'individualisme latin en plus. Du

Escapper aux barbares

A dix kilomètres seulement de Venise, Torcello est au bout du monde. Difficile d'imaginer que ce morceau de terre entouré de joncs a hébergé les premières colonies de réfugiés qui cherchaient à échapper aux barbares. Seul souvenir de la splendeur passée, la cathédrale, construite au huitième siècle d'après le modèle des premières églises chrétiennes de Ravenne. Elle abrite de superbes mosaïques byzantines dont une madonna du XIII^e siècle. L'été, les cent derniers habitants du lieu se terrent dans leurs maisons lorsque déferlent les vagues de visiteurs transpirants.

A part la cathédrale et un minuscule musée, l'île n'a pas grand-chose à leur offrir, et, en attendant la prochaine navette, ils traînent à la terrasse du petit restaurant « 1-600 » qui s'est installé à la Locanda Cipriani.

Annexe du Harry's Bar, la Locanda garde le souvenir des visiteurs célèbres qui s'y sont succédés. Et, bien sûr, d'Hemingway, dont la légende veut qu'il inventa, ici, la recette du Montenegro à 12 contre 1. Un cocktail composé de quinze mesures de gin et 1/2 de Martini. Le soir, pour quelques nœuds privilégiés, Torcello redevient une île de calme. Un coin de campagne idyllique à l'écart de la ville étouffante.

C'est de l'autre côté de la lagune, dans la campagne de la Vénétie, que se cachent les villas palladiennes. Pendant la saison chaude, le bateau qui remonte la Brenta, à Venise à Padoue, s'arrête à quelques édifices parmi les plus représentatifs.

Mais la voiture reste le meilleur moyen d'accéder à la vingtaine de villas construites par Andrea Palladio pour les aristocrates de Venise. Dans « Venise », Paul Morand constate tristement que « la Brenta n'est plus la rivière d'été dont les eaux alpines rafraîchissaient les estivants vénitiens; pas d'arbres, des cabanes pavées de haillons, une eau couleuse d'olive où flotte l'ouate gonflée des chats morts, des cages et des bidons crevés... »

A quelques kilomètres de ce nauséabond, protégée par un rideau de saules, la Malcontenta dresse fièrement le portique ionique qui la fait ressembler à un temple. Dessinée au milieu du XVI^e siècle pour les deux frères, Alvise et Niccolò Foscari, la villa a été restaurée par le propriétaire actuel, le comte Antonio Foscari. Ce surnom de Malcontenta lui a été donné en souvenir d'une jeune femme au caractère irascible, dont le portrait orne encore le mur d'une des petites pièces de la villa.

Mais c'est plus à ses proportions extérieures et à ses fresques murales réalisées par Giovanni Battista Zelotti et Giovanni Battista Franco, que la villa Foscari doit sa renommée. Malgré l'environnement industriel auquel elle se trouve aujourd'hui (coincée entre un entrepôt de matériaux de construction et une voie ferrée), la Malcontenta demeure un lieu exceptionnel.

Les patins de feutre

Dans un autre style, la villa Barbaro, à Maser, près de Montebelluna, représente l'exemple le plus achevé des villas agricoles conçues par Palladio. Au rez-de-chaussée, de chaque côté de la partie centrale, avec sa façade à portique, des ailes à arcades qui abritaient les bêtes. A l'étage, une série de pièces décorées de fresques de Paolo Veronese. Sur les patins de feutre destinés à protéger le dallage, les visiteurs glissent silencieusement d'un mur à l'autre. Les portraits en trompe-l'œil renvoient les images plus vraies que nature, des membres de la famille Barbaro et des domestiques. Derrière la villa, la

chapelle en forme de temple corinthien est la seule église palladienne construite en dehors de Venise.

Andrea Palladio a marqué la Vénétie de son empreinte. De Venise à Lugo, en passant par Fanzolo, sa trace s'arrête à son point de départ, Vicence. C'est dans la ville natale que l'architecte a bâti sa dernière œuvre, le Teatro Olimpico. Entrepris l'année de sa mort, en 1580, l'édifice a conservé ce qui faisait son originalité: il y a quatre siècles, une scène en perspective, dessinée par Scamozzi. Pas question ici, de suivre le guide. Le jeu consiste à le regarder évoluer, étrange petit lutin sorti d'un film de Fellini, à travers les décors de bois peints.

Au nord-ouest de Venise, Asolo, la ville aux cent horizons, offre l'un des plus beaux panoramas d'Italie du Nord. Au pied de la Rocca, la forteresse qui domine la cité, les petites ruelles bordées d'arcades partent à l'assaut des collines parsemées de cyprès et de vignobles; s'arrêtant aux villas limitées par leurs jardins en terrasses. Catherine Cornaro, la reine de Chypre déposée par Venise, y a vécu un exil doré, en compagnie d'artistes et de poètes. Parmi eux, Pietro Bembo, qui a inventé le verbe « asolare »: laisser passer le temps sans rien faire. Ce climat qui incite à la rêverie, a attiré également le poète Robert Browning, dont le dernier ouvrage, *Asolando*, est dédié à Asolo.

La marche trévisane ne se contente pas d'être un arrière-pays plein de charme. Elle fait partie des grandes régions viticoles de la péninsule. Trois « routes des vins » la sillonnent. La route des vins de la Piave, la route des vins de la Piave, la route des vins de la Piave.

Clins d'œil

PRATIQUES (ils tiennent dans la poche), agréablement mis en page, les Carnets du voyageur, édités par Gallimard, ne s'adressent pas seulement aux touristes. Ils ont l'ambition de devenir les compagnons indispensables de tous ceux qui cherchent à approcher d'un peu plus près la réalité d'une ville ou d'un pays.

Les événements historiques et culturels y sont répertoriés, de même que des programmes de découvertes, des balades et une foule de bonnes adresses. L'originalité de la démarche des éditions Gallimard réside dans la profusion des clins d'œil littéraires qui émaillent ces ouvrages. On visite Paris avec Flaubert, Mac Orlan, Victor Hugo...

Huit guides ont déjà été édités dans cette nouvelle série: Californie, New-York, Londres, Grèce, Florence, Rome, Paris et Venise. Ce dernier offre un aperçu très complet de la ville, de la lagune à l'arrière-pays. Le charme des collines vénitiennes à Asolo, la beauté saisissante de la vallée de la Brenta, à Bassano del Grappa, là où la rivière débouche des montagnes, le style des villas de Palladio qui parsèment la Vénétie. Et, bien sûr, les vins. Car cette région n'est pas seulement la plus moderne d'Italie en matière vinicole, elle est aussi la plus féconde.

Ch.-L.P.

Les Carnets du voyageur, Gallimard, 78 F.

KENYA

7980 F*

PARTEZ EN

RevVacances

* RevVacances propose des safaris de 10 à 14 jours au Kenya de 17.540 F. Le prix comprend le transport aérien, la pension complète, safari, les assurances, même les frais de visa.

La brochure RevAfrique est gratuitement dans les Agences Voyages et au Supermarché Vacances 46, Sébastopol 75003 Paris.

Sonnez les matines !

La tradition hospitalière de certaines communautés n'est pas un mythe en Italie. Pour dormir dans les couvents, il n'est pas nécessaire de connaître la messe en latin ou de présenter un certificat de baptême. L'essentiel est de se montrer respectueux. L'hébergement est efficace, en principe, dans des chambres communes, généralement des cellules monacales de cinq ou six lits. Logement individuel assez rare.

Cette forme d'hébergement est des plus agréables, surtout si vous avez la chance d'être reçu dans un ravissant monastère du dix-huitième siècle ou dans un séminaire classé monument historique (la plupart le sont).

Deux légers inconvénients cependant. Vous serez réveillés dès 5 ou 6 heures du matin par les cloches ou les chants religieux. Mais les matines en grégorien seront un souvenir extraordinaire, à condition de vous être couchés tôt. Le second handicap vous y aidera car bon nombre de ces communautés ont pour règle de fermer leur porte à une heure très précise, et mieux vaut ne pas être en retard, ne serait-ce que de cinq minutes.

Quant au coût de l'hébergement, il est variable mais toujours modique.

● Quelques couvents à Venise :

— Istituto Carmelitane : Gludice, 428. Magnifiquement situé sur l'île de Giudecca. Panorama superbe sur la place Saint-Marc et le palais ducal, juste en face. En sortant de la gare centrale, traverser le Grand

Canal et prendre le vaporetto n° 5. Tenu par des religieuses adorables. Femmes acceptées. Dortoirs de sept lits, assez spacieux mais bien tenus. Le bureau d'inscription est fermé de 8 h 30 à 16 h et les portes closes à 22 h.

— Fostoria Valdese : Castello, 5170. Juste derrière la place Saint-Marc. Ancien palais vénitien appartenant à une congrégation religieuse. Vieilles d'aspect (c'est tout son charme) et façade recouverte de glycine. Du Campo Santa-Maria-Formosa, prendre la calle Lunga Santa-Maria-Formosa. On est accueilli par un brave homme qui adore bavarder en français. Bureau ouvert de 11 h à 13 h et de 18 h à 20 h. Chambres simples, doubles ou petits dortoirs.

— Domus Civica : San Polo, 3082. Tél. : (041) 213-32. A l'est de la piazzale di Roma, à 5 mn à pied de la gare principale. Femmes uniquement. Immeuble cossu du siècle dernier mais intérieur assez triste. Tenu par des religieuses.

● Quelques couvents à Rome :

— Sœurs oblats de l'Assomption : via Andrea-Doria, 42. Tél. : (06) 311-1111. Magnifiquement situé à proximité du Vatican. Merveilleux un peu pinces mais chambres très propres. La porte ferme à 22 h 30 tapantes.

— Couvent des Sœurs Elisabetta : via dell'Olmata, 9. Confortable. Femmes acceptées. Ph. G.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

L'AVEYRON AU SOLEIL**
Pension complète TTC à partir de 110 F (boissons comp.). Campagne, terrasses, calme, promenade, pêche, piscine TV, parking.
Ecr. pour recevoir des. Hôtel CAMAYON, 12300 ST-SERNIN - Tél. 05-99-40-26

Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER
LE VICTORIA**
80 chambres SDB/WC
Pension - 1/2 pension - sélect.
Jardin. Ascenseurs. 2 salons TV - Bar. Tél. (93) 01-02-20. Téléc 470303 F.

06500 MENTON

HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-66-66
Prie mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

PASSEZ L'HIVER AU SOLEIL

L'HOTEL-VILLA NEW-YORK**
dominant la baie de Garavan, à 100 m. des plages et du port. Cadre romantique. Chambres conf. bain, douche, w.c., TV, coul., air direct. Parc exotique. Parc clos. Cala. du patron. FORFAIT HIVER à partir de 1.150 F (7 jrs à 4 nuits en 1/2 pers.). Doc. à rêver. 93-35-78-69. Av. R. Mazzini, « Logis de France ».

06000 NICE

HOTEL GOUNOD***
3, rue Gounod - 93-88-26-20
Grand confort, tranquille, central, prix mer, garage.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER

L'HOTEL LE VERSAILLES***
dans un cadre privilégié, terrasse dominant la mer.
7 jours/7 nuits en demi-pension : 1.680 F/pers., de Noël à Pâques et conditions spéciales en janvier et séjour de 4 jours.
Tél. : 93-81-89-56

Montagne

05480 RISTOLAS (Hautes-Alpes)
HOTEL LES ETERIOUS***
8 chambres. Cuisine familiale. Accueil chaleureux. Skiez soleil dans le Queyras. Ti comp. Alpin 1.900 F - Fond 1.550 F. Disponibilités très périodes.
Tél. : 93-45-76-67

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : 92-45-82-08
Ch. et duplex avec cuisine 2 à 6 pers. Piste fond. Janv. à partir 450 F pers./sem.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 51200 EPERNAY. Tél. 26-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1982 à 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (89) 47-12-94
Louis Modrin, viticulteur, 71580 Mercurey.

LES plus économes, les plus craintifs ou les moins pressés opteront pour le train : 890 F A/R en deuxième classe, 1.412 F première classe, 1.422 F le supplément couchette. Les plus raffinés gagneront par l'Orient-Express via Zurich : Innsbruck pour 4.800 F, compris, jusqu'au 10 avril.

Côté avion, Air France et Alitalia proposent un vol A/R à 1.690 F (1.390 F jusqu'au 28 février). Nouvelles Frontières invite à rallier Vérone en avion puis Venise en train pour 1.100 F A/R et propose des vols directs sur Venise pour 1.540 F avec une réduction de 300 F en janvier et février.

Pour ce qui est des forfaits, Intermzzo propose deux nuits d'hôtel à partir de 2.185 F et une semaine à partir de 3.300 F avec réduction de 300 F en janvier et février. CIT Evasion, des week-ends train ou avion plus deux nuits à partir de 985 F et 1.970 F. Donatello, un week-end avion plus deux nuits au Danelli à 3.160 F (moins 300 F en janvier et février) ou un combiné Orient-Express plus deux nuits avec retour en avion pour 4.500 F. Tourisme/SNCF, une formule train plus trois nuits (standard) à partir de 1.516 F et deux jours, avion plus une nuit (première catégorie) à partir de 2.270 F. Nouvelles Frontières, avec ses vols, un forfait à trois nuits à partir de 360 F.

A signaler enfin, parmi les week-ends en Europe proposés par Jet Tours, un forfait trois jours/deux nuits dans un quatre étoiles (chambre à petit déjeuner) avec transport en avion pour 2.250 F jusqu'au 24 janvier, 2.550 F du 31 janvier au 7 février, 2.250 F du 14 au 21 février, 2.310 F du 28 février au 14 mars et 3.110 F du 21 au 28 mars.

Pour y vivre le carnaval

Plusieurs voyageurs proposent, pour cette occasion, des programmes spéciaux. Nouvelles Frontières (en avion et avec un accompagnateur) du 5 au 11 février (2.200 F) ou du 6 au 12 février (2.270 F). CIT Evasion du 7 au 13 février à partir de 2.750 F (en train) et de 5.150 F (en avion). Tourisme/SNCF, du 5 au 10 février (train-couchettes) pour 2.670 F. Donatello (train et six nuits) à partir de 2.030 F ou en avion, à partir de 2.960 F. Eden-Voyages, du 5 au 10 ou du 8 au 13 pour 2.295 F (en train-couchettes) ou 2.270 F en avion. Arcus, du 31 janvier au 4 février pour 5.250 F, comprenant l'avion, l'hébergement en catégorie supérieure en demi-pension, les visites et un bal masqué au palais Dario. A signaler également Clio, les amis de l'histoire, du 7 au 11 février, Intermzzo et Vacances pour tous.

Pour s'y loger

El Toula à Paderno-di-Ponzano près d'Asolo (Trévise). Tél. : (0422) 96023/9611. Un cadre raffiné pour une nuit ou deux. L'auberge choisie par la chaîne des Châteaux-Hôtels de l'hospitalité des grandes villas de la campagne vénitienne.

Al Teatro, à Venise. 1916 San-Marco, Campo San-Fantini. Tél. : 5221052. L'établissement préféré de Paul Morand. Et certainement le meilleur endroit pour finir une soirée musicale à la Fenice, à deux pas.

Al Grasso di Ua, à Venise. 5011 San-Marco, calle dei Bombastieri. Tél. : (52) 700150/311111. La campagne à la ville. Les propriétaires ont su garder l'atmosphère des auberges provinciales. On y trouve toutes les spécialités régionales.

La Trattoria Agnolotti, à Giarola del Montello (Trévise). Tél. : (0422) 876009. Une auberge rurale sur la route des vins.

RÉSIDENCES

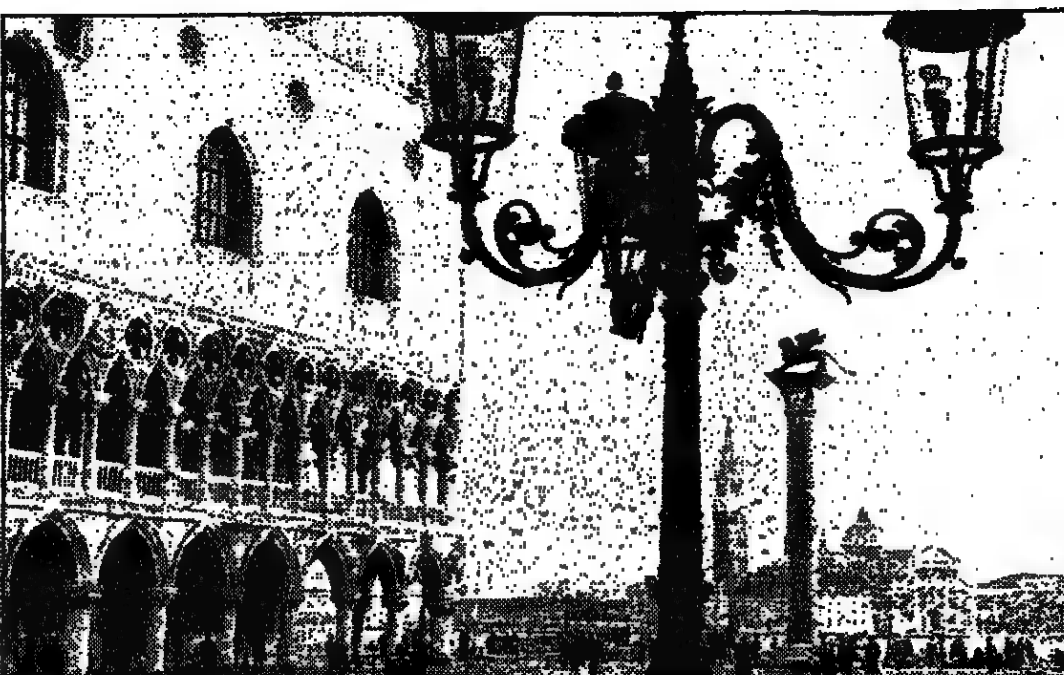
STATION DE SKI ALPIN, FOND
Locations tous types. Tarifs avantageux.
Ag. Nicolas CHAILLOL 1600 Y. 92-58-48-45.
65260 SAINT-MICHEL-DE-CHAILLOL.

COTE D'AZUR
Mer 600 m. Petits Studios. Parking. Psc. 2 pers. 1.100 F/sem., 2 sem. 1.715 F, 4 sem. 2.770 F (af vac. scol.). Promotion du 15 au 25/1 - 5%.

BO SOLEIL
153, boul. Kennedy, 06600 ANTIBES.
Tél. 93-51-52-51

Cap sur les gondoles

Trousseau de clefs pour la cité des Doges.



un décor grandiose. Les chambres et le jardin envahi de rosiers offrent une vue unique sur la ville et les collines.

Hôtel Metropole, Venise. Riva degli Schiavoni 4149. Tél. : 705044. Directement sur la lagune. Aussi bien que le Danelli dont il est voisin, mais moins snob. Discret et efficace.

Mari Guerrini, Venise. Lista di Spagna 265. Tél. : (7) 15333. Pas cher mais bien tenu. Un hôtel calme au fond d'une rue dans le quartier de la gare ferroviaire.

Pour s'y restaurer

All'Antica Torre, Da Re, Trévise. via Inferiore 35. Tél. : (0422) 53-694. Restaurant traditionnel italien où l'on propose des plats typiques de la cuisine trévise. Ne pas oublier de déguster les vins de la région, car l'établissement fait aussi office de bistro à vins, ce que les Italiens baptisent un peu pompeusement enoteca.

Tajer d'Oro, à Chiarano (près de Trévise). via Roma. Tél. : (0422) 746392. Ennio Giacomazzi a fait de son établissement l'un des meilleurs restaurants de poisson de la région. Chaque soir, l'endroit est pris d'assaut par ceux que Trévise compte de connaisseurs. Réservation indispensable.

Harry's Bar, à Venise. 1323 San-Marco. Tél. : (52) 85331/5236797. Imposable de venir à Venise sans pousser la porte du restaurant rendu célèbre par Hemingway. Malgré sa réputation, l'endroit demeure l'une des meilleures tables de la ville. Les jours d'affluence, il est conseillé de se repérer sur la salle du premier étage. On y est moins bousculé, et la vue sur la Salute et sur San Giorgio Maggiore aide à faire avaler l'addition.

Al Teatro, à Venise. 1916 San-Marco, Campo San-Fantini. Tél. : 5221052. L'établissement préféré de Paul Morand. Et certainement le meilleur endroit pour finir une soirée musicale à la Fenice, à deux pas.

Al Grasso di Ua, à Venise. 5011 San-Marco, calle dei Bombastieri. Tél. : (52) 700150/311111. La campagne à la ville. Les propriétaires ont su garder l'atmosphère des auberges provinciales. On y trouve toutes les spécialités régionales.

La Trattoria Agnolotti, à Giarola del Montello (Trévise). Tél. : (0422) 876009. Une auberge rurale sur la route des vins.

Adresses utiles

Office du tourisme italien, 23, rue de la Paix, 75001 Paris. Tél. : 42-68-68-68.

Air France, 119, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 42-89-22-22.

Alitalia, 140, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 42-56-66-33.

Orient-Express, 11, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-36-28.

Intermzzo, les agences de voyages.

CIT Evasion, 3, boulevard des Capucines, 75008 Paris. Tél. : 42-36-00-00.

Donatello, 11, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 42-33-24-82.

Tourisme SNCF, 16, boulevard des Capucines, 75008 Paris. Tél. : 43-21-49-44.

Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 42-73-25-25.

Tours, dans les agences de voyages. Air France ou au 19, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 47-05-01-95.

Eden-Voyages, 11, rue Molère, 75002 Paris. Tél. : 42-86-21-37.

Arcus, 62, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 42-33-24-82.

Clio, 40, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 47-34-38-63.

pour tous, 21, rue Saint-Fargeau, 75009 Paris. Tél. : 43-58-86-86.

PHILATÉLIE n° 1931

Le professeur Alfred Kastler...

...ne figurera pas dans la série des « personnalités célèbres ». En effet, la « notice » de l'effigie du physicien, la famille Kastler a demandé le retrait pur et simple du timbre déjà imprimé, en feuille et en carnet.

C'est un coup dans les deux cas. La série sera ainsi réduite à cinq timbres, imprimés en feuille. Et, le carnet réimprimé avec cinq timbres se tenant, la sixième sera remplacée, au début du carnet, par une vignette avec « guillemets ».

Souhaitons que, mises à part les pièces réservées pour le Musée, tous les timbres soient distribués, et surtout qu'il n'y ait pas de fuite vers le commerce.

L'émission étant prévue pour le 22 février, nous donnerons prochainement les détails sur la série.

Compléments au programme...

— pour 1986. — Les émissions de l'année ont à peine débuté qu'on nous annonce déjà « compléments au programme » de sept timbres.

● « Artistique ». — Œuvres d'Alberto Magnelli et Pierre Soulages.

● Commémoratif et divers. — Cinquantenaire de la création du Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes : championnats du monde de volley-ball ; bi-centenaire de la première

au Mont-Blanc ; Pierre L'Et (1895-1977) : cinquantenaire de la cinématographie française.

Le programme 1986, annoncé le 22 juin 1985, comportait trente-huit timbres.

Le Festival des parcs...

...sur Paris. C'est l'impression qu'on éprouve. En effet, l'inscription juste au-dessus de la mention « République française » nous apprend qu'il s'agit, tout honnêtement, de... « Carnaval - Venise à Paris ».

Pourtant, tout laisse croire, plutôt, à des parades massives sur la capitale.

Nos lecteurs vont encore s'interroger : « Qui est responsable, qui a initié les artistes ? » (1).

Nous déplorons qu'un sujet plaisant comme le « Carnaval - Venise à Paris » s'exprime par l'image d'un futur champ de bataille ! Existe-t-il des maquettes ?

oui, qu'on nous les envoie à la fois ! Pour voir si nous nous raison ou si nous imposons (1) notre point de vue personnel !

La sortie du timbre est prévue pour le 10 février en « P.J. », nous y reviendrons.

(1) Voir « Le Monde Loisirs », du 14 octobre 1985, page IX.

● RETRAITS : les six timbres, avec surtaxe, de la série des « Personnalités célèbres » seront retirés de la vente le 14 février, R. Rolland, J.-P. Sarra, J. Roumain à 1,70 + 0,40 F et F. Mauriac, V. Hugo, R. Dorgères à 2,10 + 0,50 F, ainsi que le 818 F, tiré à la Cathédrale de Strasbourg.

● ALGÉRIE : série des « Altes touristiques », 0,80 DA, Chetabli ; 2,00 DA, El Menia ; 2,40 DA, Bouzoua.

● MICRONÉSIE : bicentenaire de la naissance de J.-J. Audubon, quatre timbres de 1 cent et un de 44 cents, sur divers oiseaux.

ADALBERT VITALYOS.

Alpes suisses

Votre lien de rencontre hivernal

CHATEL D'OXEY

Office du Tourisme CH - 1837 Châtillon d'Oxey
Tél. : 194

Diablerets

Office du Tourisme CH - 1865 Les Dablersets
1941/25/53 13 58

VILLARS

CH - 1094 Villars
Tél. 1941-25-35 32 32
Téléc. 456 200 tous ch

LEysin

Office du Tourisme
CH - 1854 Leysin
Tél. : 1941-25-34 22 44
Téléc. 456 166

OFFICE NATIONAL

du TOURISME, 11 bd. rue Scribe, F-75 009 Paris.
Tél. 01/47 45 45

A bout de souffle

Au rendez-vous de la chasse et des armes, le retour de la sarbacane.

Le troisième Salon international de la chasse, de l'arme et du tir ouvre ses stands vendredi 24 janvier à la porte de Versailles (1). Cent cinquante exposants seront présents à cette manifestation. Ils offriront à la curiosité des visiteurs les dernières nouveautés de la panoplie du parfait chasseur : de l'armement de tir de précision. Des destinations touristiques enfin proposées aux chasseurs pour leur permettre, le temps d'un week-end, d'un séjour plus long, de s'adonner à leur plaisir favori.

Parmi les innovations de ce Salon, on distingue « le village des animaliers » où sont exposées des aquarelles, peintures, gravures, sculptures inspirées par la nature et la chasse. Le « coin des inventeurs », lui, les meilleurs « trucs » et inventions imaginés et mis au point pour mieux tirer ou mieux chasser. Sans oublier le rendez-vous des fanatiques de la cartouche.

Rappelons que la France compte aujourd'hui près de dix millions de chasseurs et un peu plus de cent vingt-six mille tireurs licenciés. On comprend mieux, ainsi, que les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Hongrie et l'URSS, grands producteurs d'armes de chasse, soient présents à ce Salon.

À côté des fusils, pistolets, carabines, arbalètes, lance-billes et autres revolvers, la grande surprise du Salon, c'est l'arrivée, plutôt le retour, d'une arme plus que millénaire : la sarbacane. Est-ce d'ailleurs une arme véritable,



ou un bel objet ? La question peut se poser, au même titre que pour un arc ou un boomerang...

Cet « intrument à vent » étonne en effet beaucoup, de prime abord. Comme le remarque le peintre Henri Rey, amateur averti d'art et d'armes, « la sarbacane requiert exactement le même coup de langue » que la trom-

pette. Dans les deux cas, il faut provoquer une arrivée d'air très brutale ».

La sarbacane possède d'autres qualités, qui expliquent son succès au premier plan. D'abord, c'est une arme précise. On la tient au bout de la bouche, qui sert de viseur, avec les yeux, un triangle isocèle. Cette arme, des deux yeux, unique en matière de tir, donne

des résultats époustouflants. Un débutant peut espérer raisonnablement, au bout d'une demi-heure, grouper à 10 mètres une cible dans l'espace d'une cible à jouer ! A condition d'avoir de bons poudrons et de bonnes joues, la sarbacane reste précise jusqu'à une trentaine de mètres.

Cette précision est due à la longueur de l'instrument, qui varie

entre 75 cm et 1,50 m. Les flèches, d'un diamètre de 8 à 10 millimètres, sont formées à l'arrière d'un tube de plastique qui joue le rôle d'empennage et, à l'avant, d'une pointe en acier. Ce sport, qui est le premier championnat de France vient d'avoir lieu à qui s'est déroulé partout dans le monde, est une activité de tir à la fois onéreuse. Une sarbacane coûte entre 100 et 300 F et, pour 20 F, on dispose de six flèches, réutilisables pratiquement à l'infini.

A côté de cette arme insolite, les arcs Barnett exposés sur le stand PS 001/002 paraissent

presque classiques, malgré les excoissances étranges dont les progrès technologiques. Ils constituent pourtant une petite révolution dans ce milieu plutôt traditionaliste : l'entrée de cette firme britannique au sein de l'aristocratie de l'archerie, où, jusqu'à présent, l'américain Hoyt et le japonais Yamaha tenaient le haut du pavé. Le Barnett se limite toutefois à l'arc compound, c'est-à-dire l'arc à poulies qui permet de multiplier l'effort, de viser mieux et d'imprimer à la flèche une accélération plus progressive. Le compound, en résumé, permet, à force physique égale, de tirer un arc plus puissant. Or, plus un arc est puissant, plus il pardonne les erreurs.

Ces arcs « haut de gamme », adaptables sur mesure en quarante-huit heures, et à des prix abordables (de 1 000 F à 3 000 F pour le modèle de compétition), devraient favoriser la pratique d'un sport qui depuis quelques années connaît un renouveau.

MICHEL DROULHOLE.

(1) Salon international de la chasse, de l'arme et du tir. Du 24 au 28 janvier, Parc des expositions, porte de Versailles. Prix d'entrée : 55 F. Le lundi 27 et le mardi 28 janvier sont réservés aux professionnels.

● Rémises aux Fédérations interdépartementales des chasseurs de Paris, onze associations spécialisées dans les différents types de chasse : tir, chasse à l'arc, etc. Elles ont organisé, pendant la période du Salon, un centre d'information sur la chasse et l'environnement.

En appelant le 45-30-49-92, il sera ainsi possible de se renseigner sur tout problème de législation, d'équipement ou de technique de chasse. Ce service fonctionnera le vendredi 24 janvier de 15 heures à 20 heures, le samedi 25 et dimanche 26, de 9 heures à 19 heures ou en se rendant directement sur le stand C 35 dans le hall 7.

Canons d'orfèvre

Douze mois pour ciseler un Browning.

LORSQU'IL s'assemblent les bouts de bois qui ont composé Pinocchio, le bon Gépétto, l'ébéniste de la fable, devait être aussi amoureux de son travail que ce vieil ouvrier belge qui finit sa journée à un atelier de la banlieue liégeoise.

Il est fascinant, le bougre. A l'air du ventru, sur un établi s'amoncellent gouges, limes, poinçons, de toutes tailles et de toutes formes. Les plus étranges sont cet étalage d'outils dont certains feraient la joie d'un procureur s'accumulent encore toutes sortes de papiers de verre, les chiffons, d'objets sans nom façonnés pour l'usage exclusif de leur propriétaire.

Dans ses gros doigts noircis par la poussière, il manipule des pièces métalliques comme de la porcelaine précieuse. Après avoir longuement inspecté leurs contours, il en passe une sur une lampe à pétrole. Quand le noir de fumée recouvre entièrement cette pièce, il l'emboîte en force dans l'autre puis la retire d'un sec. Au point de friction, l'acier apparaît à nu. Le bonhomme farfouille alors dans son fourbi pour en extraire l'outil adéquat. Il commence à faire disparaître l'excroissance.

Il y a centaine d'heures peut-être la bascule du fusil qu'il est train de confectionner jouera parfaitement sans qu'il y ait plus d'un millième de millimètre entre les deux blocs d'acier. Et dans une douzaine de mois l'arme sera prête à être livrée à son propriétaire, après que chaque pièce aura été traitée avec le même soin, en chaque point de la chaîne d'assemblage. Jusqu'à l'atelier de gravure fine où des fils d'or seront incrustés dans les cisèlements cynétiques.

Tel est le cérémonial, presque surréaliste à l'époque de la robotique, qui entoure la fabrication d'une carabine qui sera bientôt un objet de collection plus qu'un engin de mort. Les Beretta italiens, les Purdey anglais, les Ploton Barrett français, ou les Remington américains, les Browning haut de gamme sont des armes et un peu plus que des armes, des objets de luxe que les amateurs convoitent comme les bibliophiles convoitent des éditions originales.



Mais les raisons pour lesquelles les ouvriers belges, héritiers d'antiques traditions artisanales, peaufinent des armes imaginées au début du siècle sont un mormon américain ne sont pas banales. John Moses Browning n'était d'ailleurs pas un personnage ordinaire. Dans l'Amérique de la conquête de l'Ouest, le gamin était déjà un bricoleur de génie.

Il savait tout réparer dans la maison de ses parents, et ses dons firent rapidement merveille dans l'atelier de son père, qui récupérait les pétroliers des chercheurs d'or et des coureurs de prairie. A treize ans, il fabriqua entièrement sa propre carabine. Ce fut lorsqu'il eut une trentaine d'années qu'il inventa une carabine à répétition à levier. Mais son atelier d'Ogden, dans l'Utah, était trop modeste pour la commercialiser. Il céda donc le brevet à la firme Winchester, sous la marque de laquelle elle deviendra la carabine la plus célèbre de l'Ouest.

John Moses Browning eut beaucoup d'autres inventions de même nature à son compte : car-

bines automatiques, mitrailleuses, pistolets... Il inventa à un rythme effréné soutenu que les fabricants américains n'arriveront plus à suivre la cadence. Ils achetaient ses brevets mais ne les produisaient pas. Alors qu'il venait de concevoir le premier pistolet automatique 7,65 en 1897, John Moses Browning rencontra dans les bureaux de Colt, auquel il proposait son dessin, un représentant de la Fabrique nationale de Belgique. Cette rencontre recouvrait en fait un groupe d'armuriers liégeois qui s'étaient constitués quelques années auparavant en société pour assurer une très grosse commande de fusils de guerre Mauser.

Ils cherchaient de nouveaux débouchés. L'accord fut rapidement conclu : en 1897 sortaient des ateliers Stahl les premiers pistolets automatiques qui établirent la renommée mondiale de Browning. Puis, en 1912, c'était un fusil de chasse automatique à cinq coups qu'imagina le prolifique John Moses Browning. A l'époque des transatlantiques, il franchisait soixante et une fois l'océan

pour se rendre en Belgique, où il mourut en 1921. Plus de cinquante ans après sa mort, les croquis qu'il avait laissés servent encore à produire des armes nouvelles.

Longtemps la société Browning des États-Unis, dont le siège est dans l'Utah, et la Fabrique nationale vont fournir aux armées et aux forces armées de grande qualité. Les deux sociétés prospérèrent parallèlement jusqu'en 1977. Cette année-là, la Fabrique nationale lança une OPA pour devenir l'actionnaire majoritaire de Browning, dans la marque allait s'imposer l'ensemble des activités militaires et aéronautiques.

Y compris dans la banlieue liégeoise de vieux ouvriers flamands continuent de façonner des armes de précision pour le plus grand plaisir des collectionneurs.

ALAIN GIRAUDO.

New York
vol direct de Paris
TARIFS EN BAISSÉ

aller
retour **F. 2990**
(sauf Ex 14/90 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR.

Washington (own) F. 3190
Chicago F. 3490
Detroit F. 3490
Orlando/Florida* F. 3890

A compter de 10 personnes,
tarifs spéciaux. Consultez-nous.
Acheminement SNCF compris
de Paris et de l'Est de la France.
(*) service de bus en Floride.

★★★★★★★★

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

Victoria-Laubhorn Wengen Berner Oberland

Au centre de Wengen, hôtel de famille de 1^{er} ordre, totalement rénové. Séjour agréable garanti, grand confort, cuisine, sauna, bar et café-restaurant. Chambres avec bain/WC, téléphone, radio, descente-poussoir, moquette aux pieds, chauffage central, etc. Tarif plein 120.-, demi-pension 140.-, petit déjeuner 10.-, buffet 15.-, etc. Arrangements de séjour avantageux : demi-pension, bain/WC, chauffage central, etc. Réservation pour 22 personnes max. à partir de 100.-, 100.-/77 jours ou plus à partir de 120.- pour 14 jours.

Hôtel Victoria-Laubhorn
CH-3623 Wengen, Tél. 1 041/36/88 51 51, Tél. 023 232, Fax S. + H. Costello

ant

Spécial

DOM-TOM
9 destinations
9 façons de faire la fête

Info-Vacances
Un service permanent de conseils pour vos vacances en France.

Tél. : 42.60.37.38

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE
8, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

SAHARA PASSION
Des escapades inoubliables de dunes en camions à pied, souvent en 4x4 parties.

NOMADE
Brochure à 30.-, av. des Ternes - 75017 PARIS
Téléphone : 42-29-06-50 (17 h - 20 h)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

هكذا من الأصل

Mercredi

22 janvier

7.15 Régie Française d'Espace (RFE) ; 10.15 ANTIOPE 1 ; 10.45 Salut les petits loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Vitamine (dessins animés, feuilletons, variétés...)

16.05 Série : La petite maison dans la prairie.

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Bilet doux.

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.30 Loto sportif.

19.40 Cocoricocoboy.

19.53 Tirage du Tac-O-Tac.

20.00 Journal.

20.40 **Série : La guerre du cochon.**
Scénario de J. L'Etienne et G. Chouchan, réal. G. Chouchan. Avec B. Fresson, G. Goupil, H. Labourié.
Deuxième épisode : suite d'une chronique folle autour du pété pur porc. Les héros, Julien La Rouzic, fabricant émérite de charcuterie bretonne en butte aux éleveurs locaux, aux surfaces, à sa famille...

21.40 **Football : Lille - Paris-Saint-Germain.**

23.15 Performances.
Magazine de l'actualité de M. Cardozo.
A. Tardi, de pied en cap (en avant-première du film de J. Angoulême, le dessinateur Tardi s'est prêt au jeu des portraits). Jeux de rôles (qui sont ces jeunes déguisés en chevaliers moyenâgeux ?) : Entretien avec le doyen du collège de France, Georges Dumezil ; les joupies (les nouveaux conseils en entreprise).

23.45 Journal.

0.00 C'est à lire.

Jeudi

23 janvier

11.15 ANTIOPE 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dallas.

14.35 Reprise : les animaux du monde.
Les éléphants de Sri-Lanka.

15.05 A votre service.

15.25 Quarté en direct de V. M.

15.35 A cœur ou à raison.
L'âme des poètes. Le Poulain. (Redif.)

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Marion (redif.).

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.35 **Questions à domicile : Jack Lang.**
Emission de P.-L. Séguillon, A. Sicaud et A. Tarta.
M. Jack Lang, ministre de la culture, répondra aux questions des journalistes en direct de son appartement de la place des Vosges. La cinquième chaîne, les émissions de la Bibliothèque nationale, la galerie Colbert inaugurée, sans évoquer d'autres sujets.

21.50 **Série : Columbo.**
Le témoin d'un meurtre, Helen Stewart revient sur ses affirmations. Le meurtre de l'inspecteur se complique.

23.05 Journal.

23.20 Automobile.
En direct du col de Turin, le rallye de Monte-Carlo.

Vendredi

24 janvier

10.15 ANTIOPE 1 ; 10.45 La Une chez vous ; 10.55 Ské, en direct de Megève, Coupe du monde féminine ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dallas.

14.35 Temps libres à... la BD (et à 16 h 25).
L'émission de parodies en direct du Salon de la bande dessinée à Angoulême.

16.00 **Série : Au nom du loi.**

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Marion (redif.).

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.35 **Le jeu de la vérité : Michel Piccoli.**
Michel Piccoli a joué avec nous le comédien sans doute des surprises.

22.00 **Téléfilm : l'Ombre des bateaux sur la ville.**
De J. Krier, avec J. Franval, T. Trani, A. Moya...
Des coups de feu ont été tirés vers la ville. On a vu un jeune homme armé grimper dans le pont basculant du port. C'est Max, (qui a tiré le chien Bibiche), maintenant...
On essaye de lui parler, de le calmer, son père, sa mère. En arrière-plan, les couches successives des secrets qui ont motivé la démarche de Max.

23.10 Journal.

23.30 Ouvert la nuit.
Emission de G. Foucaud.
TSF ou télévision sans frontières.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Cinéma : la Taverne de la Nouvelle-Orléans.
Film de William Marshall.

15.40 Récité A2.
Les Schtroumpfs ; les Poupées ; Clémentine ; Filip Bouc.

17.00 Magazine : Terre des bêtes.
Haro sur le renard d'Australie ; les crapauds.

17.30 Super Placine.
Avec Citizen's ; Club Robin ; Elégance ; Francis Cabrel ; Karina and the Waves ; ...

18.00 **Série : Anna et le roi.**

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 D'accord pas d'accord (INC).

19.40 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.35 **L'heure de vérité : Georges Marchais.**
Magazine de F.-H. de Vries.
Le secrétaire général du PCF répond aux questions de F.-H. de Vries, A. Duhamel, A. du Roy et à celles des téléspectateurs. Tenez-vous, condamnés !

21.55 **Le dossier d'Alain Decaux : Ibn Secoud, ou l'épopée du désert.**
Pour évoquer le destin fabuleux du fondateur de l'Arabie moderne, l'histoire du petit émirat est allée sur place : de la ville de Dax à celle de Ryad, en passant par le désert, où grandit Ibn Secoud, né dans le dénuement, et devenu l'un des hommes les plus riches du monde.

23.10 Journal.

23.30 Bonsoir les clips.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Aujourd'hui la vie.
Chicane et équilibre : les quêtes publiques.

15.00 Feuilleton : Chateaufort.

16.00 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récité A2.
Image Imagina ; Mes mains ont la parole ; Latulu et Lireli ; Téléchat ; Les mondes engloutis.

18.00 **Série : Ma sorcière bien-aimée.**
Reprise d'un feuilleton américain diffusé en 1979.

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

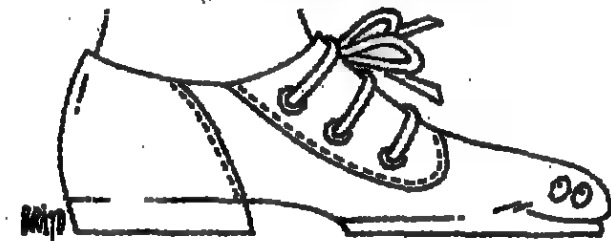
20.30 D'accord, pas d'accord (INC).

20.35 **Cinéma : le Grand Blond avec une chaussure noire.**
Film d'Yves Robert. Cycle cinéma pour rire.

22.15 Magazine : Actions.
De M. Honorin, F.-H. de Vries et G. ...
Parlons d'argent : le fisc préfère-t-il les concubins ou les couples mariés ? Titres en jeu : les investisseurs boursiers ; soup de pouce... à l'inventeur d'un nouveau répertoire insubmersible. L'accord d'entreprise de la nuit.

23.20 Journal.

23.45 Bonsoir les clips.



12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Aujourd'hui la vie.
Femmes flics. On revient aujourd'hui sur une soixante-dixième épisode : les dix ans de ce siècle, au Sahara, les mouvements de Charles Sagan, soldat exemplaire, homme du désert et symbole du héros prisonnier de son destin. Une version révisée et légèrement différente du film d'aventures à grand spectacle qui fut l'un des succès de l'époque.

15.00 Feuilleton : Chateaufort.

16.00 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récité A2.
Super clip : Latulu et Lireli ; Téléchat ; Shera.

18.00 **Série : Ma sorcière bien-aimée.**

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.30 Loto sportif.

20.35 **Série : Fort Saganne.**
D'après le roman de L. Gardel, réal. A. Corneau. Avec G. Depardieu, P. Noiret, C. ...
Troisième épisode : les dix ans de ce siècle, au Sahara, les mouvements de Charles Sagan, soldat exemplaire, homme du désert et symbole du héros prisonnier de son destin. Une version révisée et légèrement différente du film d'aventures à grand spectacle qui fut l'un des succès de l'époque.

21.30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. ...
Sur le thème « les années de l'amour », sont invités : ... (Louis Labé), Patrick Grainville (le Paradis des orages), Raula Järvi (Frida Kahlo), François Nourissier (la Fête des pères : l'Eau grise), et Robert M. ... (le pour : le Journal particulier - de Paul Léautaud et « Enlaidissements » avec P. Léautaud).

23.45 Journal.

23.55 **Ciné-club : Rio Bravo.**
Film de Howard Hawks (cycle western).

ANTENNE

2

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Fraggie rock ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

18.55 Dessin animé : les Errecochets.

19.00 Les jeux.

19.15 Variétés : les totems du Baccarat.
de J.-L. Fournier.
Avec Sophie Marceau, Jean-Pierre L  aud, les ...
Bard, Anne Pigalle, Jean-Louis Mahj  n...

21.35 Thalassa.
Magazine de la mer de Georges Peronn  .
Super-classes : une nouvelle forme de découverte, les classes de mer.

22.15 Journal.

22.40 **Cinéma : l'Homme blessé.**
Film de Patrice Chéreau.
0.25 Prélude à la nuit.
Musique ancienne, par les Cambridge Buskers.

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Edgar le détective cambrieur ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

18.55 Dessin animé : les Errecochets.

19.00 Les jeux.

19.15 **Cinéma : A nos amours.**
Film de Maurice Pialat.

22.15 Journal.

22.35 **Petite histoire, grande ...**
Série de Gérard Mottreux. Réal. : Fred de Waele.
Une série de ... par ... l'histoire ...
familles - belge, ... et française - de 1935 à 1945.
Ce n'est pas une rétrospective de grands   v  nements ...
tranches ... Étonnamment ressemblantes malgré ...
frontières.

23.15 Prélude à la nuit.
Extraits de Roméo et Juliette, de Prokofiev, par ...
Rudy, piano.

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Errecochets.

20.00 Les jeux de 20 heures.

20.15 Découverte : les totems du Baccarat (INC).

20.30 Découverte : les totems du Baccarat (INC).

20.35 **Vendredi : Face à la 3.**
Emission politique par Genev  ve Gaudeney, André Campana, Christian Dauriac et J.-L. ...
M. Raymond Barre, ancien premier ministre, en direct de Lyon. La r  vol   ! On l'a vu, il y a moins d'une semaine, il s'agit de Sept.

21.35 Quelques mots pour le dire.
Emission de la ... r  diateur.

22.15 **Série : Les grands balais de Martinique.**
D'après le roman de Raymond ...
Shannon s'est retrouvé avec sa voiture au fond d'un ravin. Un meurtre ?

22.35 Journal.

22.55 **Prélude à la nuit.**
Musique ancienne, par David Northington.

FRANCE
RÉGIONS

3

   RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, le Fils de Caroline chérie, film de J. Devaivre.

   TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, la Ma  ressse-Femme, film de R. Nelson et V. Sherman ; 22 h 40, Sky track.

   RTB, 20 h 4, Magazine : C'est à voir ; 21 h, Série : Miami Vice ; 21 h 45, Coup de film ; 21 h 55, Cargo de nuit.

   RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Série : Les enfants de septembre ; 20 h 30, Caméra sport.

   TSR, 20 h 10, Agora : le tabagisme.

   RTL, 20 h, Le petit docteur ; 21 h, le Procès, film d'O. Welles.

   TMC, 20 h, Les ... Cl  mences ; 20 h 25, Série : Max la menace ; 21 h : Antille, le f  tu de Dieu, film de P. François ; 23 h 15, ... Rallye de Monte-Carlo (en direct).

   RTB, 20 h 5, Autant savoir ; le feu    l'  cole ; 20 h 30, Pour la peau d'un flic, film de A. Delon ; 22 h 20, Le monde du cinéma.

   RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Histoire : la collaboration.

   TSR, 20 h 10, Temps présent : paradis pour tous ; 21 h 15, Série : Dynastie ; 22 h 20 : Nocturne : Heimat.

   RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Hill Street Blues ; 22 h 5, l'  cole, ras-le-bol, film de S. Narizzano.

   TMC, 20 h, Série : Espion m  d  le ; 21 h, Téléfilm : Scandale à la une ; 22 h 50, Film de la nuit : Police puissance 7, film de P. d'Antoni.

   RTB, 20 h 10, Feuilleton : Shogun ; 21 h, Grand Ecran (Philippe No  re) : Un nuage entre les dents, film de M. Pico.

   RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Elémentaire, mon cher Einstein ; 21 h, Ecritures ; 21 30, Vid  graphie.

   TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, Les Comancheros, film de M. Curtiz ; 22 h 25 : Les visiteurs du soir : Paul Garbani ; 23 h 10, Gainsbourg on the beat.

Ah, les tagliatelles de Salvatore !

<p>AUVERGNATES</p> <p>ARTOIS ISIDORE ROUZÉROL, 13, r. d'Artois, 43-25-01-16 / F.sam.-dim.</p> <p>BISTROTS À VINS</p> <p>JACQUES MOLACI 42, r. Léon-Prost, 11. F.dim. lundi. Nost. mardi, jeudi. 43-29-52-72</p> <p>BOURGIGNONNES</p> <p>CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 43-48-41/174. F., sam., dim. Caisse temporelle.</p> <p>BRETONNES</p> <p>TY COZ, 35, r. St-Georges, 43-78-43-95. lundi.</p> <p>POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.</p> <p>Françaises TRADITIONNELLES</p> <p>RELAYS BELLEMAN, 37, r. François-P., 43-23-54-22, jusqu'à 22 h. Caisse Régime. F. jusqu'à dimanche.</p>	<p>L'AUBERGE DES DEUX SIGNES 46, rue Gai-Lacour, 43-25-01-16. 43-25-55-00-06. Places pour Lagrange. A déjeuner : menu 17 F (vin, café, s.c.).</p> <p>LYONNAISES</p> <p>LA POIX, 2, rue Clément (60). F., dim., 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux.</p> <p>SARLADAISES</p> <p>DE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 43-23-62-62. Casserole 78 F. Confit 78 F.</p> <p>SUD-OUEST</p> <p>LE PICOTÉ, 174, L. Ordane, 46-27-85-28. F. dim. Grillade Poisson, P.M.R. 130 F.</p> <p>LE REPAIRE DE CARTOUCHE 77-00-25-45. Filles de Calvaire (114). F. sam. midi, dim.</p> <p>POISSONS DE RIVIERE</p> <p>ATHANOR, 43-44-49-14, 4. Crémée, 12 F. dim. 22 h. 24 h. midi et soir. Caisse régime. CLAVENÇON : comestibles sans temporelle.</p>	<p>FRUITS DE MER ET POISSONS</p> <p>TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (129), au 1 à gare, 43-43-88-30. Poissons, grillades. Neuf heures réfrigéré.</p> <p>LA BONNE TABLE, F.sam., dim., 43, r. Félix PARLING. Spéc. POISSONS.</p> <p>BRESILIENNES</p> <p>GUY, 6, rue Mabillon, ■ 43-54-87-61.</p> <p>CHINOISES - THAILANDAISES</p> <p>DIEP, 22, r. de Pouillon, 43-56-23-96 53, rue P.-Charron, 43-63-52-76. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans spécialité Gastroscopie clinique.</p> <p>DANOISES ET SCANDINAVES</p> <p>M.C.M. du Champ-Elysées, 43-59-30-4. COPENHAGUE, 1^e étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.</p>	<p>ESPAGNOLES</p> <p>EL PICADOR, 30, rue ■■■■ 43-57-28-57 / F.samedi-mardi. Bar. 135 F.</p> <p>ETHIOPIENNES</p> <p>ENTOTO, 143, r.L.M.-Nordman, Dorowet, Beyegnetos av. l'Indjora.</p> <p>INDIENNES-PAKISTANAISES</p> <p>MABARAJAL, 72, bd St-Germain, 43-54-56-07. T.I.I. Méfaro Muebert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or 86 » de la gastronomie indienne.</p> <p>ISLAM-ARAB, 11, r. Houston, 19. 43-57-76-76. T.I.I. TANDOORI-CURRY.</p> <p>ITALIENNES</p> <p>L'APPENNINO, 61, rue Amiral- Mouches, 43-59-36-36. F./dim., lundi. EMILIE ROMAGNE.</p>	<p>MAROCAINES</p> <p>CAISSA FILO, 5, rue Ste-Barbe, 45-48-01-01. Tous les jours, 12 h à 19 h 15.</p> <p>COUSCOURS, PASTILLA, TAGINES. F. dim.-sam. Réca. à partir 17 h. Carte blanche.</p> <p>VIENTIANNAISES</p> <p>NEM, ■■■■, 66, ■■■■, 43-27-74-52. ■■■■, sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand ■■■■ grillades.</p>
--	---	--	---	--

société

ROGER KNOBELSPIESS DEVANT LES ASSISES DE L'ESSONNE

Le télégramme mystérieux était l'œuvre d'un détenu atteint de troubles mentaux

Le président de la cour a renoncé à ordonner un supplément d'information. Au moment du hold-up l'auteur du télégramme visant à innocenter Roger Knobelspiess était déjà en prison.

Six vieilles dames assassinées en moins d'un mois à Paris

La série noire continue pour les assises de Paris : deux d'entre elles ont encore été retrouvées. Le 15 et le 16 janvier, deux cinquième et sixième victimes ont été retrouvées, en moins d'un mois, les victimes du tueur — ou des tueurs — de vieillards (le Monde du 17 janvier).

Cette série de six assassinats se produit un peu plus d'un an après la série sanglante de la fin de 1984 : neuf morts dans le nord de Paris en cinq semaines.

La sixième victime est M^{lle} Françoise Vendome, une ancienne bibliothécaire du Louvre, 65 ans, résidente à la rue de la Harpe, retrouvée, jeudi matin, à son domicile, 111 rue de Charonne (12^e), un immeuble tranquille où elle vivait depuis plus de quarante ans, mais qui remontait à plusieurs jours.

Pour les nouveaux meurtres, les enquêteurs ont pu constater les mêmes rituels sadiques et la violence extrême qui caractérisait les crimes de 1984. La grande caractéristique de cette série est que les victimes ont toutes été étranglées ou étouffées soit avec des matelas, des couvertures ou même avec un sac en plastique. Pour opérer, les assassins ont également utilisé des objets trouvés dans les lieux : un miroir, un miroir, un miroir.

La mort accidentelle en 1985 de deux hommes d'affaires français. Deux cadres français de la firme Newman du Cholet ont été tués dans un accident de voiture qui s'est produit mardi dernier 14 janvier, en URSS, à l'approche de l'aéroport de France à Moscou. Michel Bazoune et Georges Gloukoviezoff ont été tués sur le coup, tandis que M. Michel Muller, employé par la même entreprise, a été grièvement blessé.

Le 15 et le 16 janvier, deux cinquième et sixième victimes ont été retrouvées, en moins d'un mois, les victimes du tueur — ou des tueurs — de vieillards (le Monde du 17 janvier).

Cette série de six assassinats se produit un peu plus d'un an après la série sanglante de la fin de 1984 : neuf morts dans le nord de Paris en cinq semaines.

La sixième victime est M^{lle} Françoise Vendome, une ancienne bibliothécaire du Louvre, 65 ans, résidente à la rue de la Harpe, retrouvée, jeudi matin, à son domicile, 111 rue de Charonne (12^e), un immeuble tranquille où elle vivait depuis plus de quarante ans, mais qui remontait à plusieurs jours.

Pour les nouveaux meurtres, les enquêteurs ont pu constater les mêmes rituels sadiques et la violence extrême qui caractérisait les crimes de 1984. La grande caractéristique de cette série est que les victimes ont toutes été étranglées ou étouffées soit avec des matelas, des couvertures ou même avec un sac en plastique. Pour opérer, les assassins ont également utilisé des objets trouvés dans les lieux : un miroir, un miroir, un miroir.

La mort accidentelle en 1985 de deux hommes d'affaires français. Deux cadres français de la firme Newman du Cholet ont été tués dans un accident de voiture qui s'est produit mardi dernier 14 janvier, en URSS, à l'approche de l'aéroport de France à Moscou. Michel Bazoune et Georges Gloukoviezoff ont été tués sur le coup, tandis que M. Michel Muller, employé par la même entreprise, a été grièvement blessé.

Pour être exceptionnel, l'inattendu, quand il arrive dans les dernières journées. Jeudi 16 janvier, au procès Roger Knobelspiess, de la parodie de la parole devait être lue aux avocats des parties civiles par l'avocat général, M. Norbert Guérin. Mais toute la journée s'est passée à attendre le moment où il convenait de donner à un télégramme adressé de Marseille au garde des sceaux (le Monde du 17 janvier) le 17 janvier. Ce télégramme, les services de la chancellerie — en l'occurrence la direction des affaires criminelles et des grâces — ont refusé de le transmettre. Ils l'avaient finalement communiqué le 15 par télécopieur au parquet d'Evry.

Le texte concernait assurément le procès en cours, et plus particulièrement Roger Knobelspiess, puisqu'il était libellé, et non en termes strictement l'orthographe : « Knobelspiess innocent. C'est moi qui les avais commis ». Suivait une signature : Moulay M.

Dès lors, que pouvait faire le président de la cour, M. Saurel, sinon, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, chercher à en savoir davantage ? Il annonça qu'il cher-

geait M. Gérard Bon, chef de l'antenne de police judiciaire d'Evry, d'essayer d'identifier l'auteur du message.

L'itinéraire pénitentiaire de Moulay

La journée a passé dans l'attente du résultat de ces recherches avec des allées et venues en coulisses, des réunions entre les magistrats de la cour et les avocats de l'affaire. Ce fut aussi le temps des rumeurs, des rumeurs et des armoiries. Allait-on vers un renvoi du procès sans un supplément d'information ? Cette éventualité, après bientôt deux semaines de débat, ne souriait nullement aux défenseurs et pas

davantage au ministère public. En revanche, du côté des magistrats de la cour, on hésitait.

Finalement, après six heures passées à attendre la semelle sur le faux marbre blanc d'une salle des pas perdus jamais bien nommée, on apprendra qu'une enquête menée depuis Evry par téléphone avait abouti à découvrir l'existence, au centre médico-psychologique de la prison des Baumettes à Marseille, d'un détenu nommé Moulay M. présumé Malik. Né le 12 juillet 1961 à Paris, il avait été arrêté et écroué à Fleury-Mérogis le 7 mars 1981. Le 23 juin 1983, la cour d'appel de Paris l'avait condamné à douze ans de réclusion criminelle pour vol qualifié. Son itinéraire pénitentiaire le conduisit d'abord au centre national d'orientation de Fresnes, le 12 décembre 1983, et, de là, à la maison centrale de Muret (Haute-Garonne), où il fut affecté à la prison de la rue de la République, le 12 avril 1984. C'est là, au centre de rééducation psychique, qu'il était affecté au centre médico-psychologique de la prison de Marseille.

La même enquête apportait une autre révélation : Malik Moulay ne s'est pas tenu à sa parole. Il a obtenu la moindre permission de sortir avant le moment de son arrestation en 1981 et les premiers jours de 1984. Autrement dit, si ce n'est pas une importance, il ne vivait bien en prison au moment où se produisait l'attaque du fourgon à Masy, le 24 mai, qui est au centre du procès d'Evry et dont l'auteur du télégramme mystérieux avait tenté d'acquiescer la paternité.

Un autre point a été établi. Un télégramme fut effectivement envoyé par un détenu des Baumettes le 17 janvier. Comme toute correspondance de détenu, il devait être visé par l'administration pénitentiaire. Le visa a été porté effectivement par le directeur de la prison des Baumettes, et le télégramme fut ainsi remis au bureau central des PTT du département de Marseille, où il fut enregistré à 8 h 45. Dès lors, il ne restait plus qu'à attendre le résultat de l'enquête sur le mobile du détenu Roger Knobelspiess, qui est bien le Moulay M., signataire

du télégramme visant à innocenter Roger Knobelspiess. Autrement dit, l'idée d'un renvoi était abandonnée.

Finalement Malik Moulay, dont le président Saurel avait demandé jeudi qu'il soit amené devant la cour d'appel de Paris, n'est pas venu. Vendredi 17 janvier comme prévu. L'avocat général a su, en effet, qu'il avait reçu une attestation des médecins du centre médico-psychologique de la prison des Baumettes selon laquelle le détenu était intransportable en raison de son état psychique. En outre, il a été produit un manuscrit de la main de l'intéressé, ce qui laisse penser qu'il était bien l'auteur du télégramme. Or à l'époque des faits il était en détention. Dans ces conditions, le procès a repris son cours normal. M. Thierry Levy a estimé cet incident « regrettable » et a demandé une information judiciaire pour l'auteur du télégramme. Mais l'information judiciaire n'a pas été ouverte.

Journée perdue ? On peut assurément en discuter. Le procès du Roger Knobelspiess a été une occasion pour le centre médico-psychologique de la prison des Baumettes d'opposer entre eux, il mérite d'être mené à son terme. Depuis neuf jours, il en a été ainsi. Roger Knobelspiess lui-même, dans un communiqué du mercredi 15 janvier, avait tenu à déclarer qu'il rendait témoignage au président Saurel « d'avoir mené les débats avec objectivité, sans jamais, à l'occasion, avoir émis quel-

J.-M. THÉOLLEVE.

LE « PARISIEN LIBÉRÉ » CONDAMNÉ POUR DIFFAMATION

Le directeur du Parisien Libéré, M. Philippe Amaury, devra verser 100 000 F de dommages et intérêts à Roger Knobelspiess en réparation de la diffamation commise à son encontre par des articles parus les 1 et 3 décembre 1984 et où se trouvait dans l'attaque du fourgon de la SPS était mentionné comme tueur.

La cour d'appel de Paris, dans un jugement rendu jeudi 16 janvier, a en outre condamné M. Amaury à 10 000 F d'amende en tant que « le journaliste s'est approprié le rôle de juge d'instruction et de la juridiction de répression (...) En relevant qu'une condamnation pénale n'est pas une preuve, il a prévenu le lecteur que le journaliste avait commis une faute en déclarant Roger Knobelspiess coupable alors qu'il n'était qu'inculpé ».

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Le général Houdet reçoit sa cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Paul Quilès, le conseil des armées du mercredi 15 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

« Terre » — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée le général de corps d'armée Farcy Houdet, commandant la 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne fédérale.

[Né le 10 mars 1917 à Mantes (Seine-et-Oise) et ancien saint-cyrien, Farcy Houdet a servi en Indochine, en Algérie, en 1972 et 1974, il commande le 1^{er} régiment de cuirassiers, en 1978, il commande l'armée nationale des sous-officiers d'active à Paris (Deux-Sèvres). En 1981, le général Houdet commande la 10^e division blindée et la 1^{re} division militaire territoriale, avant d'être nommé, en 1983, directeur du général gouverneur militaire de Strasbourg et commandant la 1^{re} armée. Le général Houdet commande la 2^e corps d'armée et les forces françaises outre-Rhin depuis juin 1984.]

Sont promus : général de division, le général de brigade Jean Grenouilleau ; commissaire général de division, le commissaire général de division Paul Raynal, nommé directeur général de l'économie de l'armée ; général de brigade, le général Jacques Vidal et Christian de Gormay ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Jean-Pierre Petit.

Un ancien directeur du service central d'études et de réalisations du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de division Gabriel Carrette.

« Contrôle général des armées » — Est promu commissaire général des armées, le contrôleur en chef Gérard Delbault.

ENVIRONNEMENT

Nouvelle réserve naturelle en Gironde

Le Journal officiel du 14 janvier annonce la création d'une réserve naturelle du Parc d'Arguin, en Gironde. Cette réserve, qui est gérée par le Parc national des Landes, est située sur la commune de La Teste-de-Buch mais appartient au domaine public maritime, dans le chenal du bassin d'Arcachon.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ÉLISABETH CONS-BOUTBOUL, c'est Thérèse Humbert : une femme de juges, des coffres à millions ; un mariage à l'embrouille.

Depuis que Simone Signoret a prêté son visage à un roman de Marcel Blouet, la France entière a vu par la menu comment la belle d'une honnête et sage garde des sceaux, vingt années durant et plus, notaires, banquiers, magistrats, dirigeants politiques ; et jusqu'au fameux Louis Léprieux, préfet de police, qui se défendait si mal, lors de l'assassinat d'août 1903, d'avoir reçu « la grande Thérèse », venue lui remettre l'argent pour fonder un journal. A cette énumération, il ne manque, et encore ! une des ecclésiastiques.

A vrai dire, Marcel Blouet a arrangé les choses de manière à les rendre trop faciles. Mais il est vrai qu'en son roman Thérèse Signoret pour incarner Thérèse Humbert. « Je suis laide », dit-elle spontanément la véritable Thérèse dans son procès ; et les journalistes ne virent en elle qu'une petite-bourgeoise provinciale et qui on s'ennuyait ferme.

Mais à part cela, racontée ou védue, l'histoire de Thérèse, c'est l'histoire photographique, que, autrement dit renversée, Thérèse est de ces jugements et de ces jugements simulés pour la seconde ; pour l'une, un mari vivant qu'elle fait croire mort ; pour l'autre, une cousine qui naissait au gré des nécessités. Pour les deux, des millions à la pelle.

Dix, douze ou quatorze passent entre les mains de l'ancienne amante. Mais c'est pour Thérèse, qui n'en peut cependant pas qu'une partie au profit de sa tribu. Pour elle-même aussi, afin de régler Worth, ou Doucet, ou Reboul, « modiste rue de la Paix », se dépenser « en trois mois », chez un gendre à l'ère de la comparaison, Léon-Albert Bousquet, un tapissier permanent, toujours un peu en retard de 300 F.

Les ecclésiastiques, qui sont à l'origine de l'aventure d'Elisabeth, ne sont pas ceux qu'on les imagine en l'occurrence du procès de Thérèse, le 8 août 1903. Ce jour-là, en première page, le journal le Temps ne fait que l'histoire d'un financier du Vatican auxquelles ne parvient pas le remède du cardinal Gotti, prélat de la propagande, « ancien professeur de mathématiques qui a fait des chiffres ».

croire à la réalité d'un testament testamentaire qui contenait 100 millions à la fille d'un industriel M. Crawford, il faut qu'il fût contesté, et que ce soit la contestation portée en justice, comme sérieuse, jugée sérieuse, nequiescent sa vraisemblance puis sa vérité.

Et c'est ainsi que « pendant dix-sept ans [on fit] retentir les échos des salles d'audience par les voix des plaideurs qui venaient plaider pour les plaideurs imaginaires ». Tel avait été, au procès, le résumé de l'escroquerie par l'avocat général Blondel. M^{me} Cons-Boutboul ne concourut pas, elle, à encombrer l'espace sonore des tribunaux. On la lui reprocha.

En 1903, cette affaire judiciaire, l'avocat général Blondel l'expliqua (2) dans le long réquisitoire qu'il prononça le 11 août : « On a fait au ministère public, dit-il, le reproche d'avoir usé l'instruction trop tard ». Mais « de nos jours, on se plaint des pouvoirs judiciaires qui sont attribués aux procureurs de la République (...) Or voici une affaire dans laquelle tout fut très exactement dans l'instruction : une affaire où des créanciers se lèvent à formuler des points d'interrogation sans aller au parquet, et l'on est surpris que le parquet ait tenu une plainte. Il est vraiment très facile d'être prophète après l'événement ! »

Les époux Humbert furent, chacun, condamnés à cinq ans de réclusion, le 22 août. Houdet fut acquitté, trois jours plus tard, le Temps rapportait, sous le titre « Les affaires fictives », un procès devant la 10^e chambre de la cour de Paris. « Une affaire Jolivet, dit Marquis, avait été avec un pseudo-notaire nommé Farcy une escroquerie basée sur le système de l'héritage fictif (...) Les deux acolytes avaient été nommés par le procureur général (à solliciter) qu'ils avaient fait précéder du titre « Bortin des poires ».

La loi qui était en la liberté qui opprime, mais, ce n'est pas la Lamennais comme croyait pouvoir l'écrire l'« amateur » du 11 janvier (1830). M. Joseph Escoffier, de Chambéry, fort courtoisement, écrit : « La petite phrase, comme on ne dit pas alors, a été prononcée par Lacordaire en 1846 dans sa cinquante-deuxième conférence à la Sorbonne, intitulée « Du système de l'homme ». Le système de l'homme pour qui le monde est un jeu de hasard, qui fait plus que laisser entendre qu'elle était la religion contrainte d'une plus grande manigance.

Mais ni l'une ni l'autre ne vont au-delà, l'une et l'autre gémissant qu'elles sont malades du mutisme. « Je ne puis parler », dit Thérèse au procureur Bonnet qui dirige les débats de la cour d'appel. Je compromettais ma vie en rompant le silence, répliqua l'autre à qui s'intéresse aux transferts de capitaux vers la Suisse, ou plutôt à leur transfert.

L'EXTRAVAGANT pot aux roses est dans le chapitre à partir d'une brouille. Ces fameux cousins Crawford qui interdisent à M^{me} Cons-Boutboul de se faire successeur, en bien ils n'ont pas d'adresse légale ! Depuis vingt ans, la justice s'applique à donner à ces gens qui sont pour eux

« Les Missions étrangères, M^{me} Cons-Boutboul s'inspire à rebours de sa grandiose devancière. Le litige était bien réel — une affaire d'argent — point n'était besoin de la simuler. Ce sont les jugements qui subissent ce traitement pour faire croire à la faiblesse diligente, à d'illusoires résultats, justifiant les mêmes rémunérations. Comme M^{me} Cons-Boutboul, les titres d'illusion permettaient d'attribuer des avances très authentiques.

Les deux femmes adoptèrent le même système de défense en justifiant de leur candeur, sans du moins souligner le taint vicié des accusations. Une partie de ceux qui, finalement, poursuivaient Thérèse ne trouvaient aucunement en position difficile. Pour un prêtre intègre comme le procureur Dumort, qui sera jeu de l'argent et de la vie, comme d'usuriers qui commencent à militer et s'en font rapidement reconnaître 6, le tout assorti de tout d'intérêt valable et de tout qui se pratiquaient dans la débauche.

« Nous sommes les gens les plus honnêtes de France », ne cesse de dire Thérèse Humbert qui, pour une fois, ne parle pas d'elle à la troisième personne. Je n'ai pas failli, dit M^{me} Cons-Boutboul, qui fait plus que laisser entendre qu'elle était la religion contrainte d'une plus grande manigance.

Mais ni l'une ni l'autre ne vont au-delà, l'une et l'autre gémissant qu'elles sont malades du mutisme. « Je ne puis parler », dit Thérèse au procureur Bonnet qui dirige les débats de la cour d'appel. Je compromettais ma vie en rompant le silence, répliqua l'autre à qui s'intéresse aux transferts de capitaux vers la Suisse, ou plutôt à leur transfert.

(1) Fernand Labori, avocat d'Alfred Dreyfus, fut nommé par les époux Humbert. Le Temps ne se sans avoir très critiqué son système de défense en faveur des Humbert.

(2) Le Temps avait fait sténographier les débats.

« Les Missions étrangères, M^{me} Cons-Boutboul s'inspire à rebours de sa grandiose devancière. Le litige était bien réel — une affaire d'argent — point n'était besoin de la simuler. Ce sont les jugements qui subissent ce traitement pour faire croire à la faiblesse diligente, à d'illusoires résultats, justifiant les mêmes rémunérations. Comme M^{me} Cons-Boutboul, les titres d'illusion permettaient d'attribuer des avances très authentiques.

مكتبة ابن النجار

SEPT PEINES DE PRISON REQUISES AU PROCÈS DU « CORAL »

Le poids de la pudeur

Finalement, Michel a voulu témoigner. Quinze ans au moment des faits, dix-neuf aujourd'hui, il a répété, jeudi 16 janvier, avec des hésitations, ce qu'il avait raconté à la dernière audience. Mais, oui, les éducateurs du Coral, ce centre d'accueil pour enfants et adolescents difficiles, avaient des relations sexuelles avec des mineurs jusqu'à leur majorité. Des histoires de mariage et de félicitation, de mariage et de félicitation.

Mais, oui, les éducateurs du Coral, ce centre d'accueil pour enfants et adolescents difficiles, avaient des relations sexuelles avec des mineurs jusqu'à leur majorité. Des histoires de mariage et de félicitation, de mariage et de félicitation.

Le réquisitoire serré de M^{me} Jacqueline Le Mouél a permis cependant de faire entendre sa voix. Elle commençait doucement par un hommage au Coral, une « expérience qui a marqué son enfance ». En s'écartant un peu des faits, elle a permis de faire entendre sa voix.

Marie Sigala, épouse de Michel, a accepté d'offrir une famille à des jeunes rejetés, elle a promis à l'hôpital psychiatrique.

Mais l'hommage, appuyé et sincère, a rapidement fait place à des remarques sévères. M^{me} Le Mouél a rappelé le mort d'un jeune garçon de 15 ans au Coral, en 1977, qui fut retrouvé le lendemain dans un sac d'eau usée, et l'autopsie avait révélé qu'il avait été étranglé. Elle a aussi raconté, qu'un adolescent avait téléphoné en 1977 à son père pour lui dire sur le ton «rien à signaler» : « Je me trouve bien au Coral. J'ai des relations sexuelles avec des adultes ».

Minute de gravité

Alors, M^{me} Le Mouél s'est étonnée de l'absence d'incidents graves. Elle a été interrogée sur l'entourage de Michel Sigala, un adolescent sans diplôme, mais avec une pulvérisation de peinture. « Vous ne voyez pas, les parents de Jean-Patrick Lanes, de Jean-Noël Bardy et de Dominique Labaune », insiste-t-elle.

C'est la minute de gravité. M^{me} Le Mouél a insisté à dire : « La pudeur nous a empêchés de vous montrer la photographie de votre petite fille de trois ans qui vous a rendu par la police sexuelle. Elle était nue, elle s'était appuyée sur une photographie de son sexe. Vous avez porté atteinte à la pudeur des enfants qui vous ont été confiés. Il y a des enfants qui ont été abusés, qui ont été abusés, qui ont été abusés ».

lecture d'une lettre d'un ancien pensionnaire du Coral, aujourd'hui prostitué homosexuel et accusé d'extorsion de fonds contre un client. La lettre, écrite par la justice, était adressée à Claude Fournier : « Je n'ai rien dit au juge d'instruction. Je n'ai pas une affaire, elle est moins grave que la vôtre ». Une lettre écrite par la justice, était adressée à Claude Fournier.

Le soir même du jugement, M. Raymond Forni déclarait au micro d'Europe 1 : « Je suis président de la commission des lois. Je me refuse toujours à intervenir dans une décision de justice. Si je la trouve, à l'instant, absurde et imbécile, je ne révoque pas le parquet, j'en fais appel à la 17^e chambre, ce qui permettrait, j'en suis persuadé, de rétablir les choses ».

Dominique Labaune, autre adolescent incrimé, a pris la parole longtemps. On a appris, au cours des débats, que M. Bertrand Boulin avait présenté à ce « pédophile notoire » au centre des adolescents, Fabrice et Régis. M^{me} Le Mouél a prié le tribunal de délivrer un mandat d'arrêt international à son encontre. Elle a, enfin, suggéré la peine de Marie Sigala, épouse de Claude Sigala, au directeur Adèle Chapelle, psychiatre, absent lors des débats pour des raisons médicales.

LAURENT GRELSAMER.

A LA 30^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE PARIS

L'Association professionnelle des magistrats ne peut se substituer au ministère public

L'Association professionnelle des magistrats (APM), syndicat proche de l'opposition, a été déclarée irrecevable, jeudi 16 janvier, dans l'action qu'elle avait engagée devant la 30^e chambre correctionnelle de Paris contre M. Raymond Forni, l'accusant d'avoir jeté le doute sur une décision de justice.

Poursuivi sur l'initiative de M. Dick Ukeiwé, alors président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tjibaou, leader du FLNKS, avait été condamné, le 29 mai 1985, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, à un an de prison sursis et 10 000 F d'amende pour avoir « entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ».

Le soir même du jugement, M. Raymond Forni déclarait au micro d'Europe 1 : « Je suis président de la commission des lois. Je me refuse toujours à intervenir dans une décision de justice. Si je la trouve, à l'instant, absurde et imbécile, je ne révoque pas le parquet, j'en fais appel à la 17^e chambre, ce qui permettrait, j'en suis persuadé, de rétablir les choses ».

L'APM avait vu dans ces propos la violation de deux lois. L'un prévu par l'article 225 du Code pénal, qui punit ceux qui auront « cherché à jeter le discrédit sur une décision de justice ». L'autre qui sanctionne quiconque aura publié des commentaires « tendant à exercer des pressions » sur les juridictions du jugement. M. Forni, à l'époque député PS de Territoire de Belfort, devenu depuis membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, fut cité directement devant la 30^e chambre correctionnelle par l'APM.

Entrée-tenché, la cour d'appel s'est penchée sur le jugement de la 17^e chambre condamnant M. Tjibaou. L'arrêt rendu le 16 janvier. A l'audience, l'avocat général, M. Charles d'Auque, avait donné son avis en des termes peut-être

moins directs que M. Forni, mais largement aussi sévères. Cette opinion d'un magistrat ne blanchissait par pour autant M. Forni, mais avant de juger le fond, le tribunal devait se prononcer sur des obstacles soulevés à l'audience : l'immunité parlementaire éventuelle du prévenu, la qualité pour agir de l'APM et, surtout, le fait que les délits invoqués seraient partie du domaine réservé du parquet, seul habilité à engager des poursuites dans le cas précis.

Pas de préjudice direct

Dans son jugement, M^{me} Jacqueline Chevalier, présidente de la 30^e chambre correctionnelle, rejette l'immunité parlementaire évoquée et déclare : « Si l'article 227 du code pénal, au-delà de la personne des magistrats et de leur fonction professionnelle, protège le fonctionnement de la justice, ce n'est qu'institution, le ministère public étant alors seul habilité à agir ».

AÉRONAUTIQUE

Pas de super-Concorde avant trente ans

Il n'est pas question de lancer à l'heure actuelle, en collaboration avec la Grande-Bretagne, un programme de nouvel avion supersonique de transport civil pour succéder au Concorde. C'est ce que précise la société Aérospatiale après la diffusion d'informations par France-Inter selon lesquelles la France et le Royaume-Uni s'approprieraient à lancer la fabrication d'un super-Concorde.

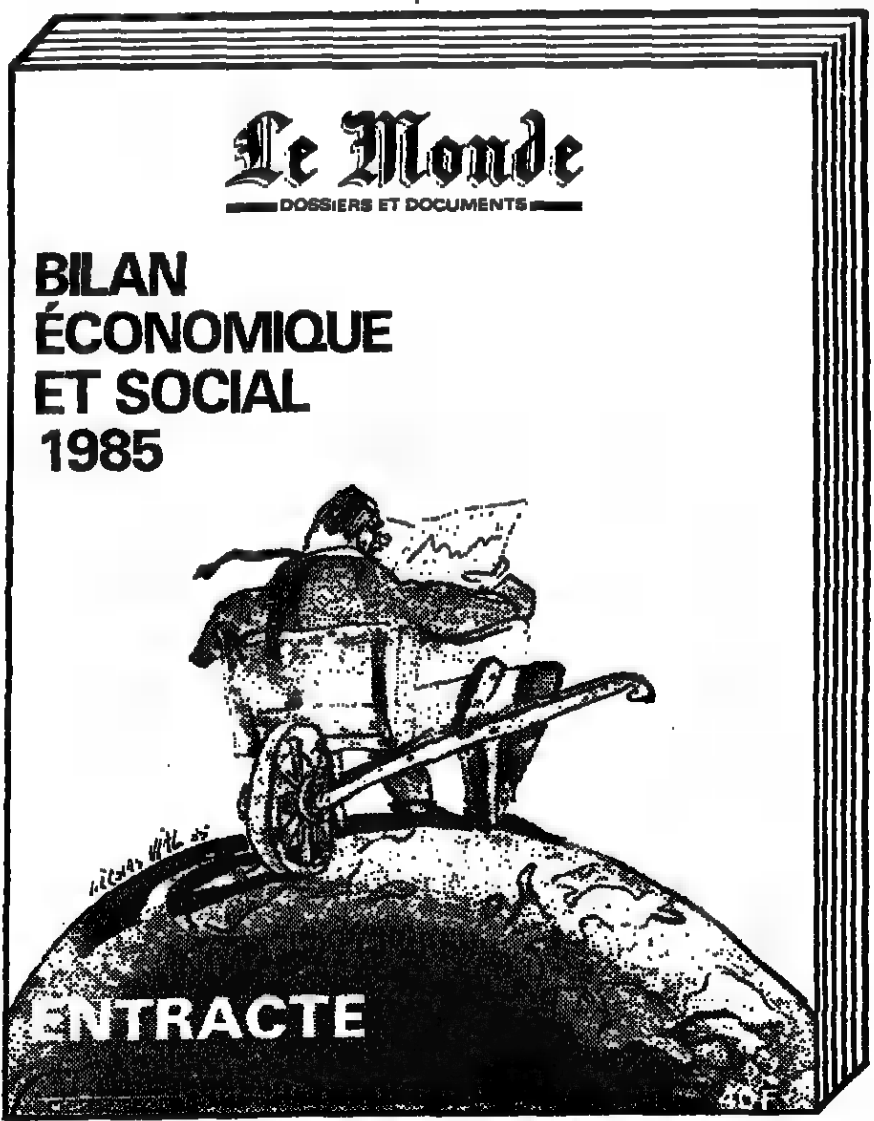
A quelques jours de la célébration, par Air France, du 50^e anniversaire de l'ouverture de ses lignes supersoniques à l'Atlantique, l'Aérospatiale précise qu'elle se refuse pour l'instant à maintenir, depuis des années, « une

violation de cet article n'est en aucun cas susceptible de faire naître un préjudice direct d'une partie civile (...). Une partie à un procès dans l'attente d'une décision, peut, en cas de transgression de l'article 227, se constituer partie civile ».

Mais les juges ajoutent : « Les magistrats, représentés par leur organisation syndicale, ne peuvent prétendre subir un préjudice quelconque en étant influencés ou trompés dans leur conviction, alors qu'il leur est loisible de leurs fonctions de rendre des décisions au nom d'éléments qu'ils ont pour mission d'évaluer et d'apprécier ». En l'espèce, s'agissant de la défense d'un intérêt supérieur, distinct de l'intérêt général de la profession, l'APM ne peut se substituer au ministère public, garant de l'intérêt social, seul habilité à protéger la justice en tant qu'institution ».

M. F.

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DU MONDE



BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1985
Des dizaines de tableaux, de cartes et de graphiques.
Le document de référence sur l'économie française et mondiale.

LE Bilan économique et social 85 du Monde : un entracte, un temps de pause dans la crise. L'inflation régresse. L'Europe se trouve en meilleure position face aux États-Unis. De grands projets scientifiques et industriels se développent. En France souffle un petit vent de libéralisme, et le pays encaisse les dividendes des années de rigueur et d'austérité.

AU SOMMAIRE

- La situation en France : l'évolution des grands indices, les conséquences de la déréglementation, l'emploi, la production, le budget, le commerce extérieur.
- Le bilan chiffré et graphique de la législature : un dossier spécial en couleurs.
- L'environnement international : la baisse du dollar, l'activité mondiale, l'agriculture, les matières premières, l'industrie secteur par secteur, les échanges.
- Cent quarante-six pays à la loupe : les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.

172 PAGES. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 40 F, OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____
adresse _____
code postal _____ localité _____
nombre d'exemplaires : _____ x 45 F (frais d'expédition inclus) = _____ F.
MOI
Pour l'étranger ■ les DOM-TOM, nous consulter.

Commande à faire parvenir avec votre règlement à

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

RELIGION

Jean-Paul II invite les Européens à « accélérer » l'œcuménisme

A l'occasion de la 18^e assemblée annuelle des prières pour l'unité (18-25 janvier), le pape a adressé un message aux présidents des conférences épiscopales d'Europe, souhaitant une intensification du dialogue œcuménique. « Nul ne peut ignorer, dit Jean-Paul II, quel sérieux obstacle constitue une telle situation de division pour l'effort commun du monde contemporain. Il convient donc que chacun s'attache de toute son énergie

à la cause de l'œcuménisme, afin que la marche vers l'unité soit la plus rapide possible ». L'Europe, ajoute-t-il, est la « patrie » des divisions religieuses : elle a donc le devoir de chercher à les surmonter.

Jean-Paul II rendra visite, début octobre, au cours de son voyage dans la région Rhône-Alpes, à la communauté œcuménique de Taizé.

La longue marche de Taizé

Taizé : une colline et deux syllabes. La petite flamme qui vacille depuis la guerre en Saône-et-Loire, sur la route hantée de l'œcuménisme, change de cap. Hier, c'est le monde qui allait à Taizé ; aujourd'hui, Taizé va au monde. Les uns parlent de mégamonde, les autres de monde-lève les montagnes.

Historiquement, les Frères de Taizé, indifférenciés - sur quatre-vingt, ils ne savent pas combien sont protestants, combien sont catholiques, - ont répondu à trois types de défis : celui de la division des chrétiens, celui de l'angoisse des jeunes et celui de la solidarité internationale. C'est le troisième aspect qui devient prépondérant.

Sans que le monde des rencontres ait été sur le chemin de Taizé, il y avait trois à quatre mille jeunes chaque semaine en juillet et septembre derniers, - les plus grands rassemblements au monde, mais loin de la base, ils étaient 15 000 à Madrid en Inde la semaine du Noël, 20 000 à Barcelone du 1^{er} au 3 janvier 1986. Retour à Taizé, combien seront-ils début octobre autour de Frère Roger et de Jean-Paul II ?

Quarante-cinq pays étaient représentés à Madrid : Tamouls, Cinghalais se trouvaient côte à côte, et mille jeunes indiens avaient fait le voyage en deux jours en train du Bihar, du nord.

La communauté européenne de Barcelone obéissait au rite traditionnel : moments de prières prolongées autour de Frère Roger, capitaine des paroisses et de l'écriture, accueil des paroisses et des familles, réconciliation et vie partagée avec les plus démunis.

Partager des doutes

Le « pèlerinage international de réconciliation » n'a pas commencé à Barcelone le 1^{er} janvier, mais au Liban le Noël 1982, à Haïti en 1983, à Calcutta, à Dublin, au Nord du Mali en mai dernier, à l'ONU en juin, le secrétaire général de l'organisation en juillet. Il se s'arrêtera là : le grand projet à venir est celui d'un « conseil intercontinental de partage », pour mobiliser les énergies en faveur du tiers-monde, et mettre en commun les compétences et les efforts des générations (jeunes, pré-retraités) et des différentes régions du monde.

Il ne s'agit pas de créer un organisme supplémentaire au développement, mais de soutenir ce qui existe. De même que le souci des Frères de Taizé a toujours été de renvoyer les jeunes dans leurs paroisses traditionnelles, pour faire tomber les obstacles et révéler les liens endormis, de même le projet de conseil intercontinental de partage n'est pas de créer de

nouveaux circuits de collecte et de distribution, mais d'orienter ceux qui veulent donner et distribuer. Taizé n'est jamais en panne. Mais, plus que la jalousie, son succès suscite la curiosité. Il existe pourtant une cohérence évidente entre ces trois objectifs, qui, pendant près d'un demi-siècle, marquent son existence : l'unité des chrétiens, la foi des jeunes et la solidarité internationale.

C'est un projet pour personnes : le premier marque la plus grande jeunesse, pour qui la division entre les chrétiens est un événement archaïque et la suppression un idéal impossible. Les jeunes, proprement dits, ont aussi beaucoup à apprendre de la recherche de fraternité et de prière qui attirent les jeunes sur la colline à Taizé, mais de partage, de solidarité, de doutes et de impuissances.

Les Frères de Taizé proposent donc une troisième phase qui rejoint le 1^{er} de la Lettre de Taizé de 1982, mais sur des formes de solidarité internationale nouvelles. Les Frères de Taizé ont pour objectif global de mobiliser plus - leur foi n'est plus planétaire - mais sur des formes de solidarité internationale nouvelles.

La clé du succès de Taizé est peut-être dans cette capacité de saisir le temps des évolutions et de leur donner un contenu.

HENRI TINGO.

MÉDECINE

LES RECHERCHES SUR L'ORIGINE DU SIDA

Le mystère de la Trinidad

L'île de la Trinidad constitue une énigme pour les chercheurs : le SIDA touche surtout les personnes originaires d'Afrique ; jamais, semble-t-il, celles d'origine indienne.

Comme les autres îles Caraïbes, Trinidad n'a pas été épargnée par le SIDA. Elle n'en constitue pas moins une énigme : ce sont essentiellement des personnes d'origine africaine qui sont touchées, aucun habitant originaire d'Inde n'ayant, semble-t-il, été atteint. Cela signifie-t-il que le SIDA est une maladie génétique ?

De notre envoyé spécial

Port-of-Spain. - La capitale de Trinidad brûle d'impatience. Dans quelques semaines, cette ville, toute une île devrait-on dire, va être plongée dans la plus grande fête de l'année, le carnaval de Trinidad. Signe du temps : cette année, on dansera sur l'Aids Calypso, une chanson pleine de gaieté, qui s'en prend, avec une ironie touchante, à la « sauté virus ».

Car à Trinidad, le SIDA, on connaît. Dans une île de 5 125 kilomètres carrés, découverte en 1498 par Christophe Colomb, à quelques heures de Venezuela, on a déjà eu des répertoriés. Un chiffre bien faible, qui ne permet pas de conclure.

d'expliquer l'intérêt tout particulier que les spécialistes du SIDA portent à cette île.

Trinidad, qui compte environ 1 300 000 habitants, est composée d'une extraordinaire mosaïque de races et de cultures et de religions. 40 % des habitants sont d'origine africaine, 40 % d'origine indienne, le reste étant composé de personnes d'origine européenne. « Deux grands groupes de population ont connu le succès », explique le professeur Courtenay Bartholomew (University of West Indies, Port-of-Spain) : les Africains, qui, vers 1680, ont été amenés ici par des esclaves portugais ; et des Indiens, qui, par milliers, sont arrivés d'Inde en 1845.

Cette spécificité de la composition de la population de Trinidad explique en grande partie pourquoi

le professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda) estime qu'« une des clés de l'énigme du SIDA se trouve peut-être sur cette île ». Mais une énigme menée en 1983 par le professeur Bartholomew, 0,4 % de la population présente des séropositivités pour le virus du SIDA, la fameuse LAV. Dans la population indienne (il y a, paraît-il, autant d'homosexuels que de personnes d'origine africaine), le pourcentage de séropositivité passe à 10 % : 10 % des indiens africains sont positifs, contre 30 % chez les homosexuels indiens. Ce 34 cas cliniquement avérés ont été retrouvés chez des Africains, à chez des métisses, et sur une personne de race blanche, ce qui laisse la communauté indienne (il subsiste un doute pour un cas). « Il se pourrait, indique le professeur Bartholomew, qu'un facteur génétique soit lié à l'apparition du SIDA. Les Indiens pourraient en être porteurs, au contraire, d'un facteur génétique protecteur ».

Les femmes à Haïti

On l'a vu, on imagine pourquoi les scientifiques observent une telle minutie sur ce qui se passe à Trinidad. D'autant que la situation est bien pire à Haïti. Ici, c'est la situation des femmes, qui, à Haïti, on 363 cas de SIDA, officiellement répertoriés, on est sûr d'avoir frappé par l'augmentation très sensible des cas chez la population féminine. En 1980, le pourcentage de SIDA atteints était de 14 %. Il est aujourd'hui de 30 %. « Le rythme, indique le docteur

SPORTS

LE RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR APRÈS LE DRAME

A risques aplanis

Tandis que les corps des cinq victimes de l'accident d'hélicoptère étaient rapatriés à Paris, le Rallye Paris-Alger-Dakar a dû observer, ce vendredi 17 janvier, une journée de repos forcé, à Labé (Guinée). A huit heures du matin, heure à laquelle les concurrents auraient dû reprendre la piste, trente-deux voitures et vingt-quatre motos, soit le tiers des équipages encore en course seulement, étaient arrivés. On attendait encore les camions d'assistance et l'essentiel des moyens médicaux et de sécurité du Rallye.

L'étape Labé-Kayes (Mali) a été reportée au samedi 18. Le décalage sera rattrapé dimanche 19, où seront regroupées les étapes Kayes-Kiffa (281 km) et Kiffa-Tidjiké (280 km).

Seul à s'être prononcé pour l'interruption du Rallye, Cyril Neveu (Honda), leader de la course des motos, a cassé une roue jeudi 16 janvier au cours de

l'étape Bamako-Dakota, remportée par l'Italien Andrea Marinoni (Yamaha). Il est désormais menacé au classement par son coéquipier Gilles Lalay, à 18 minutes.

L'étape Bamako-Labé (960 km) a été gagnée par Patrick Zanardi (Pajero-Mitsubishi) et Andréa Marinoni (Yamaha-600). Au classement général, René Metge (Porsche-959) précède son coéquipier Jacky Ickx de 2 h 8 mn 25 s, et Albert Rigal (Pajero-Mitsubishi) de 6 h 17 mn 18 s. En motos, Cyril Neveu est désormais talonné à 18 mn par son coéquipier Gilles Lalay (Honda).

Au cours de la journée, un avion de tourisme Cessna 182, avec trois personnes à bord, a court de carburant, avait dû effectuer un atterrissage d'urgence dans la brousse. Les recherches pour le repérer devaient reprendre ce vendredi.

De notre envoyé spécial

Labé (Guinée). - Le capitaine Adji Kante, préfet de région à Labé, avait décidé le 17 au matin pour accueillir les premiers visiteurs du Rallye. Toute la journée, la ville avait pris un air de fête, avec des femmes parées de bijoux aux couleurs vives et des jeunes endimanchés. A la tombée de la nuit, c'est à regret que les policiers ont dû décaler la ligne d'arrivée pour les concurrents.

Longtemps repêché sur elle-même et l'arrivée au touriste sous le drapeau du président Sekou Touré, la Guinée a manifesté un intérêt exceptionnel pour le passage du huitième Rallye Paris-Dakar, au point de rouvrir spécialement un itinéraire provisoirement fermé pour mener à bien une réévaluation monétaire.

Cette ferveur populaire se traduit par un état d'attente avec l'atmosphère pesante dans laquelle baigne le Rallye depuis la tragédie accidentelle d'hélicoptère. La disparition de Thierry Sabine a provoqué une démobilitisation chez les organisateurs et les accompagnateurs qui ont dû s'arrêter. Plus de deux mille personnes, comme l'Alle-

mand de l'Ouest Volker Capito, vainqueur l'an dernier de la course poids-lourds, ou Marc Joineau, pilote officiel (Suzuki-France), avaient préféré le Rallye, ne laissant partir pour Labé que trente-cinq voitures et cinq motos.

Patrick Verdo, adjoint de Thierry Sabine, plus particulièrement chargé des problèmes de gestion, n'a rien du meneur d'orchestre qui aurait pu regonfler le moral défaillant des concurrents lors du briefing matinal. Sur une étape annoncée comme le « deuxième temps fort » du Rallye, avec une spéciale chronométrée de 713 kilomètres dans la traversée d'une savane aux herbes hautes et denses.

Mais c'est en revenant sur les belles résolutions de la veille, où ils avaient annoncé que le Rallye poursuivrait jusqu'à Dakar sur le parcours initialement prévu par

Thierry Sabine que les organisateurs ont risqué d'un nouveau coup de dés. Afin de limiter les risques d'échec, la grande étape du désert de Mauritanie, entre Kiffa et Chinguetti, sera amputée de sa partie la plus dangereuse : s'arrêtera à Tidjiké (280 kilomètres). L'avenir du Rallye Paris-Alger-Dakar semble d'ailleurs plus menacé que jamais. L'équipe de Thierry Sabine Organisation a décidé de mener à bien les opérations en cours. L'Enduro du Touquet, en février, le Raid blanc, en mars. Les héritiers de Thierry Sabine jugeront ensuite ce qu'ils feront de la société, a déclaré Patrick Verdo. A moins d'un an, il est possible que la société des concurrents, on voit mal, désormais, comment le Rallye pourrait survivre à son créateur.

GÉRARD ALBOUY.

TENNIS

LE TOURNOI DES MAÎTRES

Trois aces dans une manche

New-York. - BG Boris Becker a fait la plus vive impression en se qualifiant jeudi 16 janvier pour les demi-finales du Tournoi des Maîtres aux dépens de Mats Wilander (6-4, 4-6, 6-3). Auparavant John Kriek n'avait pas offert la même résistance au « repêché » Andres Gomez (6-3, 6-2).

De notre envoyé spécial

Après avoir été battu au premier tour du Masters par son compatriote Brad Gilbert, Mats Wilander a pleurniché. L'ancien champion du monde a notamment entonné une de ses rengaines favorites, en cas d'échec : « Si je ne suis pas en forme, c'est dit ». Mais, substance, c'est que je n'ai pas le cœur à m'entraîner, mais j'ai le cœur à gagner. Je n'ai plus d'adversaire capable de me lancer un défi à un niveau élevé.

Après ce qui s'est passé jeudi soir au Madison Square Garden, il va falloir que le numéro 1 mondial change de stratégie. Il veut encore être pris au sérieux. Parce que, si Boris Becker n'est pas un rival digne de lui, alors il peut prendre dès aujourd'hui sa retraite anticipée pour cause de mégamonde.

En quarts de finale du Tournoi des Maîtres, le jeune Allemand de l'Ouest a en effet montré qu'il a bien toutes les qualités d'un grand champion. Ce n'était pas évident contre un Mats Wilander manifestement déterminé à effacer les affronts subis en fin de la Coupe Davis à Munich, puis du Masters des moins de vingt ans à Rome.

Becker avait alors l'avantage de jouer devant un public de ses admirateurs. A New-York, les champion du monde de Wimbledon et de Wimbledon se sont affrontés sur un court de 25 mètres. Et le Sudiste avait fait la leçon de ses précédents revers pour mettre au point une stratégie propre à surmonter la difficulté du protégé d'Ion Tiriac. Cela se traduit par un jeu d'attente assez payant puisqu'il réussit à prendre d'entrée de jeu le service de « Boum-Boum » pour servir lui-même 3-1. En retour, les échanges et en plongeant le revers de Becker, Wilander paraissait dans une mauvaise posture. Mais la réaction du jeune Allemand a été superbe : il a gagné le set en réussissant trois aces et il a égalisé 3-3 en montant au filet, comme un tigre se jette sur une chèvre, sur les deuxièmes échanges d'engagement de Wilander. A dix-huit ans, il a encore une marge de progression physique et technique.

Qui pourra l'arrêter dans quelques années, sachant que, dès à présent, il a les nerfs assez solides pour voir une ampoule, tomber du plafond, exploser à ses pieds et décrocher, bouclier le en prenant le service de son rival, qui a pourtant eu deux balles de 5-5 ?

La manière dont Wilander a arraché la deuxième manche après avoir eu deux balles de 5-5, et son quatrième jeu indiquent bien qu'il faisait tout ce qui était humaine-

ment possible pour vaincre dans des épaules à ce jeune colosse.

Possédé dans ses réactions retransmises par un Wilander déterminé à interrompre une série de défaites humiliantes, Becker a lancé une réplique qui devrait non seulement inquiéter Mats Wilander mais aussi inquiéter Hans Lendl, l'ancien numéro 1 mondial. Qui en doutait sincèrement depuis Wimbledon ?

ALAIN GIROUO.



4 au 23 février

FOLIE ORDINAIRE D'UNE FILLE DE CHAM
de Julius Amédée Laou
mise en scène : Daniel Mesguich

3 au 23 mars

TECHNIQUE POUR UN COUP D'ETAT
d'après Friedrich von Schiller
mise en scène : Saskia Cohen-Tanugi

7 au 27 mars

L'ENTRETIEN DE M. DESCARTES AVEC PASCAL LE JEUNE
de Jean Claude Briville
mise en scène : Jean Pierre Miquel

7 au 27 avril

ROMEO ET JULIETTE
de William Shakespeare
adaptation : Gervais Robin
mise en scène : Daniel Mesguich

Le Dr Jonathan Mann sera le « Monsieur SIDA » de l'OMS

Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient d'approuver la nomination au poste de « Monsieur SIDA » du Dr Jonathan Mann, un médecin canadien qui, jusqu'à présent exerçait, pour le compte du Center for Disease Control (CDC), la fonction de directeur de la division des maladies infectieuses (Zaire). Le Dr Mann, qui prendra ses fonctions fin juin, a déclaré, au cours d'une conférence de presse à Genève, que sa « tâche prioritaire sera d'informer le public, dans l'absence de tout vaccin ou médicament, c'est le seul moyen de nous protéger pour une prévention ».

Les dernières statistiques publiées par l'OMS au 10 janvier dernier, 20 000 cas de SIDA avaient été répertoriés dans le monde : 18 264 sur le continent américain, 1 617 en Europe, 153 en Océanie, 31 en Asie. D'autre part, selon une étude qui paraît dans le journal aux Etats-Unis, 1 750 Américains auraient été atteints de SIDA par le virus du SIDA. Ce nombre augmenterait plus vite que par jour.

Enfin, ce qui concerne le pronostic des personnes séropositives - c'est-à-dire celles qui ne présentent pas de signes cliniques du SIDA, ont été en contact avec le virus - il semble que le risque d'être atteint par la maladie soit très élevé. La situation, selon plusieurs études, dont celle menée en particulier par le Dr William Blattner (National Cancer Institute), le risque actuel aujourd'hui est d'être atteint entre 25 et 40 %.

Quelques jours après la mise en cause (le Monde du 11 janvier) par de prestigieux chercheurs américains et européens du rôle - peu constructif - joué en Afrique par les responsables du CDC, le principal représentant du CDC sur le continent noir. Son souci d'information du grand public est certes louable. Mais les statistiques diffusées par l'OMS comme par le CDC sur la situation en Afrique - il est - semblent hélas confirmer sa volonté de nier l'existence d'une épidémie de SIDA dans les pays d'Afrique centrale.

F. N.

CV Laser
Votre premier professionnel est compliqué, vous devez vous en occuper vous-même. Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV. **Remettez-vous sur CURRICULUM VITAE SERVICES**

- ANALYSE INDIVIDUELLE : conseil et aide à la rédaction de votre CV.
- REDACTION : 21 sections de conseils, modèles, exemples de lettres, lettres de motivation, lettres de recommandation, lettres de remerciement, lettres de félicitation, lettres de condoléances, lettres de participation, lettres de soutien, lettres de soutien moral, lettres de soutien matériel, lettres de soutien financier, lettres de soutien technique, lettres de soutien juridique, lettres de soutien médical, lettres de soutien éducatif, lettres de soutien culturel, lettres de soutien sportif, lettres de soutien artistique, lettres de soutien scientifique, lettres de soutien technologique, lettres de soutien informatique, lettres de soutien télécommunication, lettres de soutien audiovisuel, lettres de soutien multimédia, lettres de soutien numérique, lettres de soutien informatique, lettres de soutien télécommunication, lettres de soutien audiovisuel, lettres de soutien multimédia, lettres de soutien numérique.
- 11 rue des Arts 92000 Nanterre
- Tel : 01 47 35 11 11

مکان ارجاع

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 7,56 F

Sur des marchés des changes plus calmes, le dollar était soutenu à la veille du week-end, s'établissant à 7,5645 F environ, contre 7,53 F et à plus de 2,46 DM, contre 2,4560 DM. En Europe, le deutschemark s'est montré ferme, atteignant 3,07 F sur la place de Paris. Sur le marché de l'or, le cours de l'once, en vive hausse jeudi 16 janvier, semblait se stabiliser un peu au-dessous de 380 dollars.

Épargne : retraits supérieurs aux dépôts, en 1985, sur les livrets A

En dépit d'une très nette amélioration de la collecte en décembre, les retraits ont été supérieurs aux dépôts sur les livrets A des Caisses d'épargne (Épargne et PTT) en 1985, a indiqué M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui centralise les fonds de ces réseaux. Malgré ce déficit de collecte, qui n'a pas été chiffré, la masse totale des dépôts sur les 45 millions de livrets A, toutefois, augmentée de 4 % en 1985, pour atteindre 680 milliards de francs au 31 décembre 1985, grâce à la capitalisation des intérêts non prélevés. En revanche, a déclaré M. Lion, qui s'exprimait à l'occasion de l'ouverture du dix-sept millionième livret A de la poste, la collecte a été « positive » pour tous les autres produits d'épargne des deux réseaux (LEP, CODEVI, épargne-logement, SICAV et Fonds commun de placement).

Production industrielle : + 0,7 % en novembre aux Etats-Unis

La production industrielle américaine, après avoir baissé de 0,6 % en octobre, a terminé l'année 1985 sur une reprise encourageante : 0,6 % en novembre (chiffre révisé en hausse par rapport à 0,4 % initialement annoncé par la Réserve fédérale) et 0,7 % en décembre. La porte-parole de la Maison Blanche s'est félicité de ces statistiques, qui correspondent à une progression, en rythme annuel, de 6,7 % de la production industrielle durant les deux derniers mois de 1985. Pour sa part, le chef des conseillers économiques de M. Reagan y voit la promesse d'une croissance de 4 % en 1986. Sans aller jusque-là, les analystes américains sont tentés de lire dans les résultats, de novembre et de décembre, un signe sérieux de la fin de la période de faible expansion aux Etats-Unis.

Textile : la production française s'est maintenue

La production textile s'est globalement maintenue, en 1985, au niveau de 1984 (104 milliards de francs de chiffre d'affaires), malgré d'assez grandes disparités entre les différentes branches, a indiqué, le 16 janvier, M. René Bob, président de l'Union des industries textiles (UIT). Pourtant, les exportations ont connu une progression record de 10 % en valeur par rapport à 1984 (stagnation en volume), atteignant 34,5 milliards de francs. Les meilleures performances ont été réalisées sur l'Italie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Mais les importations ont augmenté encore plus rapidement, de 12 % en valeur (5 % en volume), s'élevant désormais à 44,5 milliards, surtout en provenance du Portugal, de la Chine, de la Corée du Sud, de la Turquie et de Malaisie. Les effectifs des deux mille cinq cents entreprises du secteur se sont réduits d'environ 5 % l'année dernière, tombant à deux cent cinquante mille personnes.

SOCIAL

Le nombre de chômeurs a diminué de 85 000 entre janvier et décembre 1985

Importante, la baisse de chômage enregistrée en décembre (le Monde du 17 janvier) permet de terminer l'année 1985 sur une note d'optimisme. Il est vraisemblable que cette tendance se poursuivra.

S'il en est ainsi, il sera alors possible d'assister à un renversement, le premier depuis 1974. La diminution de 3,5 % en données brutes comme en données corrigées des variations saisonnières du nombre de chômeurs (85 000 de moins environ) entre le début de l'année et sa fin semble annoncer une telle évolution.

La situation de l'emploi et la structure du chômage n'ont-elles pas été considérablement modifiées ? A la montée du chômage paraît maintenant répondre un développement impressionnant de la précarité de l'emploi. L'ajustement des effectifs, longtemps atténué par le « traitement social » du chômage, se réalise plus rapidement. Un volume d'embauches se constitue, qui vient compenser les pertes de postes de travail.

« Les amoniteurs se sont réduits », note un expert, qui reconnaît que, si cela permet de profiter de la situation économique, cela peut également jouer en sens contraire avec la même rapidité. « L'ensemble des mesures sociales, remarque encore cet observateur proche du gouvernement, ont entraîné une adaptation du marché du travail et ne génèrent pas son évolution naturelle. Tout est en place pour un assainissement économique... »

Des risques, cependant, demeurent, comme celui du renforcement du partage en deux du marché de l'emploi — le dualisme — entre ceux qui bénéficient d'une situation stable et ceux qui sont condamnés aux allers et retours incessants du travail au chômage. Certains affirment

qu'il faudrait aménager ce dualisme plutôt que de continuer à le nier. D'autres estiment que des réponses ont été trouvées, notamment grâce aux TUC (189 000 en décembre) et que de nouvelles zones d'emploi, certes imprécises, se dégagent.

Ce sont, par exemple, les créations d'entreprises par les demandeurs d'emploi — 70 048 chômeurs ont bénéficié de l'aide prévue, soit deux fois plus qu'en 1983 — ou les associations, qui, dans bien des cas (à 80 %, affirme Service-Association), ont fini par embaucher les jeunes tucistes. Des activités ont pris corps qui correspondent à des besoins sociaux presque solvables. En outre, suite à la décentralisation, les collectivités locales et territoriales ont dû recruter pour faire face à leurs nouvelles obligations.

Ainsi, tandis que le flux d'entrée dans le chômage se stabilise sur un an, (330 000 nouvelles inscriptions en décembre, en données corrigées, soit 2,1 % de plus en un mois), les sorties des listes de l'ANPE continuent à augmenter massivement. Avec 453 100 demandes placées ou annulées en données corrigées (+ 11,5 % en un mois, + 33,8 % en un an), des sommes sont atteintes qui correspondent fort heureusement à des reprises d'emploi réalisées par l'ANPE (+ 15,7 % en un an) ou obtenues par les chômeurs eux-mêmes (+ 16 % en un an). Le même phénomène doit jouer parmi les 183 030 radiations pour « absence de contrôle ou non réponse à convocation » (+ 27,7 % en un mois, + 50,9 % en un an), même si le déconcompte, qui se traduit par un arrêt de la recherche d'emploi, se développe, lui aussi, dangereusement (+ 181 % en un an). Toutes les formules de stage fonctionnent avec succès et expliquent, pour

beaucoup, le fort recul du chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans (- 13,8 % pour les hommes, - 13,1 % pour les femmes en un an).

« Camouflage »

Parallèlement on découvre les lignes de la reconstitution d'un marché de l'emploi. Les licenciements économiques n'interviennent que pour 15,3 % dans le nombre des nouvelles inscriptions au chômage et les fins de contrats à durée déterminée et d'intérim en représentent, eux, 46,3 %. Le volume de journées indemnisées au titre du chômage partiel, un bon révélateur de la situation économique, tend à

diminuer (+ 17,1 % en un mois, - 19,6 % en un an) avec 853 000 journées.

« On a souvent dit que nous laissons des bombes à retardement, mais c'est le contraire qui risque de se produire », fait remarquer un conseiller ministériel. C'est un point de vue que ne partage pas M. Lionel Stoléru qui, avec son indicateur mensuel ARIES, fixe à 3 040 000 le « nombre réel » de chômeurs, en augmentation de 4 400 par rapport au mois précédent. « La forte baisse de l'indice officiel est du camouflage de fin d'année, à grand renfort de radiations et de TUC », affirme l'ancien secrétaire d'Etat.

ALAIN LEBEAUE.

L'envolée inquiétante des « eurosalaire »

La modernisation du marché monétaire et celui des capitaux en France a pour effet d'entraîner une plus grande mobilité du personnel qualifié dans ces secteurs et, par voie de conséquence, une hausse notable des salaires. C'est ainsi qu'un chef de trésorerie capable, entre autres, de maîtriser les instruments financiers nouvellement introduits en France, c'est-à-dire ceux inventés depuis belle lurette par l'aurore, a vu son salaire augmenter entre 1 million et 1,5 million de francs français par an (130 000 à 200 000 dollars), soit plus que le président d'une grande banque française, dont le salaire annuel se situe entre 800 000 F et 900 000 F (105 000 à 118 000 dollars).

Telle était, par exemple, le salaire de M. de la Motte, à la présidence du Crédit du Nord, qui vient de quitter pour promouvoir chez Lazard Frères les instruments nouveaux utilisés tant sur le marché français des capitaux que sur la scène internationale. Mais si la grille des salaires des banques françaises en France est en train de changer de fond en comble sous l'effet de la spécialisation qui requiert la banque moderne, les sommes évoquées dans l'hexagone n'en restent pas moins très inférieures à celles perçues par les membres de la communauté bancaire internationale installés à Londres.

Avoir vingt ans et 250 000 dollars

Il y a une vingtaine d'années, l'élite de la société britannique — qui a de tout temps préféré la City au monde industriel, alors qu'en France les plus brillants choisissaient l'industrie, les puces l'Eglise et les laïcs le pour-compte la banque — se contentait d'un salaire de misère pour le seul attrait du statut social que conférait l'appartenance à une illustre banque d'affaires (merchant bank) telle N. M. Rothschild, Hambros, Baring Brothers et autres Hill Samuel. Leur déclin ultérieur à la suite de l'implantation à Londres des grandes banques américaines durant la seconde moitié des années 60, puis, au cours des quinze années suivantes, de tout les grands établissements bancaires du monde, a eu pour effet d'entraîner une mobilisation de toutes les ressources humaines disponibles et, de ce fait, une très grande mobilité de l'emploi. Rester toute sa vie dans le même établissement en est rapidement arrivé à signifier que l'intéressé manquait de compétence, sinon un chasseur de têtes l'aurait vite repéré, et, en conséquence, que sa valeur marchande était très faible.

Les raffinements introduits sur l'euro-marché au travers de nouveaux instruments et techniques et l'internationalisation de tous les marchés des capitaux du monde ont renforcé la position de la capitale britannique. C'est ainsi, par exemple, que la majorité des émissions à taux variables libellées en deutschemarks sont dorénavant traitées à Londres, et non pas en Allemagne fédérale. Pour faire face à cette évolution, les besoins en hommes et femmes des banques anglaises et étrangères implantées dans la City se sont accrues énormément. Pour cette raison, on estime aujourd'hui que sur les dix mille eurosociélistes employés dans la City, 10 % auront changé de maison avant que l'année ne s'achève, ce mouvement se traduisant par des augmentations de salaires parfois phénoménales.

Les grandes stars de l'euro-marché, c'est-à-dire les diri-

geants d'envergure internationale des grandes maisons installées à Londres, ne peuvent plus dorénavant se recruter à moins de 1,5 million de dollars par an. Aux échelons inférieurs, la chasse aux compétences a également renchéri tous les autres postes. Si les banques anglaises sont encore enclines à payer moins que leurs concurrentes américaines, il n'en demeure pas moins qu'un chef arbitriste (head of trading) de toute première classe « vaut », dans la City, 575 000 dollars par an. En France, les meilleurs gagnent annuellement 80 000 dollars. Les meilleurs responsables du marché primaire, c'est-à-dire de l'agencement et du lancement des euroémissions nouvelles, se font à Londres quelques 500 000 dollars chaque année, tandis qu'à Paris leurs homologues plafonnent à 120 000 dollars.

Le marché des swaps, qui, en 1985, a été l'un des principaux ingrédients à l'origine de l'explosion du marché euro-obligataire, a lui aussi engendré une race d'experts aussi sophistiqués que recherchés. Les banques d'affaires britanniques acceptent de payer annuellement l'équivalent de 110 000 dollars la personne dirigeant leurs équipes de swaps. La même situation est, en moyenne, rémunérée 400 000 dollars dans les banques d'investissements américaines opérant dans la City, et peut même atteindre 575 000 dollars dans les meilleurs cas.

La position des simples arbitristes (traders) diffère aussi selon le côté de la Manche où elle s'exerce. A Paris, le salaire annuel d'un trader oscille entre 180 000 et 300 000 francs (environ 25 000 à 40 000 dollars). A Londres, il est de l'ordre de 40 000 à 45 000 dollars dans une banque britannique, mais il peut aisément atteindre 140 000 dollars dans une banque américaine d'investissement, le plafond se situant aux alentours de 250 000 dollars par an.

Alors que dans la City les banques internationales continuent de s'arracher entre elles à prix d'or non plus seulement des individus mais des équipes entières, l'envolée des salaires commence à inquiéter sérieusement la Banque d'Angleterre. Cette petite guerre peut, en effet, avoir des conséquences néfastes sur les résultats des établissements concernés. Au moment même où la concurrence acharnée que se font les eurobanques pour obtenir des mandats entraîne une diminution spectaculaire des conditions pour le plus grand bénéfice des emprunteurs, mais aux dépens des comptes d'exploitation des banques qui voient leurs commissions se réduire comme peau de chagrin, le renchérissement excessif des salaires peut porter le coup fatal à nombre de maisons.

Si beaucoup estiment encore qu'il importe peu de verser 250 000 dollars par an à un jeune arbitriste d'une vingtaine d'années aussi longtemps que celui-ci peut rapporter à sa banque 2 millions de dollars par an, les plus avisés commencent à adopter une approche plus prudente. Certains préfèrent maintenant limiter leurs ambitions salariales pour, en échange, bénéficier de la sécurité d'établissements dont la solidité les mettra à l'abri de licenciements inévitables. La période des vaches maigres ne manquera pas, un jour ou l'autre, d'arriver. Elle provoquera des révisions déshabillées dans nombre de petites et moyennes banques.

CHRISTOPHER HUGHES.

ÉTRANGER

EN ITALIE

Le gouvernement prend des mesures sévères pour défendre la lire

De notre correspondant

Rome. — « La lire se porte bien », vient de déclarer le premier ministre italien, M. Bettino Craxi. Depuis la fin novembre, la confiance en la monnaie nationale ne régnait plus tout à fait, et depuis quelques jours la suspicion avait pris une forme précise, à savoir une forte hémorragie de réserves en devises — d'un montant évalué à quelques 5 milliards de dollars.

Un communiqué du Trésor, diffusé le 16 janvier, admet l'existence, à une certaine échelle, de « comparatements de précaution, voire de spéculations » chez les opérateurs. Le même texte met toute l'affaire sur le compte de la baisse du dollar, rejetant toute autre raison objective.

Un certain nombre de mesures ont en tout cas immédiatement été prises pour défendre la lire : augmentation des taux d'intérêt sur les titres d'achat d'Etat à court terme (1 point de plus à 13,50 % en moyenne) ; rétablissement de l'obligation de financer en devises 75 % des crédits à l'exportation (supprimée en octobre 1985) ; limitation à 8 % du rythme annuel de l'augmentation des crédits bancaires, qui atteignait 40 % à la fin de 1985, au lieu des 10 % autorisés.

Le ministre du Trésor, M. Giovanni Goria, a assuré, comme il en avait le devoir, que les raisons d'une modification des parités de la monnaie italienne n'existent pas. Les indicateurs de 1985, qui comptent en ce domaine, sont en amélioration : diminution de l'inflation et léger mieux de la balance des paiements. Toutefois, en matière d'inflation, notamment l'Italie a fait en 1985, avec 8,6 %, nettement moins bien que ses grands voisins européens.

« Manqué »

M. Goria avait d'ailleurs admis, le 3 décembre, que l'objectif d'une réduction de l'inflation susceptible de mettre enfin la lire hors d'eau avait été « manqué » (le gouvernement souhaitait 7 %). Dans ses commentaires du bilan de 1985, la presse a ici tout simplement parlé d'une « année perdue » sur ce front capital.

Au patronat italien, on a calmement commencé à évoquer ouvertement l'hypothèse d'une nouvelle dévaluation de la lire, vers le printemps par exemple. Le souci des industriels serait, évidemment, de rendre à l'industrie nationale une compétitivité, qu'avait, certes, soulevée, le 19 juillet dernier, la dévaluation (de 8 % en moyenne) de la monnaie nationale, mais que

l'insuffisance, voire l'absence de mesures d'accompagnement, la mission du différentiel d'inflation avec les plus grands partenaires commerciaux européens et la poursuite de la baisse du dollar avaient déjà fortement érodé au second semestre de 1985.

Les mesures décidées le 16 janvier par le Trésor sont présentées comme strictement conjoncturelles et nullement de nature à pénaliser l'investissement, partant la croissance de l'économie. A la veille du week-end, les cours de la lire n'avaient pas réagi à ces mesures : il est vrai que la devise italienne, après son accès de faiblesse de la fin de l'année dernière, demeure stable, mais au-dessous de son cours pivot au sein du système monétaire européen.

J.-P. C.

SELON L'OCDE

La lutte contre le déficit budgétaire américain reste une priorité absolue

Après avoir basculé de leur récession la plus grave depuis les années 30, en 1981-1982, à un redressement tout aussi spectaculaire, en 1983-1984, les Etats-Unis sont entrés dans une période de croissance ralentie et très vulnérable. Dans leur rapport annuel sur l'économie américaine, les experts de l'OCDE ne cachent pas leurs préoccupations face à l'aggravation des déséquilibres tant intérieurs qu'extérieurs.

Déficit budgétaire, gonflement de la dette publique, détérioration de la balance des comptes courants, autant de facteurs défavorables qui pourraient prendre une ampleur intolérable et aboutir à une récession ou à une relance de l'inflation,

« voire aux deux phénomènes à la fois ». Sans accabler les responsables américains, les auteurs du rapport soulignent la responsabilité particulière de la première puissance économique mondiale pour lui demander de s'attaquer en priorité à la réduction du déficit fédéral par une action « décisive et crédible ».

Cette recommandation exige de prendre en compte les dérapages chroniques du coût de certains programmes et exclut toute solution de facilité dans la mise en place de la réforme fiscale. Cette dernière doit rester « au moins neutre » pour les recettes fédérales. Une voie difficile, mais jugée indispensable par l'OCDE, qui, contrairement à certains membres de l'administration Reagan, impute au déficit budgétaire une bonne part de la dégradation de la balance des comptes courants, dont le solde négatif pourrait passer de 130 milliards de dollars en 1985 à 150 milliards en 1986.

Outre le déficit extérieur, la liste des incertitudes pesant sur l'avenir de l'économie américaine est longue ; ralentissement des investissements, fléchissement des revenus agricoles, baisse de compétitivité de nombreux secteurs travaillant à l'exportation, avec, en contrepartie, la montée des pressions protectionnistes, constituent des risques à ne pas sous-estimer : leurs effets cumulés pourraient « déclencher un mouvement déstabilisateur ».

Il ne doit pas pour autant faire oublier les aspects positifs de la situation américaine. Les deux premières années de la reprise, 1983 et 1984, ont permis aux Etats-Unis de conjuguer une progression cumulée de 12 % du produit national brut réel avec une inflation annuelle inférieure à 4 %, un recul du chômage, dont le taux s'est établi autour de 7 %, avec la création de 8 millions d'emplois. Des succès qui s'annoncent moins spectaculaires au cours des dix-huit mois à venir, la croissance, en rythme annuel, étant appelée à ne pas dépasser 2,5 à 3 %. Mais, en comparaison, les tendances dans les pays européens, où la lutte contre les déficits budgétaires a dominé, apparaissent une sorte de négatif de cette photographie américaine.

FRANÇOIS SIMON.

LA RÉUNION DE LA COMMISSION MIXTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

« Il nous faut des partenaires sûrs » déclare M. Aristov

De notre envoyé spécial

Moscou. — Un léger vent de renouveau a soufflé sur la commission mixte franco-soviétique. La présence de M. Aristov, ministre du commerce extérieur, contribuait déjà à donner un air de jeunesse à la délégation soviétique, que conduisait l'an dernier encore M. Patolichev, un homme de soixante-dix-huit ans peu enclin au dialogue constructif.

Le ton a changé, comme on a pu s'en rendre compte, le 16 janvier, à Moscou, lors de la première journée de la vingt-troisième session de la commission. Sans ambiguïté, M. Aristov a mis fin au contentieux qui paralysait chaque rencontre ces derniers temps, en affirmant que la question du financement ne se posait plus. Les Soviétiques, qui peuvent désormais obtenir des crédits en ECU — un premier contrat de 70 millions de francs a été signé récemment de cette façon — ne cherchent plus à discuter les questions de taux d'intérêt.

Leur souci principal aujourd'hui est que la France leur livre des produits de haute technologie. Inutile de nous prouver ce que nous savons faire, a résumé M. Aristov. « Nous ne voulons pas acheter des équipements d'hier, a-t-il insisté, mais des équipements d'aujourd'hui et même de demain ».

Le ministre soviétique a cru devoir accompagner cette déclaration d'un avertissement lui aussi répété à plusieurs reprises : « Il nous faut, a-t-il lancé, des partenaires sûrs. Nous ne voulons pas rencontrer d'obstacles dans la réalisation de nos contrats. » Qui dit haute technologie dit en effet surveillance américaine — dans le cadre du COCOM — pour la livraison de biens à caractère stratégique. M. Aristov ne veut pas qu'un contrat puisse être remis en cause pour cette raison.

Les affaires en cours de négociation (le Monde du 16 janvier) ne posent pas ce type de problème, et la délégation française s'est montrée optimiste tant pour les opérations à court terme que pour celles à plus long terme. Toutefois, M. Edith Cresson, ministre français du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a rappelé à l'ordre ses partenaires sur la question du fret maritime. La France pourrait, a-t-elle laissé entendre, dénoncer l'accord de 1967 garantissant l'équilibre du transport entre les deux pays, puisque cet accord n'est pas respecté par l'Union soviétique. Celle-ci, en multipliant les obstacles, parvient à réaliser 90 % du trafic, et le ministre français aimerait vraiment que cesse cette « anomalie ».

TRANSPORTS

LES RÉSULTATS DE LA COMPAGNIE NATIONALE EN 1985

Air France dans un fauteuil

Air France toujours mieux... Après une année 1984 qui s'était terminée sur des résultats positifs de 650 millions de francs en 1984, la Compagnie nationale a amélioré son score l'an dernier : 1 100 millions de francs. Après impôts, participation, et prise en compte des charges et profits exceptionnels, le résultat net a, lui aussi, de quoi satisfaire MM. Marceau Long et Henri Savan respectivement président et directeur général d'Air France : 700 millions de francs, au lieu de 533 millions en 1984. Et ce, alors que la conjoncture aérienne internationale reste fragile, la majeure partie des compagnies groupées dans l'IATA en faisant l'amère expérience.

Concorde, dont on fêtera dans quelques jours le dixième anniversaire de l'exploitation commerciale, a encore été bénéficiaire : 80 millions de francs. Bénéficiaires aussi, toutes les filiales d'Air France, notamment Air Charter et Méri-dien. La filiale hôtelière de la Compagnie (51 établissements) vient d'ouvrir un hôtel à Vancouver et a repris la gestion de deux autres aux Seychelles.

Ce qui ne veut pas dire que tout aille pour le mieux. « Depuis avril dernier, a déclaré le jeudi 16 janvier, M. Long, les compagnies régulières américaines ont lancé une grande offensive vers l'Europe et notamment la France, en ouvrant des lignes ou en renforçant parfois de manière considérable leurs programmes de vols. Il en est résulté une surcapacité sur cette voie royale et une importante réduction de la part d'Air France dans l'offre totale des sièges sur les vols réguliers. C'est pourquoi la compagnie a engagé avec les autorités américaines des négociations pour obtenir deux nouveaux points d'entrée aux Etats-Unis : Miami et San Francisco... Mais UTA a entamé la même démarche.

Cependant, dans un télégramme adressé à M. Long, le secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, écrit : « Je rappelle la nécessité de conserver une souplesse

aussi bien en ce qui concerne les tarifs que les règles de concurrence, tout en soulignant les dangers d'une déréglementation sauvage, et je vous fais part de ma détermination à poursuivre les orientations développées par le gouvernement afin d'obtenir une évolution maîtrisée de la concurrence dans le transport aérien ».

Les dirigeants d'Air France, qui ont certaines raisons d'être déçus (desserte de l'Amérique du Sud, Antilles - où le trafic touristique n'a pas été au rendez-vous -, Mexico via Houston), mais aussi d'être satisfaits (desserte du Japon et de la Chine, consolidation du trafic de fret, en général) ont fait part de plusieurs nouveautés pour 1986 : six appareils seront livrés, ce qui portera la flotte à cent six avions fin 1986 ; de nouvelles escales seront ouvertes (Bologne, Cork, Gênes, Luxembourg, Miami, Nuremberg, Saint-Domingue, San Francisco) ; une ligne Paris-Tokyo sans escale sera inaugurée le 30 mars, et, à la même date, Air France ouvrira une ligne Lyon - New-York (via Paris) cinq fois par semaine.

Un détail qui a son importance : les sièges de la classe économique des moyen-courriers sont progressivement remplacés par des fauteuils d'une conception nouvelle, qui donnent plus d'espace et de confort. Mais patience... Il y a plus de six mille fauteuils à installer d'ici à la fin de 1986.

F. Gr.

LE LIEN FIXE SUR LA MANCHE

Paris et Londres

ont sensiblement rapproché leurs points de vue

M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a rencontré une nouvelle fois, le jeudi 16 janvier à Paris, son collègue britannique, M. Ridley, pour tenter de trouver un compromis à propos du lien fixe à travers la Manche.

Peu d'informations ont filtré après cet entretien. On précise simplement dans l'entourage de M. Auroux que « les discussions ont été positives » et qu'un accord devrait pouvoir être obtenu entre les deux parties afin de permettre à M. Mitterrand et à M. Thatcher de faire part, le 20 janvier, à Lille, de leur choix.

Projets non modifiables

Pour sa part, M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, ainsi que de la branche française du consortium Euroroute (l'un des quatre concurrents en lice), a indiqué, le 16 janvier, que son groupe « ne serait pas hostile à s'ouvrir » à d'autres partenaires engagés dans des projets concurrents. M. Mayoux reprenait ainsi des déclarations faites la veille à Londres par son partenaire britannique dans Euroroute, Sir Nigel Brookes, président de Trafalgar House, qui suggère une coopération entre France Manche Channel Tun-

nel Groupe (qui se chargerait du tunnel pour les trains) et Euroroute (à qui reviendrait la partie routière : pont, tunnel, et construction de deux îles artificielles).

« Nous ne voulons pas confier à notre seul profit les travaux et l'exploitation », a précisé M. Mayoux, mais la conception de notre projet dans son essence n'est pas modifiable. Il n'est pas possible de mélanger tous les projets et d'en sortir un seul. Il s'est, par ailleurs, attaché à défendre le projet Euroroute, « dont les chances n'ont jamais été si grandes », étant, selon lui, techniquement au point (on sait faire des ponts de 500 mètres de portée), économiquement réaliste (la liaison routière est souhaitée par les deux gouvernements) et financièrement étayé. Son coût global est estimé à 52,7 milliards de francs de 1985 (dont 8 milliards correspondant à la prise en compte d'aléas techniques).

De son côté, M. Jean-Paul Parayre, président de France Manche, nous a déclaré : « Nous avons, en effet, été approchés par Sir Nigel et je l'ai rencontré le 13 janvier à Londres. Je suis sensible à ce geste, mais nous continuons de penser que notre schéma est le seul finançable - 27 milliards de francs d'investissement - et qu'il n'est pas possible de mélanger plusieurs projets.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GRUPE CRÉDIT LYONNAIS

SILVAM - SILVAFRANCE - SILVARENTE - SILVINTER
SICAV 5 000 - OBLIGION

Sociétés d'investissement à capital variable

Soucieux de favoriser l'accès des épargnants aux organismes de placement collectif, les Conseils d'Administration de ces 6 SICAV - en accord avec le CRÉDIT LYONNAIS, Etablissement fondateur - ont décidé de ramener de 4,75 % à 2,75 % la valeur du droit d'entrée demandé aux nouveaux souscripteurs.

La part du droit d'entrée qui reste acquise aux SICAV est fixée à 0,50 %.

Ces mesures seront appliquées pour les souscriptions reçues à partir du lundi 3 février 1986.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Télécommunications : accord GTE-Siemens pour créer une filiale commune

Le groupe américain de télécommunications GTE et l'allemand Siemens, spécialisé dans l'électronique, ont signé, le 16 janvier, un protocole d'accord pour la création d'une filiale commune, chargée de mettre au point et de commercialiser des centraux téléphoniques d'entreprise et des systèmes de transmission aux Etats-Unis. Siemens apporte ses compétences techniques et obtient un accès au marché américain, grâce à l'implantation commerciale de GTE. GTE espère, pour sa part, renforcer sa position aux Etats-Unis. Il est aujourd'hui numéro trois dans ce secteur.

Désireux de remédier aux pertes persistantes dans le domaine très concurrentiel des communications téléphoniques interurbaines américaines, GTE a, par ailleurs, également annoncé sa décision de s'associer, au travers de sa filiale Sprint, avec United Communications. Les deux firmes américaines entendent former une nouvelle société, US Sprint Communications. GTE a prévu que, au total, cette restructuration devrait entraîner 1,3 milliard de dollars de pertes.

EDF : ventes records

EDF a réalisé un chiffre d'affaires record de 130,9 milliards de francs, soit 9,8 % de plus que l'année précédente, ce qui lui a notamment permis d'augmenter son excédent brut d'exploitation de 13,6 % et ses capacités d'autofinancement de 15,1 % (à 30,8 milliards), a annoncé la direction jeudi 16 janvier. Les ventes d'électricité en France ont dépassé l'an dernier le cap des 300 milliards de kilowatt-heures, en hausse de plus de 7 %, et si les exportations de courant ont stagné en volume, le chiffre d'affaires d'EDF à l'étranger a néanmoins doublé, passant de 5 à 10 milliards de francs. Cette année, l'établissement prévoit une forte augmentation de ses exportations, notamment vers la Grande-Bretagne interconnectée au réseau français par un câble traversant la Manche, mis en service le 16 janvier, et qui permettra de livrer au maximum 12 milliards de kilowatt-heures par an.

SMT-Goupil retenu pour l'informatisation de la poste

SMT-Goupil, l'une des principales sociétés françaises de micro-ordinateurs, vient d'être retenue, après Bull, pour l'informatisation des bureaux de poste. SMT-Goupil a reçu une commande de 60 millions de francs pour la livraison de 1 500 micro-ordinateurs « G4 » et des réseaux locaux « Goupil-net », qui assurent le dialogue

entre les machines à l'intérieur de chaque bureau de poste. Bull, qui a déjà remporté un premier contrat pour 880 micro-ordinateurs en juillet 1985, a reçu, en décembre, une lettre d'intention pour 500 machines supplémentaires livrables au premier semestre 1986. Le plan d'informatisation de la poste prévoit l'installation de 30 000 micro-ordinateurs dans 14 000 bureaux d'ici à 1989.

Compagnie générale maritime : un petit mieux

Le redressement financier de la Compagnie générale maritime se poursuit lentement. Le déficit, en 1985, aura atteint 250 millions de francs au lieu de 365 millions de francs en 1984. Après une bon premier semestre, la fin de l'année a été médiocre quant aux recettes commerciales. Selon M. Claude Abraham, président de la société, 1986 sera médiocre. Comme ses concurrents français et étrangers, la CGM sera amenée à vendre des navires (elle en arme actuellement quarante-ans) ou à en transférer sous des pavillons plus économiques. La Compagnie a souffert sur l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud, l'Australie et le Pacifique. En 1986, M. Abraham projette d'investir 100 millions de francs dans l'achat de conteneurs et escompte une dotation en capital de l'Etat d'au moins 300 millions de francs pour poursuivre son désendettement.

Nominations

● A la Compagnie générale d'électricité, plusieurs nominations viennent d'être annoncées : M. DE LAAGE DE MEUX, précédemment directeur général adjoint, devient directeur délégué chargé des affaires internationales ; M. D'ARMENTON, directeur des affaires internationales avec pour attribution les négociations financières internationales ; M. DE BUYER, directeur général adjoint, est chargé de l'ingénierie et de la production ; M. BILGER devient directeur des affaires internationales et des câbles ; M. CHA-VANCES, conseiller du président et ancien directeur général de CIT-Alcatel, quitte le groupe et n'est pas remplacé.

● Chez Pechiney, M. JEAN-SEBASTIEN LETOURNEUR, quarante-neuf ans, a été nommé président-directeur général de la société Pechiney aluminium-lithium, créée le 17 décembre dernier et filiale à 100 % de Cegedur Pechiney Polytechnique et diplômé de Harvard, il est entré chez Pechiney en 1967, où il est depuis 1985 directeur du département Techniques avancées de la branche aluminium.

● A l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), M. CLAUDE THOMAS a été élu président au cours de l'assemblée générale, le 16 janvier. Ancien élève de l'ENA, inspecteur général du travail, M. Thomas, soixante-cinq ans, a été directeur des affaires sociales puis conseiller auprès du président de la région Rhône-Alpes. A l'AFPA, il remplace M. Donnadieu, démissionnaire depuis le 12 décembre, à la suite du départ du directeur général, M. Guy Métais.

● A la chambre de commerce de Lille, M. GÉRARD TEBOT a été élu président. Il succède à M. Marcel Delcourt, qui a renoncé récemment à son poste de PDG du groupe des 3 Suisses et qui n'avait pas brigué le renouvellement de son mandat à la chambre de commerce. Agé de cinquante-deux ans, M. Gérard Tebot est PDG des établissements Dufour de Villeneuve-d'Ascq (électricité, automatismes) qui comptent deux cent vingt salariés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 15,60 % - 1983

Les intérêts courus du 24 janvier 1985 au 23 janvier 1986 seront payables à partir du 24 janvier 1986 à raison de 702 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 3 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 78 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 116,95 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 577,25 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 336 007 à 369 339 sortis au tirage au sort du 27 novembre 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 4 au 24 janvier 1987 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 165 093 à 198 425 et 302 674 à 336 006 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984 et 1985.

CNT - Obligations 9,90 % - 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1985 au 27 janvier 1986 seront payables à partir du 28 janvier 1986 à raison de 178,20 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 23,68 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 146,54 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 40 548 à 60 206 sortis au tirage au sort du 28 novembre 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 28 janvier 1987 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 301 765 à 318 041 et 467 469 à 485 356 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984 et 1985.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, 75341 Paris Cedex 07, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 8,50 % - 1971

Les intérêts courus du 17 janvier 1985 au 16 janvier 1986 seront payables à partir du 17 janvier 1986 à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal (coupon n° 14) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 6,37 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 31,46 F.

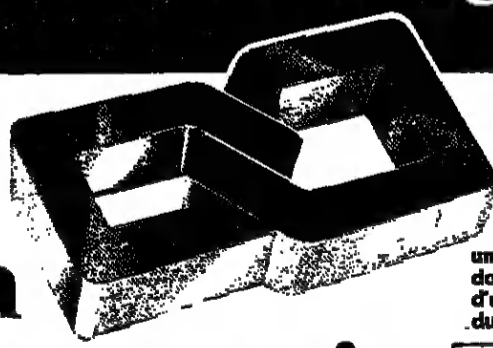
CNT - Obligations 8,30 % - 1973

Les intérêts courus du 19 janvier 1985 au 18 janvier 1986 seront payables à partir du 19 janvier 1986 à raison de 74,70 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 13) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 12,44 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 61,43 F.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en comptes « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires directement par la Caisse nationale des télécommunications.

Certificats d'Investissement Privilégiés



La Compagnie Financière de CIC associe le public à son capital et à ses résultats.

Caractéristiques de l'émission : Prix d'offre minimum : F 185 par titre - Jouissance : 1^{er} janvier 1986 - Remunération annuelle : un dividende prioritaire d'un minimum de 9 F dont une partie fixe de 5 F par titre comprise d'une partie variable au moins égale à 40 % du bénéfice distribuable par titre.

Le Groupe CIC

Comptes consolidés (en millions de FF)	31.12.85	31.12.84	30.06.85
Total du bilan	241 559	267 719	282 758
Résultat net consolidé Part du Groupe	95	279	252

CIC-UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONAL ET CIE
BANQUE BONNASSÉ FRÈRES
BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN
BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST
BANQUE SCALBERT DUPONT
BANQUE TRANSATLANTIQUE
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE
CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE
CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE
SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN BERNIER



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
66 rue de la Victoire, 75009 Paris
Tél. : 42 80 80 80 Télex 290692

Groupe CIC

Une note d'information (visa COB n° 86-1) en date du 07.01.86 est tenue à la disposition du public, sans frais, au siège de la Compagnie BALO du 13 janvier 1986.



Le Monde

Le Conseil constitutionnel rejette l'aggravation des pénalités prévues pour les cumuls emploi-retraite

Le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 16 janvier, a examiné trois lois dont des parlementaires de l'opposition contestaient la constitutionnalité. Hormis les points précis invalidés, les trois textes contrôlés peuvent être promulgués.

● **Règlement définitif du budget de 1983 : validation.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé en juillet 1985 la loi de règlement définitif du budget de 1983. Il avait alors estimé que le gouvernement avait considéré à tort que la procédure d'urgence s'appliquait à ce texte comme aux autres lois de finances. De nouveau soumise au Parlement, cette loi avait été encore une fois l'objet de critiques de la part de l'opposition, notamment en raison du prélèvement financier de 2 milliards de francs opérés sur le budget annexe des PTT au profit du budget général.

Pour le Conseil constitutionnel, le contrôle de la constitutionnalité d'une telle loi de règlement « ne se confond pas avec celui de la régularité des opérations d'exécution du budget ».

Dans sa décision, il précise qu'une telle loi « ne peut que retracer, à partir des comptes, les ordonnances de dépenses et les encaissements de recettes, quelle que soit la régularité de ces opérations et alors même que certaines d'entre elles aient méconnu des règles de valeur constitutionnelle ». Le contrôle de régularité pour des opérations à caractère administratif ou comptable ne relève pas, estime-t-il, de sa compétence.

● **Limitation des cumuls emploi-retraite : annulation partielle.** — Le Conseil constitutionnel a soulevé un argument qui n'était pas invoqué dans les recours déposés par plus de soixante députés RPR et UDF contre la loi limitant les cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité.

Les parlementaires avaient appuyé leur saisine sur le fait que le texte, selon eux, portait atteinte notamment à la liberté d'entreprendre et au droit du travail. Le Conseil ne leur a pas donné raison sur ces points, mais il s'est référé à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

qui dispose : « Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ».

Le Conseil constitutionnel considère que ce principe n'interdit pas au législateur « de mettre à la charge d'une ou plusieurs catégories socio-professionnelles déterminées une certaine aide à une ou plusieurs autres catégories socio-professionnelles ». En revanche, souligne-t-il, ce même principe s'oppose « à une rupture caractérisée du principe de l'égalité devant les charges publiques entre tous les citoyens ».

Le texte prévoyait que les retraités conservant une activité professionnelle devaient, dès lors que leurs revenus d'activité excédaient un plafond de deux fois et demi le SMIC (plafond majoré de 25 % par personne à charge) et que leur retraite dépassait le SMIC (plus 25 % par personne à charge), payer une cotisation égale à la moitié de la différence entre ce plafond et le salaire. L'employeur se voyait imposer le paiement d'une contribution équivalente.

La décision du Conseil revient à maintenir et à généraliser le taux antérieur de 10 % (prévu par

l'ordonnance du 30 mars 1982) que le gouvernement souhaitait relever pour pénaliser plus fortement les gros cumulards.

● **Diverses dispositions d'ordre social : annulation partielle.** — Députés et sénateurs RPR et UDF avaient contesté (dans ce texte « fourre-tout » permettant au gouvernement de rassembler des points de détail qui ne justifient pas le dépôt de projet de loi particulier) que la seule disposition prévoyant l'intégration dans la carrière diplomatique des non-fonctionnaires ayant été nommés par le gouvernement plus de six mois chef de mission diplomatique. Seuls les députés socialistes (leurs collègues du Sénat s'étaient abstenus) avaient approuvé cette mesure.

Le Conseil constitutionnel considère que le principe d'une intégration en nombre limité de personnes exerçant des fonctions diplomatiques dans le corps des ministres plénipotentiaires est conforme à la Constitution. En revanche, il est hostile à ce que les intéressés soient intégrés « à un grade et un échelon correspondant au niveau indiciaire qu'ils ont atteint dans leur emploi d'ambassadeur ». L'effet d'une telle disposition serait, estime-t-il, de procurer « un avantage de carrière constituant un privilège » pour les intéressés.

A. Ch.

Le débat sur l'aménagement du temps de travail

La commission sénatoriale des affaires sociales a désigné, jeudi 16 janvier, M. Louis Boyer, sénateur RI du Loiret, à l'unanimité, comme rapporteur du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Elle devrait examiner le rapport de M. Boyer ainsi que les amendements — peu nombreux — que ce dernier lui proposera, jeudi 23 janvier, et les quelques trois cents amendements déposés par le PCF, le lendemain. En tout état de cause, elle estime que la discussion en séance publique pourra commencer le 28 janvier.

L'hypothèse d'un accord

L'épisode sénatorial du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, qui pouvait n'être qu'un événement mineur, est peut-être en passe de devenir un moment décisif.

Après la CGC et la CFDT, voici que la CFCTC, reçue le jeudi 16 janvier par la commission des affaires sociales, présidée par M. Jean-Pierre Fourcade, croit à son tour en l'éventualité d'un « texte amendé par la majorité du Sénat ». Mieux, son président, M. Jean Bonnaud, se déclare prêt à y souscrire. Pour ajouter à cette impression, M. Fourcade a de son côté indiqué que huit à dix amendements seraient proposés. Il a même assuré que le débat public pourrait être achevé pour la mi-février.

M. Charles Lederman, sénateur communiste, en a aussitôt conclu que l'on se « préparait à un accord » et en a agité la menace. Prudent, M. Yvon Chouart, qui avait, lui aussi, été entendu par la commission, s'est bien gardé de perturber ce jeu par une déclaration trop confiante, après avoir fait des ouvertures, la veille, lors d'un débat avec M. Edmond Maire.

Du coup, l'hypothèse d'un rapprochement devient plausible. L'autre hypothèse, défendue par Force ouvrière, du lendemain de l'entretien entre MM. Pober et Bergeron, étant que le texte amendé par le Sénat sera inacceptable pour le gouvernement. Quoi qu'il en soit, il se passe quelque chose, alors même que les élections législatives se rapprochent.

As minimum, des pages sont prises pour l'avenir, ils donneront des moyens aux partenaires sociaux pour régler leurs propres affaires, après les élections. Au maximum, l'entente politique se réaliserait sur un projet de compromis qui aurait l'assentiment d'organisations syndicales (CFCTC, CFDT, CGC).

A mi-voix, FO pourrait s'y rallier puisque, le double parrainage de la majorité présidentielle et de l'opposition lui accorderait ce qu'elle cherche. Cela éviterait en outre à M. Bergeron d'avoir à négocier de nouveau sur la flexibilité et, donc, de prendre le risque de mécontenter une partie de son organisation. Dans ces conditions, même le risque politique selon les plus optimistes deviendrait négligeable face à une CGT et un PCF qui accablent tout le monde de « collusion ». Isolés sur ce thème, avec une opinion qui ne les suit pas sur le terrain du refus de l'aménagement du temps de travail, les communistes et les cégétistes ne pourraient tirer pleinement avantage de la situation. D'autant que, brusquement, le réalisme l'emporterait et le sentiment « cohabitationniste » avec lui, sur une question que tous estiment essentielle, voire d'intérêt supérieur.

Mais les choses ont encore le temps d'évoluer. En cas d'échec, on en reviendrait au combat facile entre les modernes, les archaïques, les « ringards » et les goguenards.

A. L.

A la préfecture de police de Paris

OBSEQUES DISCRETES POUR LE POLICIER JEAN VRINDTS TUÉ LORS D'UN HOLD-UP

Les obsèques du policier Jean Vrindts se sont déroulées sans fastes, ce vendredi 17 janvier, dans la cour de la préfecture de police. Enquêteur de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), Jean Vrindts avait été tué lors du hold-up masqué d'une agence du Crédit lyonnais, rue du docteur Blanche (le Monde du 16 janvier). Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, le directeur de la police nationale, M. Pierre Vénabrughe, et le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, M. François Roussey, ont assisté à la cérémonie, dont on a pu noter la brièveté. Aucun discours n'a été prononcé.

Seul, le commissaire Claude Canche, patron de la BRI, a rendu hommage à son collègue « qui a sacrifié sa vie pour la défense de la sécurité publique, un sacrifice qui sert d'exemple à notre action ».

A titre posthume, Jean Vrindts a été décoré de la médaille d'or des actes de courage et de dévouement, de la médaille d'honneur de la police française et de la médaille de vermeil de la Ville de Paris.

La brièveté de la cérémonie, son caractère discret, avaient été décidés par le préfet de police, M. Guy Fougère. En effet, l'inspection générale des services a ouvert une enquête administrative après que des policiers eurent été mêlés à divers hold-up. Le nom de Jean Vrindts avait été évoqué à cette occasion, sans que, pour le moment, sa participation ait pu être démontrée.

● **Attentat à Abou Dhabi.** — Une charge de faible puissance a explosé tôt, jeudi 16 janvier à Abou Dhabi, provoquant de légers dégâts matériels dans les locaux de la compagnie sud-émirienne Al-Yemda et de la Syrian Airlines, a indiqué le ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis dans un communiqué. — (AFP.)

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

VENDREDI 17 JANVIER
Jean-Claude Karsenty
président de la commission
interministérielle de lutte
contre la toxicomanie
sera face au « Monde »
avec FRÉDÉRIC GAUSSEN
et CHRISTIAN VILLAIN

DORIAN GUY
chemisier habilleur
56, avenue George-V
DISPARAIT
LIQUIDATION TOTALE
Par autorisation préfectorale
selon la loi du 30.12.1906
Chemises 280F 150F
Costumes 2480F 1300F
Pantalons 380F 195F
Cravates
soie naturelle 170F 70F

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.42 - 45.08.86.45

En Grande-Bretagne

Le « show Westland » à l'Albert Hall

De notre correspondant

Londres. — Jusqu'au dernier moment, l'incroyable compétition pour le « sauvetage » de Westland sera demeurée incertaine. Dans la City, après s'être disputés les actions de la société, on en était aux paris, et les bookmakers ont affiché les cotes : vendredi matin 17 janvier, celle du consortium européen était toujours en hausse, mais celle de Sikorsky, leur concurrent américain, était presque égale. Les habitués des champs de courses s'attendaient qu'il y ait photo-finish.

Conscients de l'importance de l'enjeu, des milliers de porteurs de parts (ils sont plus de dix mille au total) s'apprêtaient à venir pour une fois voter en personne. C'est la raison officielle pour laquelle leur assemblée extraordinaire a été reportée pour avoir lieu dans l'endroit le plus prestigieux, le Royal Albert Hall, prestigieuse et vaste salle de spectacle de près de cinq mille places, et où on a plus souvent l'habitude de venir assister à un grand concert, un gala en l'honneur de la reine, un match de boxe ou une rencontre de tennis.

Avec les proportions démesurées que prennent ses conséquences politiques, l'événement est devenu si important que la télévision devait réaliser une première mondiale en retransmettant en direct la réunion des actionnaires.

Le vote sur la proposition américaine devait intervenir en début d'après-midi. La veille, le mystérieux personnage qui a acquis près de 15 % des parts de la société les deux jours précédents s'est soudain révélé. Il s'agit de Lord Hanson, soixante-quatre ans, l'une des grandes figures du monde de la finance britannique. Le Hanson Trust est la onzième compagnie du pays et veut en Bourse environ 3 milliards de livres. Ses intérêts s'étendent des deux côtes de l'Atlantique et recouvrent les secteurs les plus divers de l'industrie.

Lord Hanson a récemment défrayé la chronique en tentant de racheter pour 2 milliards de livres l'Imperial Group (les cigarettes John Players et les bières Courage). Il est également connu pour ses aventures féminines avec certaines vedettes de Hollywood, dont Audrey Hepburn. Il a été éleyé à la pairie à vie par le roi. Thatcher, ce qui fait dire qu'il devient bien au premier ministre de contrer l'influence de M. Heseltine et des partisans du consortium européen pour essayer de donner à Sikorsky la majorité nécessaire de 75 %.

Mais ceux qui s'opposent à la candidature américaine restent confiants en affirmant qu'ils avaient le contrôle des 25 % indispensables pour constituer une minorité de blocage et relancer ainsi toute l'affaire.

FRANCIS CORNUL

UN PLAN DE REDRESSEMENT POUR LES SOCIÉTÉS DE COURSES

Confrontés à un déficit de 200 millions de francs en 1985 et à la perspective de 400 millions de pertes pour 1986, les dirigeants des sociétés de courses et du PMU ont conclu, jeudi 16 janvier, un accord avec l'Etat sur un plan de redressement. Ce plan prévoit le blocage des salaires dans les institutions de courses en 1986, la suppression de mille emplois (principalement au PMU) et le maintien de la masse globale des encouragements, c'est-à-dire les prix distribués en courses, au-dessous du taux d'inflation prévu en 1986.

En contrepartie, l'Etat apporte une aide de 180 millions de francs par l'abandon partiel de ses prélèvements sur les enjeux. Des réformes sur les paris et une modification du règlement du pari derby, lancé en octobre 1985, pourraient intervenir prochainement.

LE VOTE « EUROPÉEN » DES CONSERVATEURS BRITANNIQUES A STRASBOURG

(De notre envoyé spécial)

Strasbourg. — Le Parlement européen s'est prononcé le jeudi 16 janvier, par 138 voix pour et 21 voix contre, en faveur d'une solution européenne dans l'affaire du constructeur d'hélicoptères Westland. La résolution invite les gouvernements membres « à tout mettre en œuvre pour assurer le maintien d'une industrie de l'hélicoptère indépendante et viable dans la Communauté ».

M. Prag, au nom des conservateurs, s'est associé pleinement au texte adopté. L'Élu britannique a souligné la nécessité d'une indépendance accrue de la Grande-Bretagne et de la CEE à l'égard des États-Unis en observant : « Nous ne pouvons être dans ce secteur les sous-traitants des Américains. »

M. S.

M. FRANÇOIS LÉOTARD invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 19 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député UDF du Var, maître de Fréjus, répondra aux questions d'André Passeron et Christine Favet-Mycia du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL. Le débat étant dirigé par Alexandre Bales.

Le numéro du « Monde » daté 17 janvier 1986 a été tiré à 467 458 exemplaires

SOLDES D'HIVER
le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.
TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LAURENTE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Couture « CRÉATION », 3 essayages
en Janvier, le costume 4500 F
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél : 43.29.44.10
PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D F G H

COUP DE FRINGUES SUR LES SOLDES JIGGER
15 Bd St MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

CESSATION ACTIVITÉ 50% SUR TAPIS D'ORIENT
Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en perles de Perse et du Caucase, exposés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de caisse de 50 % vous sera consentie cette semaine.

Atighetchi
4, rue de Penthièvre
8^e, M^e Mirommesnil
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

francesco smalto SOLDE
DE 30 A 50 %
HOMME
44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME
5, PLACE VICTOR-HUGO
275, RUE SAINT-HONORÉ
du mercredi 15 au samedi 18, de 9 h 30 à 19 heures